

FOR

UNE TRANSITION JUSTE

ENI FOR 2019



NOTRE MISSION



Nous sommes une société énergétique.

Nous soutenons concrètement une transition énergétique juste,

ayant pour objectif de préserver notre planète

et promouvoir un accès à l'énergie efficace et durable pour tous.



Nous basons notre travail sur la passion et l'innovation.



Sur nos forces et nos compétences uniques.

Sur l'égalité de dignité de chaque personne, en reconnaissant la diversité comme une valeur fondamentale pour le développement humain.



Sur la responsabilité, l'intégrité et la transparence de nos actions.

Nous croyons en la valeur de partenariats à long terme avec les pays et les communautés dans lesquels nous intervenons, en apportant un bien-être durable pour tous.



La nouvelle mission d'Eni représente de manière plus explicite le chemin qu'Eni a entrepris pour répondre aux défis mondiaux, en contribuant à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) que l'Organisation des Nations Unies a fixés afin d'orienter clairement les actions que tous les acteurs doivent entreprendre.

THE SUSTAINABLE DEVELOPMENT GOALS

Objectifs Globaux de Développement Durable

Le Programme 2030 des Nations Unies pour le développement durable, présenté en septembre 2015, identifie les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) qui représentent des objectifs communs pour le développement durable face aux défis sociaux complexes actuels. Ces objectifs constituent une référence importante pour la communauté internationale et pour Eni dans la conduite de ses activités dans les pays où elle opère.



Sommaire

POURQUOI LIRE LE RAPPORT ENI FOR 2019 D'ENI SUR LA DURABILITÉ ?

Dans ce rapport, Eni veut parler de sa contribution pour **une transition juste**.

Une transition énergétique qui préserve l'environnement et donne accès à l'énergie à tous, mais qui est en même temps socialement équitable. Eni for 2019 présente le travail d'Eni pour relever ces défis, en décrivant comment, grâce à son modèle commercial intégré, l'entreprise crée de la valeur à long terme.

Eni for raconte comment décliner **l'excellence opérationnelle** d'Eni, un facteur favorable à l'atteinte des objectifs et à la création de valeur pour les pays où elle est présente, qui est renforcée par **des alliances pour le développement local**. Eni for comprend également deux autres parcours vers : l'une relative à la route deux annexes vers la **Neutralité carbone à long terme** et l'autre consacrée aux **Performances en matière de durabilité** sur la période des trois dernières années, avec des commentaires.

Par rapport à la **Déclaration non financière consolidée 2018** conformément au décret législatif 254/2016, publiée dans le rapport financier annuel afin de fournir une vue intégrée et concise des informations financières et non financières, **Eni for** veut aller plus loin dans les questions non financières, en présentant des cas concrets et des témoignages de personnes avec lesquelles Eni partage son chemin.

Message aux parties prenantes	3
Eni dans le monde	4
Vers une transition juste : contexte de référence et des défis mondiaux	6
Modèle d'entreprise	8
Les activités d'Eni : la chaîne de valeur	9
Gouvernance de la durabilité	10
La nouvelle mission d'Eni et les Objectifs de Développement Durable	12
Priorités en matière de durabilité	14
Modèle de Gestion Intégrée des risques	16
Activités d'engagement des parties prenantes	17
Innovation technologique	18
Digitalisation	19

1. NEUTRALITÉ CARBONE À LONG TERME 20



Parcours de décarbonisation	22
-----------------------------	----

ANNEXE D'APPROFONDISSEMENT

Eni for 2019 - Neutralité carbone à long terme

Gouvernance
Gestion des risques
Stratégie
Indicateurs et Objectifs

2. MODÈLE D'EXCELLENCE OPÉRATIONNELLE 24



Chacun de nous	26
Sécurité	32
Environnement	36
Les droits de l'Homme	42
Transparence et lutte contre la corruption	48

3. PARTENARIATS POUR LA PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT LOCAL 50



Eni en tant qu'acteur du développement local	52
Accès à l'énergie	54
Partenariat pour le développement durable	56
Programme de développement local - LDP	61
Outils et méthodologies pour le développement local	70

Rapport de la société d'audit	73
Rapport non financier d'Eni	76

ANNEXE D'APPROFONDISSEMENT

Eni for 2019 - Performances en matière de durabilité

(disponible sur eni.com)

Index du contenu GRI 2019

(disponible dans [Eni for 2019 – Performances de durabilité](#))



ENTRETIENS

ETUDE DE CAS

LIENS ET PERSPECTIVES

APPRENDRONS-NOUS À TENDRE LA MAIN AU NAUFRAGÉ, À MONTRER LE CHEMIN
A UNE PERSONNE EGAREE, À PARTAGER LE PAIN AVEC LES AFFAMÉS ?
POURQUOI ÉNUMÉRER TOUTES LES ACTIONS À ADOPTER ET À ÉVITER QUAND JE PEUX
ENSEIGNER CETTE PETITE FORMULE QUI COMPREND TOUS LES DEVOIRS DE L'HOMME :
TOUT CE QUE VOUS VOYEZ ET QUI ENGLOBE L'HUMAIN ET LE DIVIN, EST UN ;
NOUS SOMMES LES MEMBRES D'UN GRAND CORPS.
LA NATURE NOUS A ENGENDRÉS FRÈRES, CAR ELLE NOUS A CRÉÉS À PARTIR
DE LA MÊME MATIÈRE ET NOUS A DIRIGÉS VERS LE MÊME BUT ;
ELLE NOUS A INCULQUÉ L'AMOUR DE L'AUTRE ET NOUS A RENDUS SOCIABLES. [...]
MÉDITEZ ET RÉPÉTEZ SOUVENT CE VERS :
« JE SUIS UN HOMME, ET RIEN DE CE QUI EST HUMAIN NE M'EST ÉTRANGER ».
METTONS TOUT CELA EN COMMUN : NOUS SOMMES NÉS POUR UNE VIE COMMUNE.
NOTRE SOCIÉTÉ RESSEMBLE BEAUCOUP À UNE VOÛTE DE PIERRES :
ELLE TOMBERAIT SI ELLES NE SE SOUTENAIENT PAS MUTUELLEMENT,
ET C'EST CE QUI LA SOUTIENT.

SÉNÈQUE, LETTRES À LUCILIUS



Message aux parties prenantes

Engagés dans le présent pour construire l'avenir

Le moment historique que nous traversons met sur notre route des défis sans précédent et des scénarios très complexes. L'urgence sanitaire dramatique causée par le nouveau coronavirus nous place toujours au premier plan - et en contact étroit avec ceux qui coordonnent les interventions - pour protéger la santé de notre population et des communautés dans lesquelles nous opérons. L'Italie a été le premier pays occidental à faire l'expérience de la menace du virus : ici et dans les pays qui nous accueillent, nous nous sommes mis en jeu avec une série d'initiatives pour soutenir les structures sanitaires, en utilisant l'expérience acquise au niveau mondial dans le domaine médical et social.

Ce n'est pas la première crise à laquelle nous sommes confrontés : notre entreprise s'est développée dans l'après-guerre, contribuant à la reconstruction d'un pays qui avait été détruit, et elle est ressortie plus forte qu'avant des crises qui ont frappé le secteur dans les années suivantes. Il est important de ne pas oublier qui nous sommes et d'où nous venons, de nous rappeler ce que nous avons transformé en méthode ou en meilleure pratique tout au long de notre histoire. C'est pourquoi notre rapport sur le développement durable me tient vraiment à cœur. Il recueille et illustre, année après année, les fruits de notre engagement en faveur du développement des personnes qui travaillent avec nous et vivent dans les pays où nous sommes présents.

Eni reste forte. Les engagements que nous avons pris pour faire avancer le processus de transformation - qui a fait de nous une société énergétique intégrée, plus simple, plus rapide et plus résiliente - restent aussi vivants que notre détermination à lutter contre le changement climatique et notre effort pour parvenir à une transition énergétique juste. Comme nous l'avons annoncé dans le plan stratégique à long terme jusqu'en 2050, nous voulons être un leader dans la fourniture de produits énergétiques décarbonisés et assurer la durabilité environnementale et sociale ainsi que la durabilité économique. Nous voulons continuer à étudier, à affiner et à porter nos idées et technologies innovantes à l'échelle industrielle. Nous voulons un avenir où l'accès aux ressources énergétiques est à la portée de tous, de manière efficace et durable, en mettant l'accent sur les compétences et la capacité d'innovation d'une entreprise qui témoigne de l'excellence italienne à l'étranger. L'HPC5 en est un exemple - le supercalculateur industriel le plus puissant du monde - qui nous a permis de modéliser ce qui n'est pas visible : du sous-sol, par exemple, où nous développons des algorithmes avancés dans le domaine des géosciences, aux nouvelles sources d'énergie, en soutenant le développement de nouvelles technologies telles que l'énergie de la mer et la fusion par confinement magnétique. À ce stade, grâce à un projet européen, nous sommes fiers de l'avoir mis à disposition pour la simulation dynamique moléculaire de protéines virales considérées comme pertinentes dans le mécanisme de l'infection par COVID-19.

La crise, l'urgence sont un moment dramatique, mais aussi une opportunité : la zone de confort dans laquelle nous avons vécu jusqu'à présent s'effondre et nous nous retrouvons à réfléchir sur nos valeurs, sur l'importance de ce que nous faisons dans la vie et au travail. Les entreprises sont des organisations de ressources économiques, financières, techniques, mais aussi et surtout des communautés humaines. Aujourd'hui, nous constatons que le fait de placer notre composante de valeur en priorité contribue à combler un vide. Aujourd'hui, nous voyons plus encore l'importance d'avoir choisi de nous inspirer des 17 objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 des Nations Unies pour définir notre nouvelle mission ; ces objectifs visent une véritable croissance intégrée qui prend en compte l'environnement, mais aussi les besoins humains et les valeurs sur lesquelles fonder les entreprises. C'est ce regard qui rend nos ambitions crédibles.

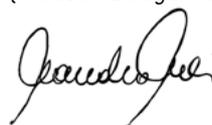
On parle souvent d'une vision à long terme, d'une économie circulaire, de la nécessité d'identifier un nouveau modèle de développement adapté à l'être humain. Aujourd'hui plus que jamais nous pouvons expérimenter combien la solidarité entre les personnes et les peuples - et non pas uniquement le profit - est la clé pour assurer un avenir aux générations futures. C'est pourquoi nous avons décidé de consacrer l'édition 2019 d'Eni for à une transition juste, à notre engagement de promouvoir une transition équitable, un changement qui prend en compte tous les facteurs concernés : de la nécessité de réduire l'empreinte carbone dans le sens de l'accord de Paris à la nécessité d'un développement humain global. Un engagement que - une fois encore - nous voulons poursuivre en synergie avec tous ceux qui partagent cette trajectoire. Nous sommes heureux d'avoir entrepris d'importantes collaborations avec des organisations internationales multilatérales telles que l'ONU, le PNUD, la FAO et la Banque Mondiale, d'avoir collaboré avec l'UNESCO lors de la première Biennale pour la paix à Luanda, en Angola, et d'avoir collaboré avec des organisations de la société civile, des instituts et des centres de recherche. Ce n'est qu'ensemble que nous pouvons changer et nous améliorer.

Au cœur de nos actions se trouve l'engagement constant en faveur du respect des droits de l'Homme, qui est une condition préalable essentielle à la sauvegarde de la dignité de chaque individu. Pour travailler au mieux, nous devons veiller à le faire de manière transparente, en prêtant attention à l'intégrité des entreprises, à l'environnement et à l'inclusion sociale, et à saisir les opportunités en regardant plus loin. Nous disposons de références claires au niveau international, qui nous aident dans cette direction : parmi tous, aux Nations Unies, outre les ODD, les Principes directeurs sur les entreprises et les droits de l'Homme (UNGPs) et les 10 principes du Pacte Mondial.

La mer sur laquelle nous naviguons est sans aucun doute agitée. Mais nous ne sommes pas seuls sur le bateau. L'urgence sanitaire, tout comme la sécurité au travail, les tensions économiques et l'incertitude géopolitique, touchent tout le monde. Voici la valeur de l'action commune, et voici la valeur du regard porté sur l'humain et les besoins fondamentaux des personnes avec lesquelles nous travaillons et qui vivent dans les pays qui nous accueillent, que nous voulons continuer à faire avancer avec engagement et détermination.

Claudio Descalzi

PDG (Président Délégué Général)



Eni dans le monde

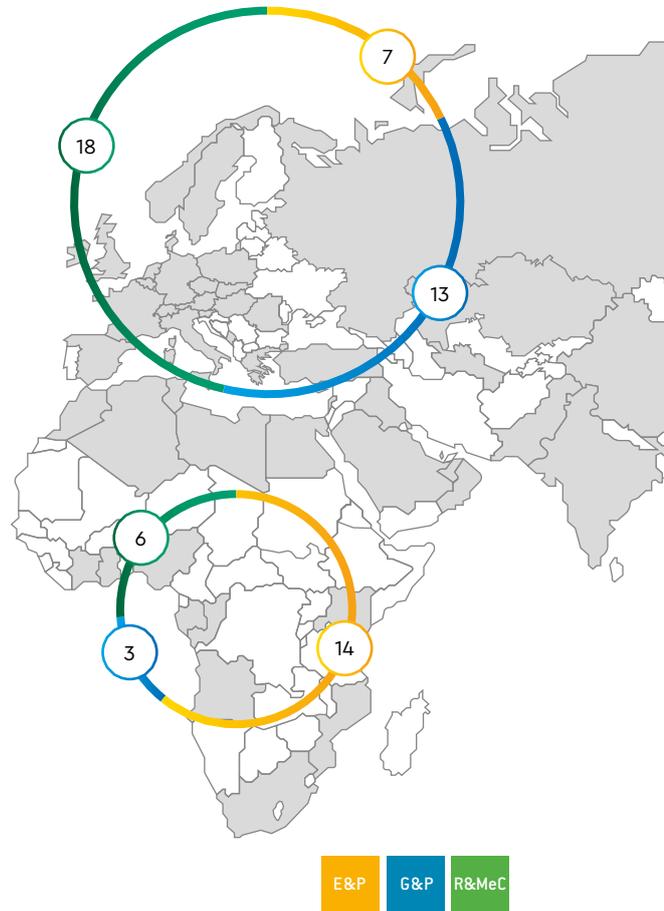


66 pays

Où nous sommes présents

31 321

Personnes



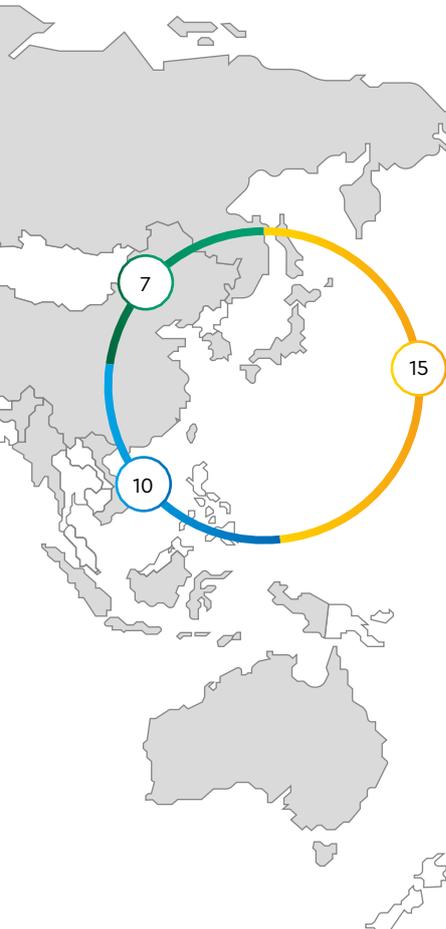
1,87 MIO BEP/
JOUR

Nouveau record de
production d'hydrocarbures

7,3 MLD BEP

Réserves prouvées
d'hydrocarbures

Un grand amour pour l'Italie et un grand respect pour les différentes cultures, il y a 67 ans, ont permis à Enrico Mattei de réaliser un rêve enfermé dans un petit mot au grand avenir : Eni. L'Italie a été le pays de départ pour un voyage vers des frontières lointaines. Un cheminement audacieux entrepris en inventant une nouvelle politique énergétique nationale qui impliquerait autant que possible l'État hôte dans la gestion technique et administrative des activités entreprises dans les pays. C'est ainsi qu'est née la stratégie « Dual Flag » d'Eni, qui est aujourd'hui encore un élément distinctif du modèle de coopération dans les **66 pays dans lesquels elle est présente**. Cette approche s'exprime par des interactions continues avec les institutions et les acteurs locaux, afin d'identifier les interventions nécessaires pour répondre aux besoins des communautés, dont les stratégies de développement sont renforcées par l'établissement de partenariats avec des organismes internationaux qui, en mettant en commun des ressources non seulement économiques mais aussi en termes de compétences, de savoir-faire et d'expérience, contribuent à améliorer la qualité de vie et à réaliser les ODD. Tout cela est garanti par les compétences, l'énergie et la passion que les **31 321 personnes d'Eni** mettent dans tout ce qu'elles font. Une action axée sur la curiosité, le caractère concret et l'engagement en faveur de l'innovation et du progrès technologiques, afin de relever le défi le plus important du secteur : rendre les ressources énergétiques accessibles à tous, de manière efficace et durable, en luttant contre le changement climatique. La clé pour relever ce défi se résume en un mot : **transformation**. Eni transforme ses activités non seulement pour suivre le scénario mondial en évolution constante, mais aussi pour anticiper ses besoins. La nouvelle Eni fournira des produits énergétiques hautement décarbonisés, sera de plus en plus enrichie par des activités telles que les énergies renouvelables et l'économie circulaire, contribuant ainsi activement au processus de transition énergétique. L'innovation dans le sillage de la tradition : une entreprise projetée vers l'avenir, mais qui reste fidèle à son histoire et à ses valeurs incontournables qui sont l'intégrité, le respect des personnes et la protection de l'environnement.



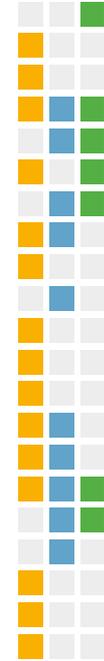
EUROPE

- Allemagne
- Autriche
- Belgique
- Chypre
- Danemark
- Espagne
- France
- Grèce
- Groenland
- Hongrie
- Irlande
- Italie
- Luxembourg
- Monténégro
- Norvège
- Pays-Bas
- Pologne
- République Slovaque
- République Tchèque
- Royaume-Uni
- Roumanie
- Slovénie
- Suède
- Suisse
- Turquie



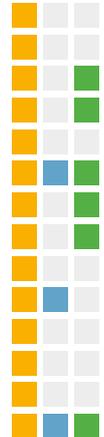
ASIE ET OCÉANIE

- Arabie Saoudite
- Australie
- Bahreïn
- Chine x
- Corée du Sud
- Émirats Arabes Unis
- Inde
- Indonésie
- Irak
- Japon
- Kazakhstan
- Liban
- Myanmar
- Oman
- Pakistan
- Russie
- Singapour
- Taïwan
- Timor Leste
- Turkménistan
- Vietnam



AFRIQUE

- Afrique du Sud
- Algérie
- Angola
- Congo
- Côte d'Ivoire
- Égypte
- Gabon
- Ghana
- Kenya
- Libye
- Maroc
- Mozambique
- Nigeria
- Tunisie

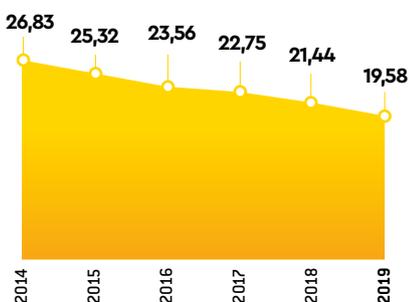


AMÉRIQUE DU NORD ET DU SUD

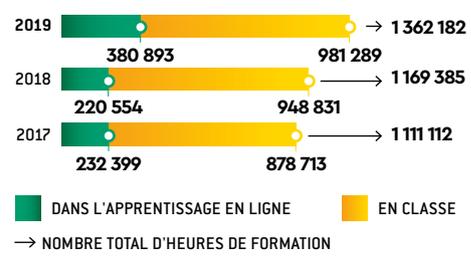
- Argentine
- Canada
- Équateur
- États-Unis
- Mexique
- Venezuela



INDICE D'INTENSITÉ ÉMISSIVE GES UPSTREAM
[tonnes de CO₂ éq/milliers de bep]



HEURES DE FORMATION



INVESTISSEMENTS POUR LE DÉVELOPPEMENT LOCAL (mio €)



-81 % OBJECTIF ATTEINT
émissions fugitives de méthane en amont par rapport à 2014

194 MIO €
Dépenses en recherche et développement

0,34 TRIR
-3 % par rapport à 2018

89 %
Réutilisation de l'eau douce

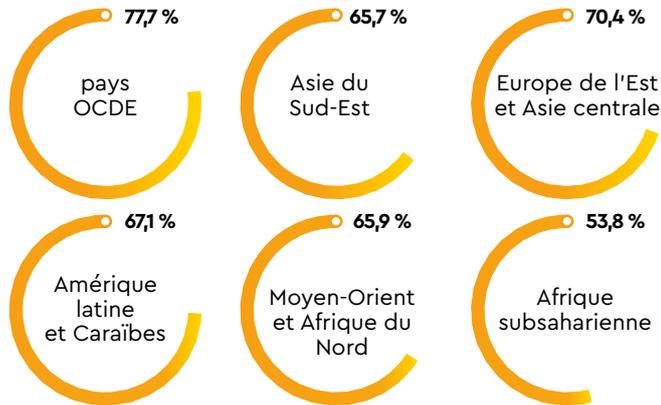
64 MLD Sm³
Gaz vendu sur les marchés internes dans 17 pays

Vers une transition juste : contexte de référence et des défis mondiaux

Eni entend jouer un rôle décisif dans la transition énergétique socialement équitable

Le processus de transformation d'Eni, qui a commencé il y a 6 ans, souligne la volonté de l'entreprise de jouer un rôle décisif dans la transition énergétique socialement équitable vers un avenir à faible émission de carbone, une exigence clé de l'Accord de Paris et des directives de l'Organisation Internationale du Travail des Nations Unies (OIT). Comme le souligne la nouvelle mission de l'entreprise, dans laquelle une référence claire aux objectifs de développement durable (ODD) a été intégrée, l'engagement d'Eni vise à répondre, avec des solutions concrètes, rapides et économiquement durables, au défi d'améliorer l'accès à une énergie fiable et propre, tout en luttant contre le changement climatique. Selon l'indice des ODD 2019 qui mesure les progrès vers la mise en œuvre complète des ODD, un degré différent de réalisation des ODD est évident au niveau mondial, en particulier entre les pays de l'OCDE et les pays non membres. Pour atteindre les ODD, la CNUCED (Rapport sur l'investissement dans le monde 2014) a estimé un déficit financier annuel de 2 500 milliards de dollars dans les pays en développement. Cela nécessite une coopération sans précédent entre les entreprises et les acteurs, tels que les institutions gouvernementales et la société civile, afin de créer un nouveau modèle de développement qui soit durable du point de vue économique, social et environnemental et qui soit motivé par l'efficacité et la technologie.

ÉTAT D'AVANCEMENT DES ODD PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE



Le pourcentage représente la réalisation des ODD par zone géographique, où 0 indique le pire résultat et 100 l'atteinte des objectifs. L'analyse est présentée dans l'« index et les tableaux de bord ODD » décrit dans le « Rapport sur le développement durable 2019 ».

Source : Réseau de solutions pour le développement durable (SDSN)

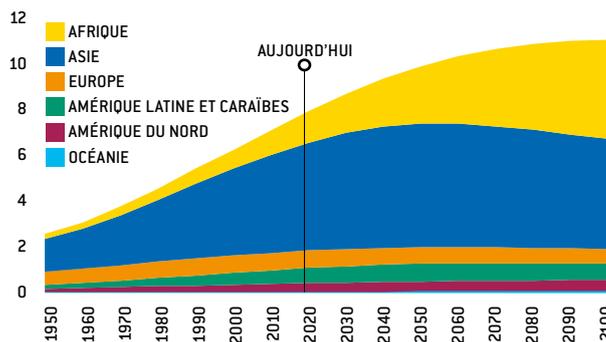
9,2 MLD de personnes en 2040

+24 %

Demande d'énergie primaire en 2040 par rapport à 2018 selon le scénario STEPS de l'AIE

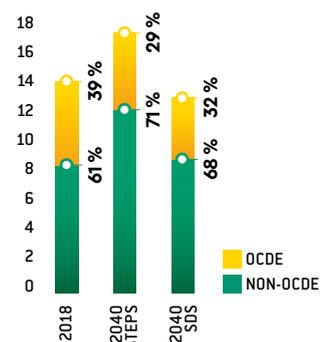
La voie de la transition énergétique est rendue encore plus difficile par le scénario actuel, en évolution constante : d'une part, la croissance démographique dans les pays non membres de l'OCDE implique une augmentation importante de la demande énergétique, d'autre part, pour lutter contre le changement climatique, il est nécessaire de réduire les émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. La croissance démographique se traduira par une augmentation d'1,6 milliard de personnes d'ici 2040, contre 7,6 milliards en 2018, dont environ 45 % seront concentrées en Afrique subsaharienne. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) identifie deux principales voies d'énergie : un scénario conforme aux politiques actuelles et prévues (STEPS - Stated Policies Scenario) et un scénario décarbonisé (SDS - Sustainable Development Scenario). Dans le premier cas, la demande mondiale d'énergie devrait augmenter de 24 % d'ici 2040 par rapport aux niveaux de 2018, principalement sous l'impulsion des pays non membres de l'OCDE (+ 42 %). Dans le second, la consommation devrait diminuer par rapport à 2018, principalement grâce à l'efficacité énergétique et aux mesures d'économie d'énergie concentrées dans la zone OCDE.

POPULATION MONDIALE (milliards de personnes)



Source : ONU, Perspectives de la population mondiale, révision 2019.

DEMANDE D'ÉNERGIE (Gtep)



Source : AIE (2019) World Energy Outlook. Tous droits réservés.

Afin de répondre à la demande mondiale d'énergie, il sera nécessaire, dans les pays de l'OCDE, de promouvoir des processus d'efficacité et de limiter l'impact carbone associé à la consommation, tandis que, dans les pays non membres de l'OCDE, il faudra garantir l'accès universel à l'énergie grâce à un bouquet énergétique durable, qui permettra également d'exploiter les ressources locales existantes. En 2018, 860 millions de personnes n'avaient toujours pas accès à l'électricité et, alors que selon le scénario SDS, l'objectif est un accès total à l'électricité d'ici 2030, d'après le scénario STEPS, d'ici 2040 660 millions de personnes en seront toujours privées.

660 MIO

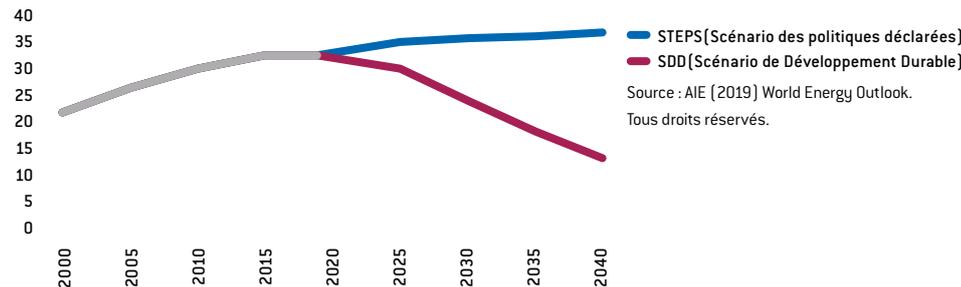
De personnes n'ayant pas accès à l'électricité en 2040 selon le scénario STEPS de l'AIE

LES PERSONNES N'AYANT PAS ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ (%)



La demande énergétique devra être satisfaite en limitant les émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère afin de lutter contre le changement climatique. On estime que le phénomène de réchauffement climatique en cours a atteint un niveau moyen d'environ 1°C par rapport à l'ère préindustrielle. Actuellement, environ 2/3 des émissions mondiales de gaz à effet de serre proviennent du secteur de l'énergie, dont environ 55 % sont liés à la combustion du pétrole et du gaz, le reste étant couvert par le charbon. Selon l'AIE, une trajectoire compatible avec les objectifs de l'accord de Paris visant à limiter la hausse de la température mondiale à un niveau bien inférieur à 2°C est que les émissions du secteur de l'énergie soient réduites de moitié d'ici 2040 pour atteindre environ un tiers du niveau actuel d'ici 2050, puis que l'objectif de zéro émission nette soit atteint en 2070.

ÉMISSIONS DE CO₂ (Gt)



-52 %

Les émissions de CO₂ en 2040 par rapport à celles de 2018 selon le scénario SDS de l'AIE

Urgence sanitaire liée à la COVID-19

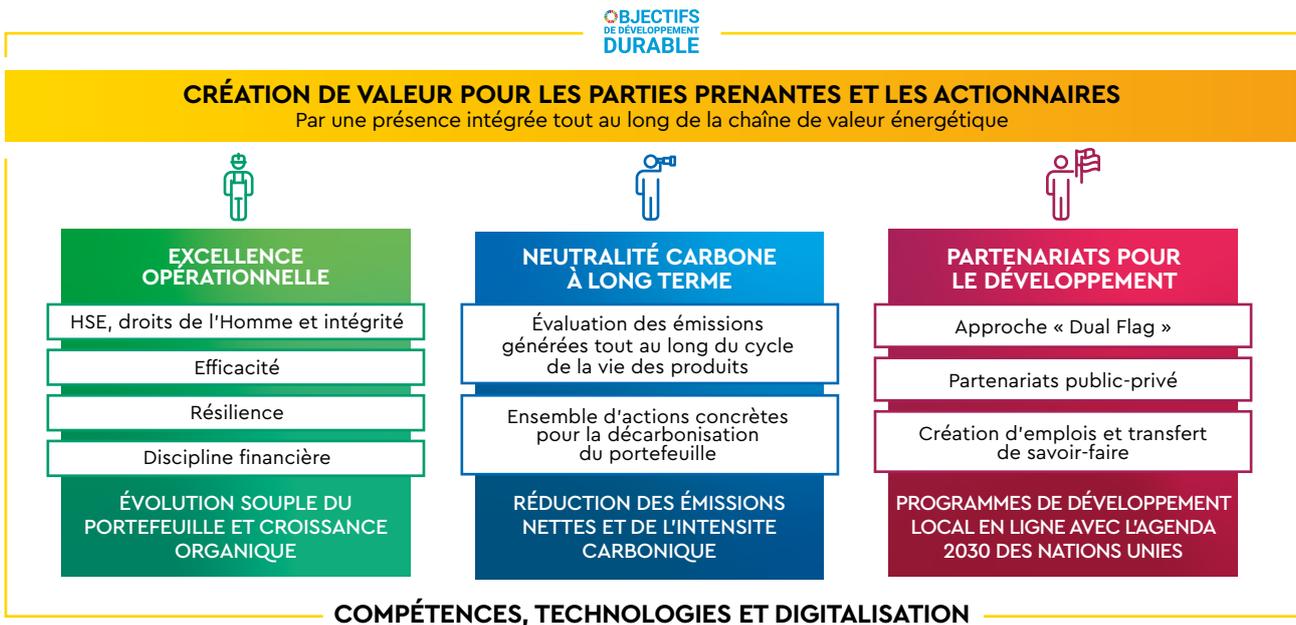
Le début de l'année 2020 a été marqué par la propagation à l'échelle mondiale de la crise sanitaire liée à la COVID-19, qui a déclenché une série de mesures de confinement, telles que l'arrêt des activités de production et la distanciation sociale, avec de fortes répercussions négatives sur le contexte économique et se reflétant dans la demande énergétique.

L'ampleur des effets dépendra étroitement de la durée du confinement et de l'impact des mesures économiques sans précédent prises par les gouvernements du monde entier. Le secteur de l'énergie, tout en faisant face aux défis liés à la contraction de la consommation, à l'affaiblissement des prix des matières premières et, d'une manière générale, au contexte dans lequel il opère, devra assurer la continuité d'une activité hautement stratégique. En maintenant toujours les normes de sécurité les plus élevées et en continuant à garantir le respect des engagements pris pour mener à bien le processus de décarbonisation, en saisissant les opportunités qui découlent de la transition énergétique.

POUR EN SAVOIR PLUS :
pour toutes les initiatives lancées par Eni pour l'urgence sanitaire, voir eni.com

Modèle d'entreprise

Le modèle d'entreprise d'Eni vise à **créer de la valeur pour les parties prenantes et les actionnaires** grâce à une forte **présence tout au long de la chaîne de valeur**. En tant qu'entreprise énergétique intégrée, Eni vise à contribuer, directement ou indirectement, à la réalisation des **objectifs de développement durable (ODD)** de l'Agenda 2030 des Nations Unies, en soutenant une transition énergétique socialement équitable qui réponde par des solutions concrètes, rapides et économiquement durables aux défis de la lutte contre le changement climatique et de l'accès aux ressources énergétiques de manière efficace et durable, pour tous. Pour ce faire, Eni associe son plan d'entreprise avec les principes de durabilité environnementale et sociale de manière organique, étendant ainsi son champ d'action selon trois axes : **1. l'excellence opérationnelle, 2. la neutralité carbone à long terme, 3. la promotion du développement local**.

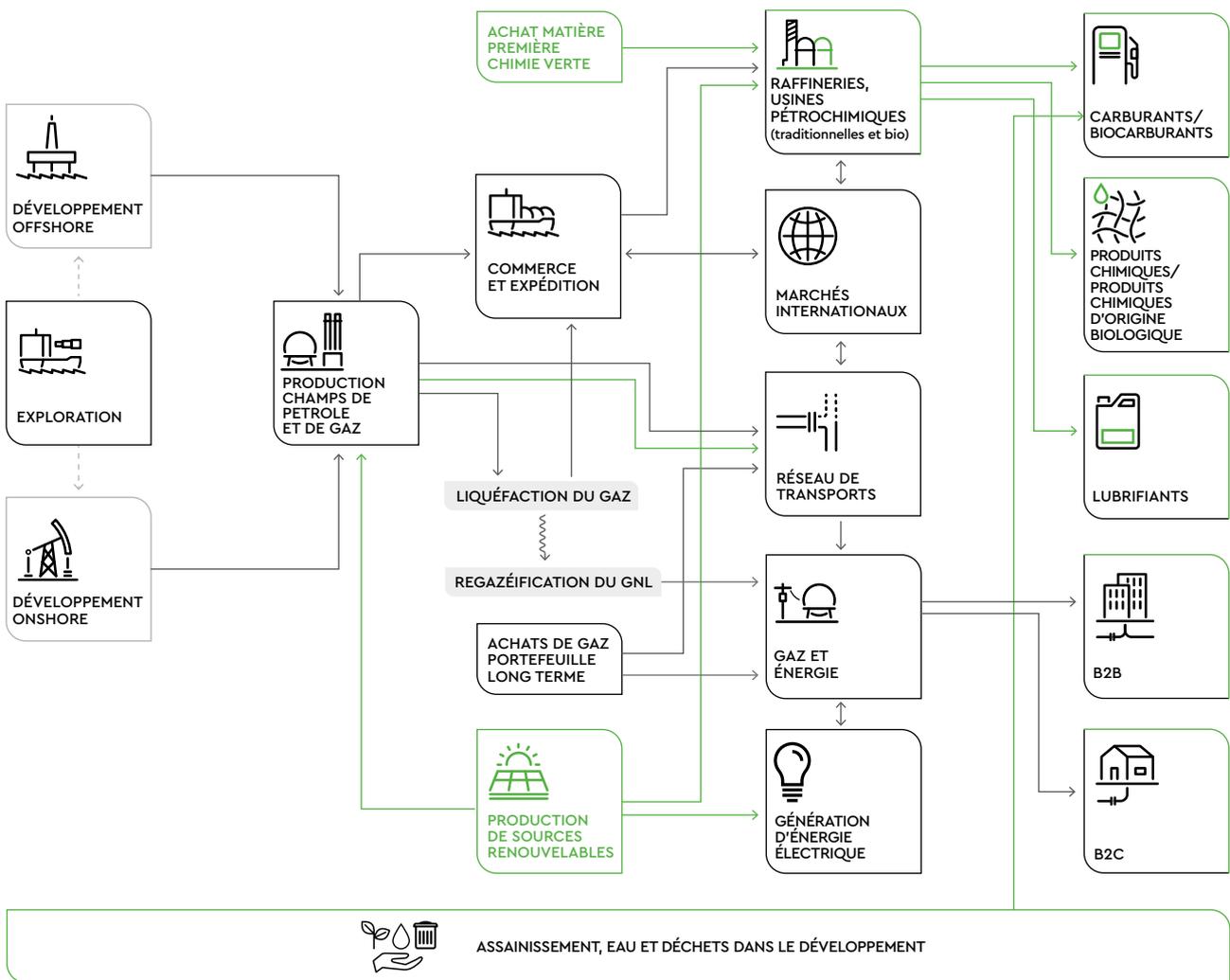


1. Tout d'abord, l'activité d'Eni est constamment axée sur l'**excellence opérationnelle**. Cela se traduit par : un engagement continu en faveur de la valorisation des personnes et, dans le domaine **HSE**, de la sauvegarde de la santé et de la sécurité et de la protection de l'environnement ; l'**efficacité et la résilience** des opérations, grâce auxquelles Eni a accéléré le délai de mise sur le marché des projets, réduisant ainsi le seuil de rentabilité ; une **discipline financière** solide ; une attention maximale à l'**intégrité** et au respect des **droits de l'Homme**. Ces éléments permettent à l'entreprise de saisir les opportunités liées à l'évolution possible du marché de l'énergie et aux progrès technologiques et de se **développer de manière organique**.
2. Deuxièmement, le modèle d'entreprise d'Eni prévoit un parcours de décarbonisation orienté vers la **neutralité carbone à long terme**. Dans ce contexte, l'entreprise adopte une **approche** qui prend en compte les **émissions générées tout au long du cycle de vie des produits énergétiques** et s'appuie sur un **ensemble d'actions qui comprennent** : la maximisation de l'efficacité énergétique de ses infrastructures ; la croissance des sources à faible émission de carbone dans son portefeuille (avec une augmentation de la part du gaz et du biocarburant et la production et la commercialisation du biométhane) ; la croissance des sources à émission zéro et le développement d'initiatives d'économie circulaire. L'utilisation de nouvelles technologies de capture et d'utilisation du CO₂ et le développement de projets de conservation des forêts conformément au système REDD+ joueront également un rôle important. Cette approche et ces outils permettront à Eni de **réduire considérablement son empreinte carbone**, tant en termes d'**émissions nettes** que d'**intensité carbone**.
3. La troisième ligne directrice pour la création de valeur sont les Partenariat pour la **promotion du développement local** dans les pays où elle est présente. L'engagement d'Eni ne porte en effet pas uniquement sur la valorisation des ressources des pays producteurs, en allouant sa production de gaz au marché local et en facilitant l'accès à l'électricité, mais aussi sur la promotion d'un large portefeuille d'initiatives communautaires : de la diversification des économies locales aux projets de santé, d'éducation, d'accès à l'eau et d'hygiène. Cette approche spécifique, appelée « **Dual Flag** », repose sur la collaboration avec les institutions, les agences de coopération et les parties prenantes locales afin d'identifier les actions nécessaires pour répondre aux besoins des communautés conformément aux plans nationaux de développement et à l'Agenda 2030 des Nations Unies. Eni s'engage également à **créer des opportunités d'emploi et à transférer son savoir-faire** et ses compétences à ses partenaires locaux. Ces facteurs distinctifs sont incorporés dans les programmes de développement local (**Local Development Programme - LDP**) afin de favoriser une croissance inclusive, en créant une valeur à long terme. Les initiatives dans les pays où Eni est présente sont basées sur une approche intégrée à travers des **partenariats public-privé et des alliances** avec d'autres acteurs reconnus au niveau international qui opèrent sur le territoire.

Le modèle d'entreprise d'Eni se développe selon ces trois axes en tirant parti des **compétences internes**, de l'**application de technologies innovantes** et du **processus de digitalisation**.

Les activités d'Eni : la chaîne de valeur

Eni est une entreprise énergétique présente dans 66 pays. Eni est active dans l'exploration, le développement et l'extraction de pétrole et de gaz naturel principalement en Italie, en Algérie, en Angola, en Australie, au Congo, aux Émirats Arabes Unis, en Égypte, au Ghana, au Kazakhstan, en Libye, au Mexique, au Mozambique, au Nigeria, en Norvège, à Oman, au Royaume-Uni et aux États-Unis, pour un total de 41 pays. Eni commercialise du gaz, de l'électricité, du GNL et des produits pétroliers en Europe et hors d'Europe grâce à ses activités de négoce. La disponibilité est assurée par la production de pétrole et de gaz upstream, des contrats à long terme, un parc de centrales électriques de cogénération, le système de raffinage Eni et les usines chimiques Versalis. L'approvisionnement en matières premières est optimisé par le commerce. L'intégration verticale entre les unités fonctionnelles permet de réaliser des synergies opérationnelles et des économies de coûts. Eni opère dans le domaine des énergies renouvelables par le développement d'usines de production d'énergie à faible teneur en carbone, y compris la conversion de zones de sites industriels désaffectés où la société participe depuis des années à des travaux de sécurité, de remise en état et de restauration de l'environnement.



Eni est une entreprise énergétique intégrée qui se tourne vers le long terme et veut jouer un rôle décisif dans le processus de transition énergétique vers un avenir à faible émission de carbone, grâce à la maximisation de l'efficacité énergétique de ses infrastructures et à l'élimination totale du torchage et des pertes de méthane ; à la croissance des sources à faible émission de carbone dans son portefeuille ; à la croissance des sources à émission zéro et au développement d'initiatives d'économie circulaire. La transformation circulaire d'Eni a commencé dans le secteur aval, avec la première conversion au monde d'une raffinerie traditionnelle en bioraffinerie, la conversion des déchets en produits énergétiques, grâce à des technologies propriétaires telles que Waste To Fuel, et la création de nouveaux procédés et produits qui, dans le secteur chimique, valorisent les déchets de matières plastiques en les transformant en matières premières secondaires. La consolidation des compétences, les technologies, la recherche innovante et la répartition géographique des infrastructures sont les leviers pour renforcer un changement basé sur la synergie entre les acteurs, la symbiose industrielle et le changement culturel.

Gouvernance de la durabilité

Objectifs de durabilité dans le plan de motivation (ou d'encouragement) du PDG

25 %

à court terme

35 %

à long terme

Conseil d'administration et comités

L'intégrité et la transparence sont les principes qui inspirent Eni dans la définition de son système de gouvernance d'entreprise¹, l'élément fondateur du modèle économique de l'entreprise. La structure de gouvernance d'Eni reflète la volonté de l'entreprise d'intégrer la durabilité dans son modèle d'entreprise. Le Conseil d'administration (CA) joue un rôle central dans la définition, sur proposition du Président-Directeur Général, des politiques et stratégies de développement durable, dans l'identification des objectifs annuels, quadriennaux et à long terme partagés par les diverses fonctions et filiales et dans la vérification des résultats correspondants, qui sont également présentés à l'Assemblée des actionnaires, avec ce document et la Déclaration non financière².

Dans l'accomplissement de ses tâches en matière de durabilité, le Conseil d'administration s'appuie, depuis 2014, sur le **Comité de la durabilité et des scénarios (CSS)**, aux fonctions proactives et consultatives sur les scénarios et la durabilité. Le Comité est un organe important pour le suivi des questions de durabilité intégrées dans le modèle économique de l'entreprise, telles que le changement climatique³ et les droits de l'Homme. Le CdA d'Eni a également nommé un **Comité consultatif** chargé d'analyser, en faveur du Conseil d'administration et du Président-Directeur Général, les éléments liés au processus de décarbonisation.

PRINCIPALES QUESTIONS DE DURABILITÉ TRAITÉES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION ET/OU LE CSS EN 2019

STRATÉGIE ET THÈMES SPÉCIFIQUES

Nouvelle mission
Plan quadriennal et à long terme comprenant des objectifs sur des questions non financières
Nouveaux partenariats
Activités d'engagement des parties prenantes
Économie circulaire
Politiques de rémunération liées aux questions de durabilité

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Scénarios énergétiques, climatiques et technologiques
Objectifs d'émission
Analyse de sensibilité du portefeuille
Mises à jour du groupe de travail sur le rapport financier lié au climat

RAPPORTS ET SUIVI

Approbation du rapport sur les rémunérations
Approbation d'Eni for et de la déclaration non financière incluse dans le rapport financier annuel
Résultats HSE

DROITS DE L'HOMME

Mise à jour des activités en matière de droits de l'Homme
Mise à jour de la Déclaration en vertu de la loi britannique sur l'esclavage moderne

Rémunération liée aux objectifs de durabilité

Le **plan de motivation variable du PDG à court terme**, pour 2020 comprend des objectifs de durabilité environnementale (avec une pondération de 12,5 % sur les émissions de GES) et des objectifs de capital humain (avec une pondération de 12,5 % sur le SIR⁴), également pour les cadres ayant des responsabilités stratégiques pour lesquelles ils sont soutenus par d'autres objectifs de durabilité (par exemple en matière de droits de l'Homme ou de projets de développement) conformément à leur rôle et aux dispositions du plan stratégique. En outre, le **plan de motivation à long terme (LTI)** pour les actions 2020-2022 comprend un objectif spécifique sur la durabilité environnementale et la transition énergétique (poids total de 35 %), basé sur des objectifs liés aux processus de décarbonisation, à la transition énergétique et à l'économie circulaire⁵.

LES PRINCIPES DU PLAN STRATÉGIQUE 2020-2023

17 OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES NATIONS UNIES

POSITIONNEMENT INTÉGRÉ LE LONG DE LA CHAÎNE DE VALEUR

DISCIPLINE DU CAPITAL ET STRUCTURE FINANCIÈRE SOLIDE

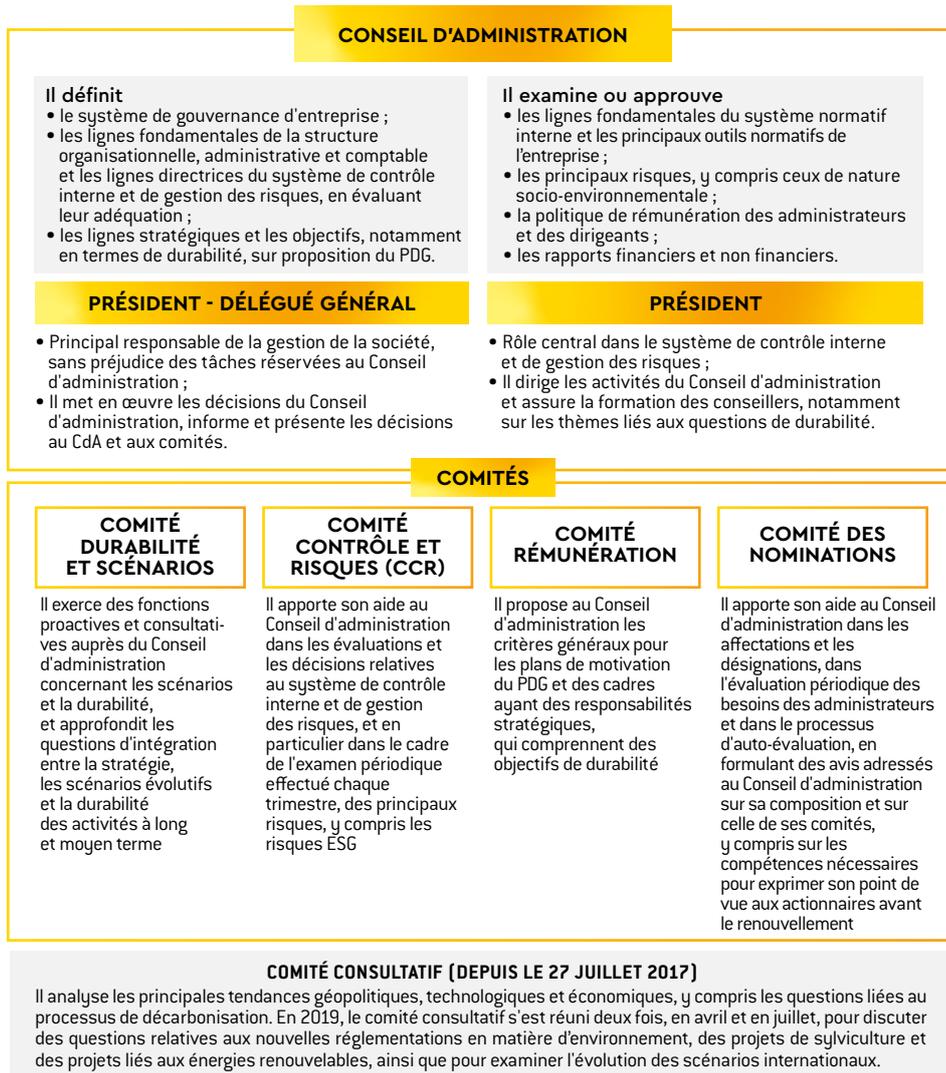
ACTIONNAIRE RÉMUNÉRATION POLITIQUE PROGRESSIVE

OBJECTIF DE DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE ET DE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE (POIDS 35 %) DANS LE PLAN LTI 2020-2022

DÉCARBONISATION

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

ÉCONOMIE CIRCULAIRE

RÔLES ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE DE DURABILITÉ¹

Rôle de la direction au niveau central et local

Chez Eni, la durabilité est transversale non seulement à tous ses processus d'entreprise, mais aussi à toutes ses fonctions. Pour garantir que les aspects de durabilité sont gérés depuis la direction générale jusqu'à toutes les entreprises Eni dans le monde, Eni a mis en place une structure de soutien transversal aux entreprises (Chief Services & Stakeholder Relations Officer - CSRO). Elle est chargée de définir les lignes directrices, les méthodologies et les outils pour la gestion et la promotion des aspects de durabilité, grâce à une intégration croissante avec les processus opérationnels. En outre, depuis 2006, la structure de durabilité, appelée Impresso depuis 2015, est active : il s'agit d'une fonction organisationnelle centrale (au sein de la structure CSRO) qui coordonne et supervise les activités liées à la durabilité, du suivi de l'évolution du contexte extérieur, à la définition des objectifs de durabilité pour le Plan Stratégique et le développement d'initiatives en faveur des pays dans lesquels Eni opère. L'intégration de la durabilité dans l'entreprise est assurée de manière centralisée par la collaboration entre la fonction de durabilité et les différentes fonctions (personnel et entreprise) qui supervisent les questions de durabilité. Dans les bureaux locaux, les directeurs généraux (cadres supérieurs de la structure de l'entreprise dans les pays où Eni opère), soutenus à la fois par les représentants locaux de la durabilité et par la fonction centrale de durabilité, sont chargés de définir les plans de développement pour les pays en fonction des besoins locaux. De plus, en 2019, une fonction organisationnelle centrale a été créée, relevant directement du directeur financier, « Scénarios », positionnement et plan à moyen/long terme, qui supervise l'élaboration et la consolidation du plan à moyen/long terme et assure l'élaboration des hypothèses de configuration du portefeuille des sources d'énergie pour atteindre les objectifs fixés dans le plan, y compris les objectifs ESG.



1) Pour de plus amples informations sur les rôles et responsabilités du Conseil d'administration et des comités sur les questions de durabilité, veuillez vous référer au Rapport sur la gouvernance d'entreprise et la structure de l'actionariat d'Eni, publié sur le site web eni.com.

2) La **déclaration non financière**, incluse dans le Rapport financier annuel, a été établie conformément aux dispositions du décret législatif 254/2016 qui transpose la Directive européenne 95/2014.

3) Pour plus de détails sur le changement climatique, voir « [Eni for - Neutralité carbone à long terme](#) », et sur les droits de l'Homme, voir « [Gouvernance des Droits de l'Homme](#) », page 43.

4) **Severity Incident Rate (SIR)** : indice interne d'Eni qui calcule le nombre d'accidents totaux enregistrables par rapport aux heures de travail effectuées, en tenant compte du niveau de gravité de l'accident sur la base des jours de repos.

5) Pour de plus amples informations, veuillez vous référer au [Rapport sur la politique de rémunération et les paiements effectués par Eni](#) publié sur eni.com.

La nouvelle mission d'Eni et les Objectifs de Développement Durable

La **nouvelle mission d'Eni** - approuvée par le Conseil d'administration en septembre 2019 - représente explicitement le chemin de transformation entrepris par l'entreprise afin de jouer un rôle décisif dans le processus mondial de « **transition juste** » vers un avenir à faible émission de carbone, en facilitant l'accès à l'énergie de manière efficace et durable pour tous. Cette mission complète et renforce la précédente, confirmant l'engagement d'Eni en faveur d'une transition énergétique qui soit également socialement équitable et qui intègre organiquement les **17 ODD** auxquels Eni entend contribuer, en saisissant de nouvelles opportunités commerciales. Ceci est possible grâce aux personnes d'Eni, à leur passion et à la volonté de l'entreprise d'innover en permanence, de valoriser la diversité comme levier de développement, de respecter et de promouvoir les droits de l'Homme, l'intégrité dans la gestion des affaires et la protection de l'environnement.

LEVIER	THÈME	ENGAGEMENTS	PRINCIPAUX RÉSULTATS 2019
	NEUTRALITÉ CARBONE À LONG TERME Page 20	Eni a défini un plan à moyen-long terme visant à profiter pleinement des opportunités offertes par la transition énergétique et à réduire progressivement l'empreinte carbone de ses activités	<ul style="list-style-type: none"> -27 % indice d'intensité des émissions GES upstream par rapport à 2014 -29 % volume d'hydrocarbures envoyés au torchage de procédé par rapport à 2014 -81 % émissions fugitives de méthane upstream par rapport à 2014 (OBJECTIF ATTEINT)
	PERSONNES Page 26	Eni s'engage à soutenir le processus de transition par la consolidation et l'évolution des compétences, en valorisant chaque dimension psycho-physique de ses personnes et en reconnaissant la diversité comme une ressource	<ul style="list-style-type: none"> 31 321 employés en service au 31 décembre Augmentation de 3,2 % du taux d'emploi des femmes (32,3 % en 2019 contre 29,1 % en 2018) Env. 1,4 million d'heures de formation (+16,5 % par rapport à 2018) 12 000 profils professionnels cartographiés à ce jour
	SÉCURITÉ Page 32	Eni considère la sécurité sur le lieu de travail comme une valeur essentielle à partager entre les employés, les entrepreneurs et les parties prenantes locales, et s'engage à éliminer la survenance d'accidents	<ul style="list-style-type: none"> Taux de blessures totales enregistrables (TRIR) 0,34 TRIR -3 % par rapport à 2018 (-52 % par rapport à 2014)
	RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT Page 36	Eni favorise l'utilisation efficace des ressources naturelles et la sauvegarde des aires protégées et à caractère prioritaire pour la biodiversité, en identifiant les impacts potentiels et les actions d'atténuation ; elle s'engage à ne pas mener d'activités d'exploration et de développement d'hydrocarbures dans les sites du patrimoine mondial de l'UNESCO	<ul style="list-style-type: none"> Formalisation de l'engagement d'Eni à ne pas mener d'activités d'exploration et de développement dans les sites naturels du patrimoine mondial de l'UNESCO Participation au CEO Water Mandate +7,5 % des eaux souterraines traitées par TAF et utilisées dans le cycle de production ou réinjectées dans la nappe phréatique par rapport à 2018 (5,1 millions de m³ en 2019) 89 % réutilisation de l'eau douce 12 % des prélèvements d'eau de mer par rapport à 2018 15 % de déchets générés par les activités de production par rapport à 2018 -61 % de barils déversés par des déversement opérationnels d'hydrocarbures par rapport à 2018
	DROITS DE L'HOMME Page 42	Eni s'engage à respecter les droits de l'Homme dans ses activités et à promouvoir leur respect auprès de ses partenaires et des parties prenantes	<ul style="list-style-type: none"> Publication du premier rapport « Eni for Human Rights » Classée dans les 4 meilleurs pourcentages du Corporate Human Rights Benchmark Signature du « CEO Guide to Human Rights » du WBCSD 97 % des contrats de sécurité comportent des clauses relatives aux droits de l'Homme 100 % de nouveaux fournisseurs évalués selon des critères sociaux
	TRANSPARENCE ET INTÉGRITÉ DANS LA GESTION DES ACTIVITÉS Page 48	Eni exerce ses activités commerciales avec loyauté, équité, transparence, honnêteté, intégrité et dans le respect de la loi	<ul style="list-style-type: none"> Adhésion à l'ITIE depuis 2005 9 pays où Eni soutient les groupes multipartites de l'ITIE au niveau local 27 audits avec contrôles anticorruption
	PARTENARIATS POUR LE DÉVELOPPEMENT LOCAL Page 50	Le modèle de coopération intégré dans le modèle d'activité est un élément distinctif d'Eni, qui vise à soutenir les pays afin qu'ils atteignent leurs objectifs de développement	<ul style="list-style-type: none"> 95,3 millions d'euros d'investissements dans le développement local Signature du partenariat avec l'ONU pour contribuer à l'ODD 9 Signature de MoU avec l'Angola et le Mozambique, qui conjuguent les activités traditionnelles avec un engagement en faveur d'une croissance diversifiée et durable
	INNOVATION TECHNOLOGIQUE Page 18	Pour Eni, la recherche, le développement et la mise en œuvre rapide de nouvelles technologies représentent un levier stratégique important pour la transformation des activités	<ul style="list-style-type: none"> 194 millions d'euros investis dans la recherche et le développement technologique 34 demandes de premier dépôt de brevet dont 15 déposés sur les sources renouvelables

Il faut considérer que la réalisation des ODD nécessite une collaboration sans précédent entre les secteurs public et privé. D'où l'engagement d'Eni dans la définition et la construction d'alliances (partenariats public-privé) avec des partenaires engagés sur le territoire et reconnus au niveau international.

De plus, Eni a été confirmée comme participant au **Global Compact LEAD** - la plus grande initiative mondiale sur la durabilité des entreprises - démontrant ainsi son engagement continu à l'égard des Principes pour une entreprise responsable des Nations Unies. Eni a été reconnue comme l'une des entreprises les plus actives : en 2019, elle a participé à la plateforme d'action sur l'établissement de rapports sur les ODD (« Reporting on the SDGs ») et à la plateforme d'action sur l'innovation financière pour les ODD (« Financial Innovation for the SDGs »).

OBJECTIFS

ODD

<ul style="list-style-type: none"> Réduction de l'indice d'intensité des émissions de GES upstream de 43 % d'ici 2025 par rapport à 2014 Aucun torchage de gaz de procédé d'ici 2025 Réduction de 80 % de fuite de méthane upstream d'ici 2025 par rapport à 2014 Amélioration annuelle moyenne de 2 % du taux d'efficacité opérationnelle d'ici 2021 par rapport à l'indice de 2014 Empreinte carbone nette zéro pour les émissions des activités upstream (domaines d'application 1 et 2) d'ici 2030 et pour toutes les activités du groupe d'ici 2040 Réduction de 80 % des émissions de GES sur l'ensemble du cycle de vie des produits énergétiques vendus (domaines d'application 1, 2,3) et réduction de 55 % de l'intensité des émissions correspondantes, par rapport à 2018 	
<ul style="list-style-type: none"> Rotation sur la période de deux ans 2019-2020 (ratio recrutements/résolutions) supérieure à 1,5 pour soutenir la consolidation et l'évolution des compétences Formation : conception et développement continus de parcours professionnels liés à la digitalisation et à la transition énergétique Diversité des sexes : poursuite de la tendance positive du taux de rotation des trois dernières années entre les femmes embauchées et les femmes quittant l'entreprise ≥ 1,4 Équilibre entre vie professionnelle et vie privée : vérifier la possibilité d'étendre encore le travail à domicile, notamment dans les domaines industriels Santé : des investissements d'environ 180 millions d'euros d'ici 2023 	
<ul style="list-style-type: none"> Consolidation de la culture de la sécurité : développement et mise en œuvre d'un modèle Eni pour l'analyse et le contrôle des barrières humaines et des activités de coaching sur la sécurité comportementale Remise à zéro de la survenue d'accidents ; extension des initiatives de sécurité numérique, nouvelles technologies numériques au service de la santé et de la sécurité des travailleurs ; définition et diffusion des règles d'or sur la sécurité des processus et l'intégrité des biens qui mettent en évidence les comportements permettant de prévenir les accidents majeurs 	
<ul style="list-style-type: none"> Atteindre le quota de 5,4 millions de m³ d'ici 2020 des eaux souterraines traitées par TAF et utilisées dans le cycle de production ou réinjectées dans la nappe phréatique Eau de formation réinjectée : on estime qu'un taux de réinjection de 71 % sera atteint d'ici 2023 Déversement d'hydrocarbures : extension du système Vibroacoustic Pipeline Monitoring System (e-vpms®) pour la détection d'activités à proximité des oléoducs et expérimentation « pilotes » Third Party Intrusion (TPI) Déchets : augmentation de la part des déchets destinés à la récupération Biodiversité : étendre la cartographie des risques pour la biodiversité aux pipelines R&M 	
<ul style="list-style-type: none"> Poursuite de l'attribution généralisée des MBO spécifiques aux droits de l'Homme de la direction direction d'Eni à tous les niveaux Formation : poursuite de la campagne de formation aux droits de l'Homme Fournisseurs : finalisation du Code de conduite des fournisseurs Extension du domaine d'application du modèle de gestion des droits de l'Homme à d'autres unités opérationnelles (au-delà de l'amont et de l'aval) 	
<ul style="list-style-type: none"> Interaction systématique avec les affiliés dans les pays membres et promotion active de l'adhésion à l'ITIE dans les pays non membres Amélioration continue du Programme de conformité anticorruption Application de la méthodologie de segmentation de la population à des fins de formation anticorruption 	
<ul style="list-style-type: none"> Investissements pour le développement local 2020-2023 : 381 millions d'euros, qui permettront également, entre autres, d'atteindre les objectifs suivants en 2020 : <ul style="list-style-type: none"> - Accès à l'énergie : 4 600 familles bénéficiant de l'accès à des technologies de cuisson propres dans les communautés couvertes par l'intervention - Education : 2 730 élèves fréquentant des écoles rénovées et dotées de meilleurs services par Eni 	
<ul style="list-style-type: none"> Investissements R&D prévus pour la période 2020-2023 : 957 millions d'euros, dont 80 % seront consacrés au parcours de neutralité carbone à long terme 	

Priorités en matière de durabilité

37

Pays où les demandes des parties prenantes ont été recueillies

Chaque année, Eni met à jour l'analyse pour la définition des aspects matériels, qui comprennent les questions prioritaires pour toutes les parties prenantes concernées d'Eni, externes et internes, et identifient les principaux défis et opportunités du cycle complet des activités pour la création de valeur à long terme.

Identification des questions internes et externes

Les demandes des parties prenantes concernées sont cartographiées à la fois par le biais d'une plateforme dédiée (Stakeholder Management System - SMS), qui aide à la gestion des parties prenantes locales, et par des entretiens avec les services responsables de la gestion de leurs relations de manière continue tout au long de l'année. En outre, pour identifier les aspects pertinents, les principaux risques ESG, définis par le modèle de gestion intégrée des risques, et les résultats des analyses de scénarios effectuées par Eni ont également été pris en compte.

Analyse des thèmes prioritaires

La matérialité des thèmes identifiés est définie sur la base des analyses des priorités :

1. éléments de scénario - définis sur la base des sujets qui ont été abordés lors des réunions du Comité durabilité et des scénarios (CSS) en 2019 ;
2. les principaux risques ESG résultant du processus de gestion intégrée des risques (IRM), qui tient également compte des preuves fournies par des prestataires externes, dont RepRisk⁶. Ces risques sont évalués en tenant notamment compte des impacts potentiels sur l'environnement, la société, la santé et la sécurité, ainsi que la réputation ;
3. la pertinence des parties prenantes et de leurs demandes.

L'association de ces analyses, y compris les questions prioritaires pour toutes les parties prenantes concernées, permet de prendre en considération à la fois le point de vue de l'extérieur et celui de l'intérieur de l'entreprise.

Partage et validation avec les instances dirigeantes

La direction impliquée dans le processus de préparation du rapport non financier a validé les aspects matériels qui, à leur tour, ont été présentés au CSS et au Conseil d'administration, ainsi que l'analyse correspondante.

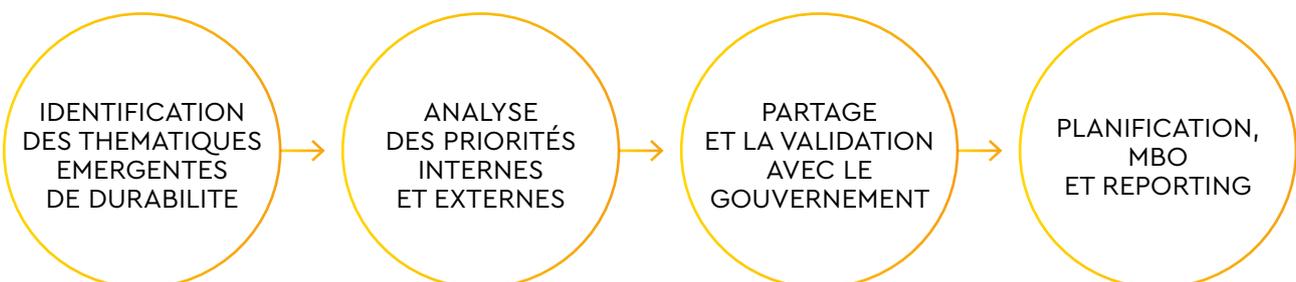
Planification, MBO et rapports

Les aspects matériels ainsi identifiés sont à la base de l'élaboration du plan stratégique quadriennal qui, conjuguant les objectifs économiques, financiers et de durabilité, permet une planification stratégique intégrée. Ces aspects, enrichis d'analyses contextuelles spécifiques des aspects socio-économiques, environnementaux et culturels des pays où Eni est présente, permettent d'établir les priorités du Plan stratégique au niveau local et de définir les activités de promotion du développement qui y sont liées (pour plus d'informations, voir page 53). Une fois le Plan stratégique achevé, les objectifs de direction (MBO - Management By Objectives) de durabilité attribués à tous les managers sont définis. Enfin, les aspects matériels permettent d'identifier le contenu du rapport non financier d'Eni (Non-financial Consolidated Statement et Eni for).

> 3 500

Parties prenantes dont les demandes ont été analysées dans le cadre du processus de définition de la matérialité

PROCESSUS DE MATÉRIALITÉ



6) RepRisk est un fournisseur d'analyses de matérialité des risques ESG liés aux entreprises, aux secteurs, aux pays et aux enjeux, dont le modèle de calcul est basé sur la collecte et la classification des informations (c'est-à-dire les « risk incidents ») issus des médias, d'autres parties prenantes et de sources publiques extérieures à l'entreprise.

IDENTIFICATION ET ANALYSE DES PRIORITÉS INTERNES ET EXTERNES

1. ANALYSE DE SCÉNARIO

Analyse du scénario : questions émergentes dans le contexte des activités et des progrès par rapport aux objectifs du Plan stratégique.

Voir pages 6-7, 21, 25, 51 pour plus de détails

2. PRINCIPAUX RISQUES ESG

Identification des principaux risques d'Eni avec les impacts potentiels sur l'environnement, la société, la santé et la sécurité et des réputations. Le PDG soumet trimestriellement au Conseil d'administration les principaux risques de la société.

Pour plus d'informations, voir page 16.

3. LA CONFRONTATION AVEC LES PARTIES PRENANTES

Pour plus d'informations, voir page 17.

- Neutralité carbone à long terme
- Modèle d'excellence opérationnelle
- Investissements pour le développement local
- Digitalisation et innovation

CATÉGORIES D'ACTEURS

	THÈMES ABORDÉS PRIORITY	Changeement climatique et l'efficacité énergétique	Risques et vulnérabilités dans le secteur de l'énergie	Économie circulaire	Intégrité et transparence	Gestion des impacts environnementaux	Santé et sécurité au travail	Gouvernance d'entreprise	Création de valeur économique et financier	Correction et transparence les politiques commerciales	Gestion durable dans la chaîne d'approvisionnement	Normes de travail & diversité	Intégrité et gestion des actifs urgences	Capacité de réponse aux besoins des clients	Le climat organisationnel et le bien-être et la parentalité	Protection des droits de l'Homme	Défis pour le développement	Relations avec la communauté et le développement local	Digitalisation, innovation la technologie et la recherche
Les gens d'Eni et les syndicats nationaux et internationaux																			
Communauté financière																			
Communautés locales et organisations communautaires																			
Fournisseurs et partenaires commerciaux																			
Clients et consommateurs																			
Instituts nationaux, européens et internationaux																			
Et des centres de recherche																			
Bénévoles et associations professionnelles																			
Pour la coopération et le développement																			

LA COMBINAISON DES RÉSULTATS DE CES 3 ANALYSES PERMET DE DÉFINIR LES ASPECTS MATÉRIELS, ORGANISÉ PAR LES LEVIERS DU MODÈLE ÉCONOMIQUE

MODÈLE POUR L'EXCELLENCE OPÉRATIONNELLE

- Personnel**
Emploi, diversité et inclusion ; formation ; Protéger la santé des travailleurs et des communautés
- Sécurité**
Sécurité des personnes et intégrité des actifs
- Réduction des impacts environnementaux**
Ressources en eau, biodiversité et déversements d'hydrocarbures
- Droits de l'Homme**
Droits des travailleurs et des communautés locales ; chaîne d'approvisionnement et sécurité
- Intégrité dans la gestion de l'entreprise**
Transparence et Lutte contre la corruption

LA NEUTRALITÉ CARBONE À LONG TERME

- Lutte contre le changement climatique**
Émissions de GES, Promotion du gaz naturel, Énergies renouvelables, biocarburants et chimie verte

DES PARTENARIATS POUR LA DÉVELOPPEMENT LOCAL

- Accès à l'énergie**
Développement local par le biais de Partenariats Public-Privé
Diversification économique, Éducation et Formation, Accès à l'eau et à l'hygiène, Santé
- Contenu local**

Digitalisation, innovation technologique et recherche

Modèle de Gestion Intégrée des risque

En 2019, la mise en œuvre du modèle de risque pays intégré (Integrated Country Risk, ICR) a été achevée, ce qui permet d'évaluer brièvement le risque global d'un pays, de la présence ou d'un intérêt potentiel, du point de vue d'Eni, y compris l'aspect ESG

Eni a développé et adopté un modèle de gestion intégrée des risques (RMI)⁷ visant à garantir que la direction prend des décisions éclairées (en fonction des risques), grâce à l'évaluation et à l'analyse des risques, y compris les risques à moyen et long terme, mises en œuvre avec une vision intégrée, globale et prospective. La Risk Governance attribue un rôle central au Conseil d'administration, lequel définit la nature et le niveau de risque compatible avec les objectifs stratégiques, en incluant dans ses évaluations tous les risques qui peuvent être pertinents pour la durabilité de l'entreprise à moyen et long terme.

Les risques sont :

- évalués à l'aide d'instruments quantitatifs et qualitatifs en tenant compte à la fois de la probabilité d'occurrence et des impacts (économiques, opérationnels, HSE, sociaux, réputation) qui surviendraient dans un horizon temporel donné si le risque se produisait ;
- représentés, en fonction de la probabilité d'occurrence et de l'impact, sur des matrices qui permettent la comparaison et la classification par pertinence.

Deux cycles d'évaluation ont été réalisés en 2019 : au premier semestre, l'évaluation annuelle du profil de risque, qui a impliqué 95 filiales présentes dans 37 pays, a été effectuée, tandis qu'au second semestre, l'évaluation intermédiaire des risques principaux, qui a porté sur la mise à jour des évaluations et le traitement des risques principaux d'Eni et des principaux risques au niveau des activités, a été réalisée.

En outre, trois cycles de suivi ont été effectués sur les principaux risques d'Eni. Les résultats des activités d'évaluation et de suivi ont été présentés chaque trimestre aux organes d'administration et de contrôle. Le portefeuille de risques d'Eni est composé d'environ 160 risques, dont 20 sont des risques majeurs⁸, classés comme risques externes, stratégiques et opérationnels. Vous trouverez ci-dessous une représentation des principales catégories de risques avec les retombées ESG⁹ dont les actions d'atténuation sont décrites dans Eni for et la déclaration non financière.

PRINCIPAUX RISQUES ESG ET ACTIONS D'ATTÉNUATION	  		
	LA NEUTRALITÉ CARBONE À LONG TERME	MODÈLE D'EXCELLENCE OPÉRATIONNELLE	PARTENARIATS POUR LE DÉVELOPPEMENT LOCAL
Instabilité politique et sociale et risque sécurité global		Page 46	Pages 61-69
Changement climatique	Pages 20-23		Pages 54-55
Explosion		Pages 34 ; 38	
Accidents		Pages 32-35	
Évolution de la réglementation en matière HSE	Pages 20-23	Pages 31-41	
Litiges en matière d'environnement, de santé et de sécurité	Pages 20-23	Pages 31-41	
Enquêtes et litiges en matière de corruption		Pages 48-49	
Relations avec les parties prenantes	Pages 20-23		Page 63
Risques pour la santé ^(a) et la sécurité		Pages 31-35	Pages 66-69
Risques liés au portefeuille de compétences		Pages 26-30	
Risques liés aux violations des droits de l'Homme		Pages 42-47	Pages 64-65
Risques pour l'environnement	Pages 20-23	Pages 36-41	Pages 66-69
Risques liés au contenu local			Pages 70-71
Risques liés aux activités de passation de marchés		Pages 46-47	Pages 61 ; 64 ; 70-71
Risques liés à la gouvernance d'entreprise		Pages 10-11	

■ Risque majeur

(a) Pour plus d'informations sur le risque associé à la propagation des pandémies et épidémies ayant des répercussions potentielles sur les personnes et les systèmes de santé ainsi que sur les activités, voir le [Rapport financier annuel 2019](#), pages 98-99.

7) Pour plus de détails sur le RMI et les risques majeurs, voir le [Rapport financier annuel 2019](#) pages 20-23 ; pour plus de détails sur le risque climatique, voir [Eni for 2019 - Neutralité carbone à long terme](#).

8) Parmi les 20 risques majeurs, le risque de cybersécurité et d'espionnage industriel est représenté dans le [Rapport financier annuel 2019](#) aux pages 23 et 114.

9) Les risques découlant de facteurs liés aux questions environnementales, sociales et de gouvernance (Environmental, Social, Governance).

Activités d'engagement des parties prenantes

La relation avec ses parties prenantes, l'écoute et le partage des choix avec les populations des pays où elle opère, sont des éléments fondamentaux pour Eni : la connaissance de leur point de vue et de leurs attentes sont à la base de son engagement à construire des relations transparentes et durables basées sur la confiance mutuelle. Opérant dans 66 pays aux contextes sociaux, économiques et culturels très différents, Eni considère que le dialogue et l'implication directe des parties prenantes dans chaque phase des activités commerciales sont des éléments fondamentaux pour la création de valeur à long terme. Afin de poursuivre cette confrontation quotidienne et proactive avec de multiples interlocuteurs au niveau local, national et international, Eni s'est dotée depuis 2018 d'une plateforme informatique appelée Stakeholder Management System (SMS) qui contribue à la gestion de son réseau complexe de relations. Le système est utilisé dans 37 pays et suit plus de 3 500 parties prenantes. Le SMS permet de recenser et de visualiser les relations avec chaque catégorie de parties prenantes, en mettant en évidence les éventuelles questions critiques et les domaines à améliorer, les principaux sujets d'intérêt, les impacts potentiels sur les droits de l'Homme, en identifiant également la présence éventuelle de groupes vulnérables et de zones classées par l'UNESCO comme sites d'intérêt culturel et/ou naturel particulier (WHS - World Heritage Sites) dans les pays où Eni est présente. Pour les principales questions qui sont ressorties de la comparaison avec les catégories de parties prenantes suivantes, voir page 15.

PERSONNES D'ENI ET SYNDICATS NATIONAUX ET INTERNATIONAUX

- Parcours professionnels et de formation sur les compétences émergentes liées aux stratégies d'entreprise et élargissement de la cartographie des compétences
- Initiatives de formation visant à soutenir l'inclusion et la reconnaissance de la valeur de tout type de diversité et initiatives internationales pour la formation d'équipes et l'innovation (Hackathon)
- Quatrième édition de l'analyse du climat
- Initiatives en faveur des parents (travail à domicile et services de garderie) et des membres de la famille handicapés
- Rencontre avec les syndicats nationaux et internationaux (renouvellement de l'accord-cadre global) pour des discussions sur les différentes réalités sociales et syndicales des pays où Eni est présente

COMMUNAUTÉ FINANCIÈRE

- Présentation du plan stratégique 2019-2022, suivie d'un Road-Show du PDG et du top management dans les principaux centres financiers
- Governance Road Show du président
- Dialogue avec le marché, en particulier sur la politique de rémunération de 2019, en vue de l'assemblée des actionnaires de 2019
- Réunion à Abu-Dhabi pour les investisseurs et les analystes financiers consacrée à la stratégie d'expansion dans la péninsule arabe
- Discussions sur les résultats trimestriels
- Participation de la haute direction aux conférences thématiques organisées par les banques

COMMUNAUTÉS LOCALES ET ORGANISATIONS COMMUNAUTAIRES

- Implication d'environ 650 communautés (y compris les communautés indigènes) à proximité des usines
- Consultation des autorités et des communautés locales pour de nouvelles activités d'exploration et/ou pour le développement de nouveaux projets ainsi que pour la planification, la gestion et l'amélioration de projets sociaux (Angola - diversification économique, Irak - éducation, Pakistan - accès à l'eau, Mozambique - accès à l'énergie, Italie/Basilicate - projet CASF/ Centre agricole d'expérimentation et de formation)
- Cartographie des relations avec la communauté, demandes et griefs et définition du contenu de l'engagement local

FOURNISSEURS ET PARTENAIRES COMMERCIAUX

- Implication des fournisseurs avec Human Rights Assessment
- Communication, retours et plans d'amélioration
- Participation au GdL IPIECA : Forum sur les O&G Sustainability best practice
- Projet Green Sourcing : identification des leviers dans le cadre de la chaîne d'approvisionnement afin de réduire les impacts environnementaux
- Discussion de la teneur des clauses relatives aux droits de l'Homme dans les contrats de coentreprises upstream

CLIENTS ET CONSOMMATEURS

- Rencontres et ateliers avec les présidents, secrétaires généraux et les responsables de l'énergie des associations des consommateurs (AdC) nationales et locales sur des questions telles que la durabilité, l'économie circulaire, l'assainissement de l'environnement et la dépollution
- Parrainage des initiatives des AdC sur les questions de durabilité et d'économie circulaire
- Rencontres territoriales avec les AdC régionales du Conseil national des consommateurs et des usagers
- Enquête auprès des représentants nationaux et régionaux des AdC sur l'économie circulaire, la durabilité et la transition énergétique

INSTITUTIONS NATIONALES, EUROPÉENNES ET INTERNATIONALES

- Dialogue avec le Comité interministériel des droits de l'Homme (CIDU) et le point de contact national (Italie) pour les lignes directrices de l'OCDE
- Rencontres avec des représentants politiques et institutions italiennes, tant au niveau central que local, sur les questions d'énergie, de climat et d'environnement, d'économie circulaire et de développement durable
- Participation active à des comités techniques et institutionnels, commissions mixtes, groupes de travail et autres discussions promues par le gouvernement et le parlement italien
- Visites de délégations des institutions italiennes, tant centrales que locales, des installations industrielles, sites et centres de recherche d'Eni

UNIVERSITÉS ET CENTRES DE RECHERCHE

- Rencontres avec des universités, centres de recherche et entreprises tierces avec lesquels Eni collabore ou interagit pour le développement de technologies innovantes
- Accords et collaborations avec l'école Politecnico de Milan et Turin, les universités de Bologne, Naples et Pavie, le MIT, le CNR, le Consorzio Interuniversitario Nazionale per la Scienza e Tecnologia dei Materiali, l'ENEA et l'Istituto nazionale di geofisica e vulcanologia
- Création avec le CNR de 4 centres de recherche dans le sud de l'Italie pour un développement environnemental et économique durable en Italie et dans le monde
- Collaboration avec l'école Politecnico de Milan pour la réalisation du Master universitaire en innovation énergétique et pour le développement de modèles d'évaluation des impacts (ce dernier également avec l'Université de Milan - Faculté d'agriculture)

ORGANISATIONS BÉNÉVOLES ET ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES

- Adhésion et participation à OGCI, IPIECA, WBCSD, UN GLOBAL COMPACT, CIDU, EITI
- Collaboration avec l'Institute for Human Rights and Business et d'autres institutions internationales sur les droits de l'Homme
- Conférences, débats, séminaires et initiatives de formation sur les questions de durabilité (énergie, économie circulaire, assainissement, responsabilité sociale des entreprises) ; réalisation de lignes directrices et partage des bonnes pratiques
- Participation aux réunions des organes associatifs et aux tables de travail sur des questions stratégiques, suivi des éventuelles évolutions de la législation
- Rencontres avec des organisations patronales locales sur le processus de qualification des fournisseurs

ORGANISATIONS POUR LA COOPÉRATION ET LE DÉVELOPPEMENT

- Développement de nouveaux modèles de partenariat public-privé
- Dialogue et élargissement des collaborations avec les organisations des Nations Unies et les organismes de coopération (ONU, UNESCO, FAO, Banque mondiale, Fondation E4Impact, Institut Dom Bosco à Maputo et Halo Trust Foundation)
- Renforcement des relations avec les organisations professionnelles (Il « Dialogue du Vatican sur la transition énergétique et les soins pour notre maison commune » ; événement du Comité scientifique et organisationnel de la Frontière méditerranéenne de la paix organisé par la Conférence épiscopale italienne)

Innovation technologique



957 MIO €

Investissements R&D prévus pour la période 2020-2023

80 %

seront consacrés au parcours pour la neutralité carbone à long terme

Un élément clé de la transformation d'Eni en une société énergétique intégrée à l'empreinte carbone de plus en plus faible est la **Recherche et développement (R&D)**, qui prévoit à la fois la disponibilité et le développement de compétences technologiques de pointe et l'engagement continu de multiplier la portée des solutions énergétiques identifiées. L'innovation est, pour Eni, un levier pour créer de la valeur et croître en tant qu'entreprise, grâce au développement de nouvelles technologies et à leur mise en œuvre rapide sur le terrain à l'échelle industrielle. Les projets de recherche couvrent tous les aspects de la chaîne de production, dans le but de réduire les risques et d'accroître l'efficacité, de consolider le leadership technologique et, de manière générale, d'améliorer la qualité, l'efficacité et la durabilité des produits, au niveau des usines et des procédés. L'efficacité concerne également la minimisation des émissions directes de CO₂, la réduction du gaspillage et la valorisation des déchets afin de garantir un impact environnemental minimal. En plus de 7 centres de recherche en Italie, Eni collabore avec des organismes d'excellence reconnus au niveau international, comme le Massachusetts Institute of Technology (MIT), avec lequel elle travaille depuis 2008, ou le Conseil national de la recherche (CNR) depuis 2009. Depuis 2008, Eni a institué le prix Eni Award, le « prix Nobel » de l'énergie, afin de développer une meilleure utilisation des sources d'énergie et valoriser les nouvelles générations de chercheurs, dont la cérémonie de remise des prix a lieu en présence du Président de la République italienne. Au fil des ans, le prix a évolué en englobant des sujets tels que l'assainissement de l'environnement, l'utilisation innovante des hydrocarbures et les énergies renouvelables, en mettant l'accent sur les pays en développement et les idées des jeunes étudiants et des personnes d'Eni. En 12 ans, 78 chercheurs des 5 continents ont été récompensés.

194 MIO €

Dépenses totales R&D en 2019

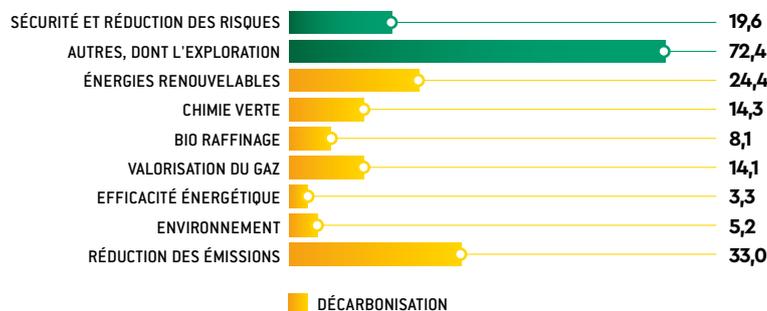
7 686

Brevets en cours

15

Nouvelles demandes de brevets sur les sources renouvelables

DÉPENSES DANS LA R&D EN 2019 (mio €)



Valeur tangible générée par la R&D

Eni s'engage à identifier la valeur de l'application des technologies innovantes développées de façon interne et avec des tiers. En 2019, l'estimation de la valeur tangible générée était de 1 126 millions d'euros, une augmentation par rapport aux années précédentes, principalement due à la contribution de :

- Logiciels propriétaires qui augmentent la précision de l'analyse effectuées, en réduisant par exemple le risque des explorations et en diminuant le délai de mise sur le marché des infrastructures ;
- Technologies qui permettent d'identifier les meilleures structures lors du forage, ce qui permet de positionner les puits de manière optimale et en temps voulu, et d'augmenter leur productivité ;
- Logiciels pour l'optimisation des paramètres de fonctionnement en temps réel, ce qui permet d'accroître l'efficacité des opérations sur le terrain ;
- Nouveaux carburants à faible teneur en carbone, lubrifiants permettant d'économiser de l'énergie et et produits biochimiques.

Afin d'améliorer les compétences internes, Eni s'est engagée à diffuser de manière transversale les connaissances techniques dans toutes les structures, notamment par le biais du système de gestion des connaissances Knowledge Management System (e-KMS).



POUR EN SAVOIR PLUS :

L'Eni for 2019 - Neutralité carbone à long terme ; site eni.com ; collaborations avec le MIT et le CNR

Digitalisation

La transformation numérique lancée par Eni représente un processus qui change la façon dont les gens travaillent, en exploitant le potentiel des technologies numériques. La transformation numérique est une chance pour tous : elle permet de travailler avec une plus grande sécurité (voir page 33), offre de nouvelles méthodes de travail, améliore et valorise les compétences. Grâce à l'interaction avec la technologie, les gens agissent plus rapidement, plus efficacement et avec une plus grande flexibilité, ce qui permet à l'entreprise d'être plus durable vis-à-vis de l'environnement et des parties prenantes et plus compétitive sur le marché de référence, en soutenant la transition énergétique. Pour que la transformation s'effectue de manière organique, il faut un processus structuré de gestion du changement qui renouvelle la culture de l'entreprise et modifie l'approche traditionnelle du travail, en identifiant des voies plus souples et flexibles et des outils adéquats pour impliquer les personnes de manière rationnelle et émotionnelle. En 2019, 105 millions d'euros ont été investis dans la transformation numérique axée sur la sécurité des personnes, l'intégrité des biens, l'efficacité et l'efficacé des processus opérationnels et internes et l'orientation client, ce qui a généré des bénéfices économiques de 173 millions d'euros. Ces bénéfices proviennent des éléments upstream (forage, gisement, gestion des installations en surface, inspection, étude et cartographie à l'aide de drones), du raffinage et du marketing, ainsi que de Eni gas e luce (la valeur du client, qui se trouve au centre de l'attention).

105 MIO €

investis dans la transformation numérique

173 MIO €

de bénéfices générés par la transformation numérique

Les composantes de la transformation numérique

UNITÉ FONCTIONNELLE NUMÉRIQUE

Au service de tous les secteurs d'activité d'Eni pour la transformation numérique de l'entreprise.

PROJETS « LIGHTHOUSE »

Pour la digitalisation en Italie et à l'étranger des installations industrielles upstream (offshore et onshore) et en aval (raffineries et sites pétrochimiques), afin d'améliorer l'efficacité, la sécurité et la durabilité des opérations.

APPEL À L'INNOVATION OUVERTE

1) défi d'innovation pour le développement de nouveaux modèles de science des données et de prévision pour la sécurité ; 2) appel « Digital HR : innover pour grandir » pour la formation et pour rénover le processus d'engagement, de retour d'information et de gestion des relations avec les employés ; 3) appel « Smart&Efficient Buildings » par Eni gas e luce pour rendre les bâtiments plus efficaces, autonomes, sûrs et confortables.

CENTRE DE COMPÉTENCE NUMÉRIQUE

Pour renforcer les systèmes et les méthodologies, insérer, former, développer de nouveaux rôles professionnels et pour améliorer les compétences des rôles traditionnels. L'étude des Big Data fournit des informations utiles aux activités d'Eni.

PROCESSUS

Digitalisation des fonctions de soutien aux entreprises telles que la gestion intégrée des risques, les activités de négociation, les audits.

« L'inauguration du HPC5 est un moment important dans la voie de la transition énergétique. C'est un pas de plus vers l'objectif global que nous partageons avec nos partenaires en matière de technologie et de recherche : faire des énergies de demain une réalité toujours plus proche »
Claudio Descalzi, PDG d'Eni

L'ÉVOLUTION DE L'INFRASTRUCTURE DE SUPERCALCUL DU GREEN DATA CENTER A COMMENCÉ

En octobre 2019, Eni a lancé le nouveau système de supercalcul HPC5, inauguré début 2020, afin de contribuer au processus de digitalisation et de transformation en cours.

Le nouveau système de supercalcul HPC5 rejoint l'actuel HPC4, dont il triple la puissance de calcul pour permettre 52 millions de milliards d'opérations mathématiques par seconde. L'ensemble de la structure du Green Data Center, depuis 2020, a une puissance de crête totale de 70 PetaFlop/s.

BIG DATA : HPC5 permet d'utiliser des « big data » générées pendant l'exploitation par tous les moyens de production, et permet d'accélérer encore le chemin de transformation d'Eni grâce à l'amélioration des procédés liés aux nouvelles sources d'énergie, au soutien du développement de l'énergie de la mer, à la recherche sur la fusion par confinement magnétique, sur le climat et sur les technologies pour l'environnement.

EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE : HPC5 a été développé pour atteindre le plus haut niveau d'efficacité énergétique, en exploitant notamment l'énergie produite par le champ photovoltaïque installé au Green Data Center, afin de réduire les émissions et les coûts d'exploitation.

POUR EN SAVOIR PLUS :
Site eni.com : [HPC5](#)





Neutralité carbone à long terme

Eni a entrepris une voie de décarbonisation pour répondre au défi crucial du secteur de l'énergie : la transition vers un avenir à faible émission de carbone et l'accès à l'énergie pour une population mondiale croissante. La stratégie adoptée dans ce sens prévoit, outre la réduction des émissions directes de GES, le développement d'entreprises d'énergie renouvelable et de nouvelles entreprises basées sur la circularité, un engagement dans la recherche, le développement de solutions innovantes pour soutenir toutes les activités et un portefeuille d'hydrocarbures résistant dans lequel le gaz, comme le soulignent tous les scénarios de l'AIE, jouera un rôle important, en raison de sa moindre intensité de carbone et de la possibilité d'intégration de sources renouvelables dans la production d'électricité, tout en favorisant la réduction de la consommation de charbon.

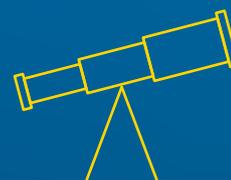
Divulgence liée au climat

POUR LA TROISIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE, L'ENI A PUBLIÉ UN RAPPORT CONSACRÉ À SA TRAJECTOIRE DE NEUTRALITÉ CARBONE À LONG TERME, CONFORMÉMENT AUX RECOMMANDATIONS DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA DIVULGATION FINANCIÈRE LIÉE AU CLIMAT (TCFD)



Gouvernance du climat

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION ET L'AD ONT UN RÔLE CENTRAL DANS LA GESTION DES PRINCIPAUX ASPECTS LIÉS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE



Gestion des risques

LE PROCESSUS DE GESTION DES RISQUES ET DES OPPORTUNITÉS LIÉS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE FAIT PARTIE DU MODÈLE DE GESTION INTÉGRÉE DES RISQUES



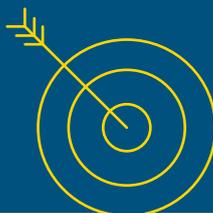
Stratégie

LA STRATÉGIE D'ENI COMBINE LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT CONTINU DANS UN MARCHÉ DE L'ÉNERGIE EN ÉVOLUTION RAPIDE AVEC UNE RÉDUCTION SIGNIFICATIVE DE L'EMPREINTE CARBONE



Métrique et cible

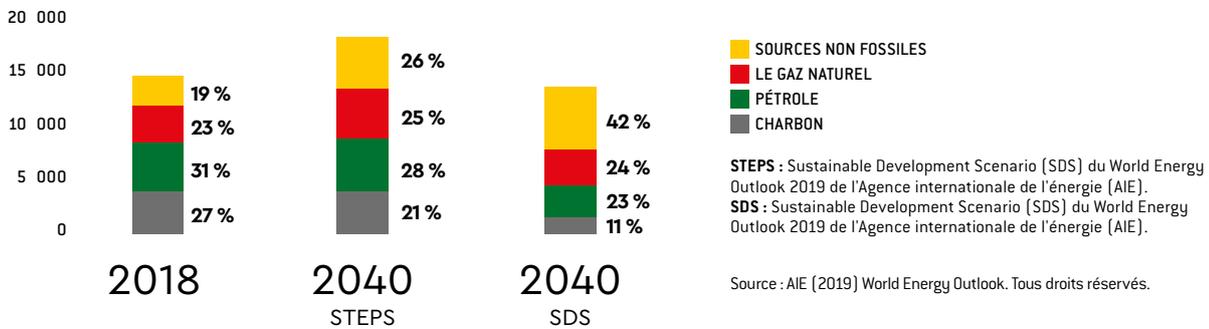
ENI S'EST FIXÉ DES OBJECTIFS À COURT, MOYEN ET LONG TERME, DONT LES PROGRÈS SONT SUIVIS PÉRIODIQUEMENT ET COMMUNIQUÉS AU MARCHÉ ANNUELLEMENT ET/OU SEMESTRIELLEMENT



Contexte de référence

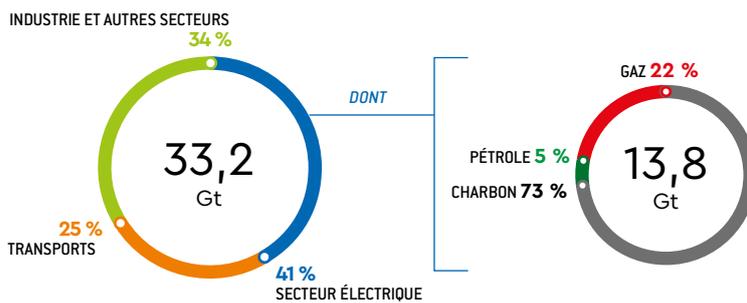
Demande d'énergie par source

(Mtep, %)



Le gaz, favorisé par le rendement élevé des centrales et les faibles coefficients d'émission, est le seul combustible fossile qui voit sa part dans le mélange augmenter à la fois dans le scénario des politiques déclarées (STEPS) et dans le scénario décarbonisé (SDS), continuant à représenter environ 1/4 des besoins énergétiques en 2040.

Émissions de CO₂ globales dans le secteur énergétique



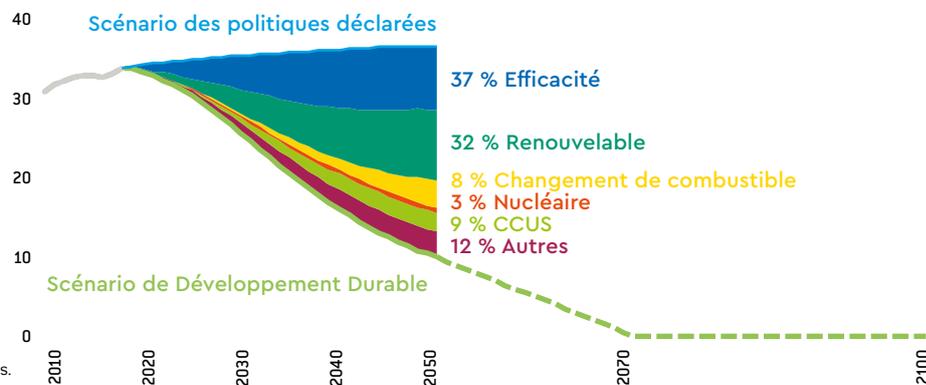
Les émissions mondiales de CO₂ du secteur de l'énergie en 2018 s'élevaient à 33,2 milliards de tonnes, dont 13,8 milliards de tonnes provenaient de la production d'électricité. Le charbon continue de dominer les émissions du secteur de l'électricité (>70%).

Source : AIE (2019) World Energy Outlook. Tous droits réservés.

Émissions de CO₂ liées au secteur de l'énergie et les réductions par source dans le Scénario de Développement durable (Gton CO₂)

Afin de réaliser le scénario de la SDD, des changements radicaux sont nécessaires dans la manière dont l'énergie est produite et consommée, grâce à l'utilisation de l'efficacité énergétique et de technologies à faible émission de carbone, telles que les énergies renouvelables, le nucléaire et la CCUS (capture, utilisation et stockage du carbone).

Source : AIE (2019) Perspectives énergétiques mondiales. Tous droits réservés.



Parcours de décarbonisation



PARCE QUE C'EST IMPORTANT POUR ENI

Eni a défini un plan industriel à court, moyen et long terme qui, en tirant parti du savoir-faire, des technologies propriétaires, de l'innovation, de la flexibilité et de la résilience des infrastructures, permettra de saisir de nouvelles opportunités de développement et d'efficacité, pour jouer un rôle de premier plan dans le processus de transition énergétique. Eni consacre un addendum à la neutralité carbone à long terme, préparé selon les recommandations du groupe de travail sur la divulgation financière liée au climat (TCFD), afin de fournir une divulgation encore plus claire et plus approfondie.

Politiques et autres instruments normatifs

La politique de durabilité ; la position d'Eni sur la biomasse ; l'engagement responsable d'Eni sur le changement climatique dans les associations d'entreprises qui comprend la position d'Eni sur le rôle du gaz, la tarification du carbone, les technologies à faible émission de carbone et les solutions à base naturelle

Outils de gestion et modèles organisationnels

Toutes les structures d'entreprise d'Eni sont impliquées dans la définition et la mise en œuvre de la stratégie de neutralité carbone, ainsi que des structures et installations spécifiques visant à favoriser la voie de la transition énergétique, telles que **Comité d'évaluation des plans à moyen et long terme**, présidé par le PDG ; **Direction des solutions énergétiques** pour la production d'énergie à partir de sources renouvelables ; **Programme de recherche et développement pour la transition énergétique** ; **Fonction organisationnelle centrale** qui supervise l'élaboration et la consolidation du plan à moyen et long terme, y compris la coordination du processus de définition de la stratégie climatique d'Eni ; **Systèmes de gestion de l'énergie coordonnés avec la norme ISO 50001**

Progrès en 2019 par rapport à 2018

- Indice d'intensité des émissions GES upstream : -9 % par rapport à 2018 [-27 % par rapport à 2014]
- Volume d'hydrocarbures envoyés au torchage : -15 % par rapport à 2018 [-29 % par rapport à 2014]
- Émissions fugitives de méthane : -44 % par rapport à 2018. Objectif atteint [-81 % par rapport à 2014]
- Indice d'efficacité opérationnelle : -7,4 % par rapport à 2018

Objectifs

- -43 % indice d'intensité des émissions GES UPS en 2025 par rapport à 2014
- Aucun torchage de gaz de procédé d'ici 2025
- -80 % de fuite de méthane UPS d'ici 2025 par rapport à 2014
- Indice d'efficacité opérationnelle : Amélioration moyenne de 2 % par an en 2021 par rapport à 2014
- Empreinte carbone nette zéro (domaine d'application 1 et 2) :
 - des activités UPS d'ici 2030
 - de toutes les activités de groupe d'ici 2040
- Émissions sur le cycle de vie en 2050 par rapport à 2018 (domaine d'application 1, 2 et domaine d'application 3) :
 - -80 % des émissions nettes absolues
 - -55 % d'intensité carbone nette



POUR EN SAVOIR PLUS :

[Eni for 2019 - Neutralité carbone à long terme](#) ; [Eni for 2019 - Performances en matière de durabilité \(pages 7-9\)](#) ; [site eni.com](#) ; [Position d'Eni sur la biomasse](#) ; [L'engagement responsable d'Eni sur le changement climatique dans les associations d'entreprises](#) ; [Questionnaire CDP sur le changement climatique](#) ; [Méthodologie pour l'évaluation des émissions de GES le long des chaînes de valeur des produits Eni](#)

Le CdA et le PDG jouent un rôle central dans la définition de la stratégie de décarbonisation

Gouvernance

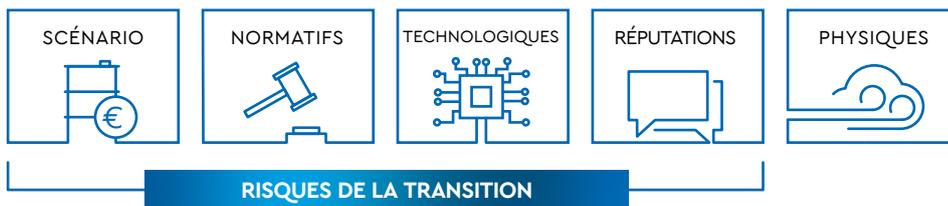
La stratégie de décarbonisation d'Eni fait partie d'un système structuré de gouvernance d'entreprise dans lequel le Conseil d'administration et le PDG jouent un rôle central. À l'appui de cette démarche, le Comité de la durabilité et des scénarios examine périodiquement l'intégration entre la stratégie, les scénarios évolutifs et la durabilité des activités à moyen et long terme, et le Conseil consultatif aide à affiner le parcours stratégique d'Eni. En 2019, le Comité d'évaluation des plans à moyen et long terme a été mis en place au niveau de la direction, présidé par le PDG, dans le but de soutenir le développement organique et durable des activités d'Eni en identifiant les lignes directrices stratégiques et opérationnelles.

nelles et en dirigeant les actions afin d'assurer l'atteinte des objectifs liés à la décarbonisation. L'engagement de réduire l'empreinte carbone se reflète également dans les plans de motivation variable du PDG et de la direction de l'entreprise à court et à long terme.

Gestion des risques

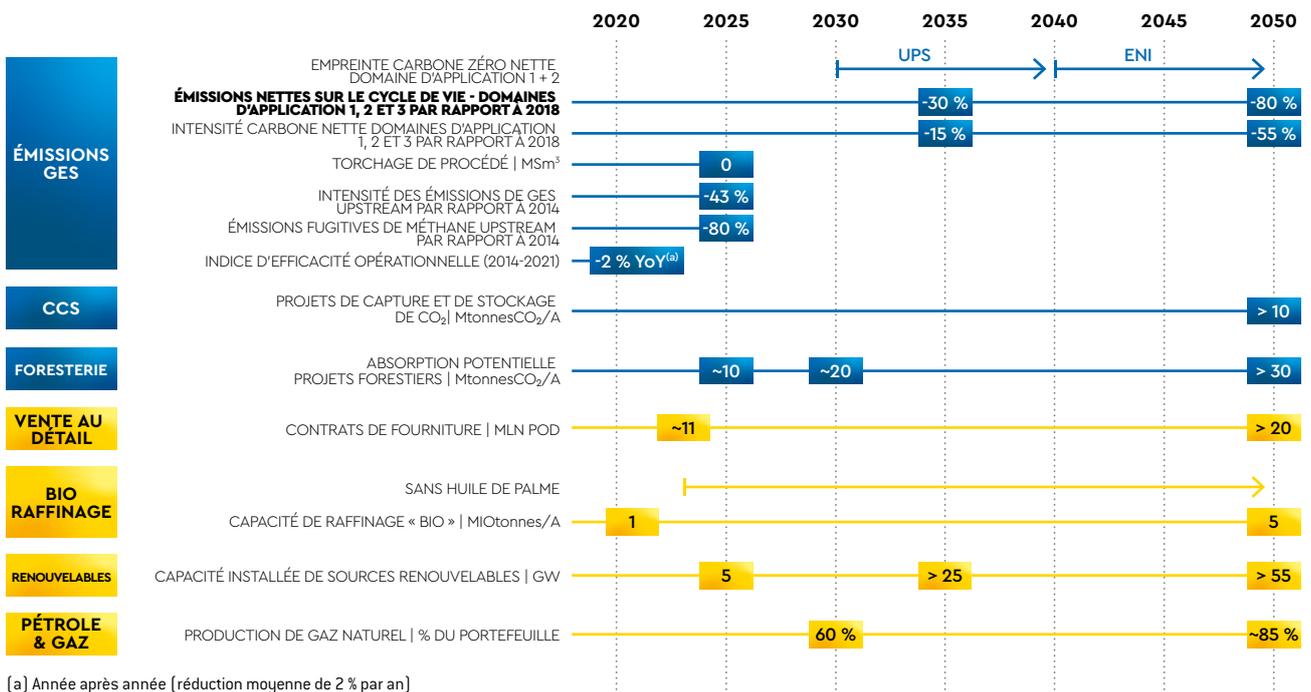
Le risque lié au changement climatique est identifié comme l'un des principaux risques stratégiques d'Eni et il est analysé, évalué et surveillé par le PDG dans le cadre de ses processus de gestion intégrée des risques. Les risques liés au changement climatique sont analysés, évalués et gérés en tenant compte de 5 aspects liés à la fois à la transition énergétique (scénario de marché, évolution réglementaire et technologique, questions de réputation) et aux phénomènes physiques. L'analyse s'effectue selon une approche intégrée et transversale qui implique des fonctions spécialisées et des lignes d'activités, et permet d'évaluer les risques et les opportunités liés.

Le changement climatique est l'un des principaux risques stratégiques pour Eni



Stratégie, objectifs et engagements

Le plan définit des stratégies et objectifs opérationnels pour 2035 et 2050, qui décrivent le cheminement évolutif et intégré des différentes activités. Cette évolution aura un impact significatif sur la réduction de l'empreinte carbone de l'entreprise.



(a) Année après année [réduction moyenne de 2 % par an]

Les engagements d'Eni pour l'atteinte des objectifs prévoient une dépense globale d'environ 4,9 milliards d'euros sur la période de quatre ans 2020-23 pour la décarbonisation, l'économie circulaire et les énergies renouvelables, y compris les activités de R&D spécifiques à ces questions et le programme forestier. Vous trouverez ci-dessous le détail des principaux points :

Données en millions d'€	2020-2023
Investissements dans les centrales électriques de sources d'énergie renouvelables	2,6
Investissements pour la réduction des émissions de GES	0,6
Investissements dans l'économie circulaire	0,6
Dépenses dans la recherche pour les projets de décarbonisation et d'économie circulaire	0,8
Dépenses pour la foresterie et autres initiatives	0,3

2



Modèle d'excellence opérationnelle

Le modèle d'excellence opérationnelle souligne l'engagement permanent d'Eni à valoriser les personnes, à préserver leur santé et leur sécurité et à protéger l'environnement dans lequel elle opère. L'excellence opérationnelle, c'est également exercer les activités avec la plus grande attention à l'égard de l'intégrité, c'est-à-dire respecter et promouvoir les droits de l'Homme et toujours agir avec transparence et honnêteté. Ces éléments permettent à l'entreprise de saisir les opportunités liées à l'évolution du marché de l'énergie et aux progrès technologiques, de se développer de manière organique grâce à des opérations efficaces et résilientes (en accélérant la mise sur le marché des projets et en réduisant le seuil de rentabilité) et de maintenir une discipline financière solide.

Chacun de nous

ENI S'ENGAGE À SOUTENIR LE PARCOURS DE LA TRANSITION À TRAVERS LA CONSOLIDATION ET L'ÉVOLUTION DES COMPÉTENCES, EN VALORISANT CHAQUE DIMENSION PSYCHOPHYSIQUE DE SON PERSONNEL ET EN RECONNAISSANT LA DIVERSITÉ COMME UNE RESSOURCE



Sécurité

ENI CONSIDÈRE LA SÉCURITÉ SUR LE LIEU DE TRAVAIL COMME UNE VALEUR ESSENTIELLE À PARTAGER ENTRE LES EMPLOYÉS, LES ENTREPRENEURS ET LES PARTIES PRENANTES LOCALES, ET S'ENGAGE À ÉLIMINER LA SURVENANCE D'ACCIDENTS



Environnement

ENI FAVORISE L'UTILISATION EFFICACE DES RESSOURCES NATURELLES ET LA PROTECTION DES ZONES PROTÉGÉES ET IMPORTANTES POUR LA BIODIVERSITÉ, EN IDENTIFIANT LES IMPACTS POTENTIELS ET LES MESURES D'ATTÉNUATION



Droits de l'Homme

ENI S'ENGAGE À RESPECTER LES DROITS DE L'HOMME DANS SES ACTIVITÉS ET À PROMOUVOIR LEUR RESPECT AUPRÈS DE SES PARTENAIRES ET PARTIES PRENANTES



Transparence et lutte contre la corruption

ENI EXERCE SES ACTIVITÉS COMMERCIALES AVEC LOYAUTÉ, ÉQUITÉ, TRANSPARENCE, HONNÊTÉTÉ, INTÉGRITÉ ET DANS LE RESPECT DE LA LOI



Contexte de référence

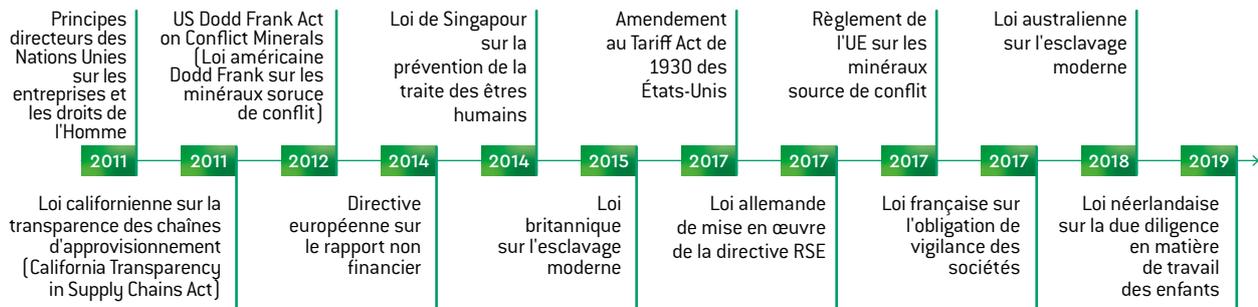
Production de déchets solides municipaux (milliards de tonnes)



En 2016, la production de déchets solides municipaux à l'échelle mondiale a atteint 2,01 milliards de tonnes. Dans les pays d'Afrique subsaharienne, la production quotidienne de déchets par habitant peut descendre à moins de 0,1 kg, tandis qu'elle atteint en moyenne 2,2 kg dans les pays de l'OCDE, qui représentent ensemble 44 % de la production mondiale de déchets. La tendance mondiale à l'augmentation des déchets est également liée à la croissance démographique et à l'urbanisation croissante. On estime donc que la production annuelle de déchets pourrait augmenter de 70 % en 2050 par rapport à 2016, pour atteindre 3,40 milliards de tonnes.

Source : AA.VV., « What a Waste 2.0: A Global Snapshot of Solid Waste Management to 2050 » (2018), Banque mondiale.

Nouvelles références internationales dans le domaine des droits de l'Homme



Depuis 2011, date à laquelle les Nations Unies ont publié leurs « Principes directeurs sur les entreprises et les droits de l'Homme », les références réglementaires ne portant pas sur le sujet se sont multipliées au niveau international. Au niveau international, en particulier au niveau européen, une attention constante et croissante est portée à l'introduction d'exigences réglementaires qui prévoient des obligations de déclaration et la conduite de due diligence en matière de droits de l'Homme de la part des entreprises.

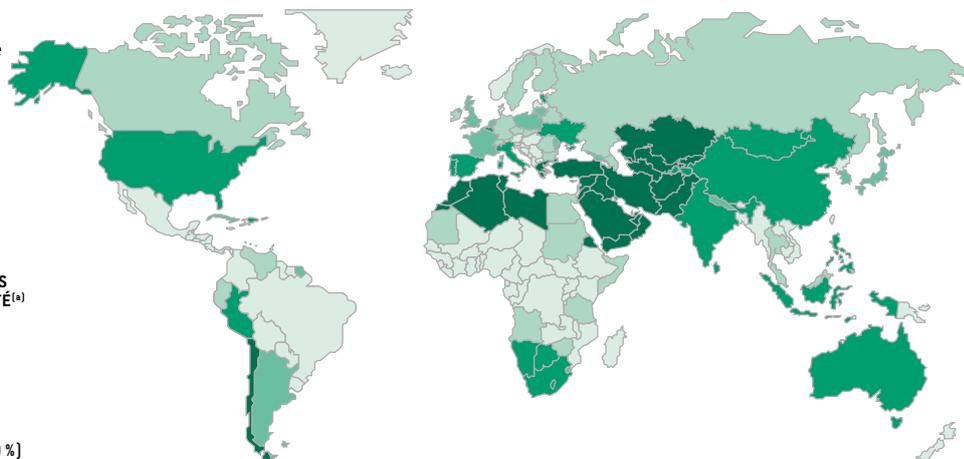
Source : Guide du PDF de Human Rights, WBCSD 2019.

Niveau de stress hydrique par pays en 2040

La variabilité croissante du cycle global de l'eau entraîne un stress hydrique accru avec des cycles temporels différents dans les différentes zones géographiques. En 2040, les régions les plus touchées seront l'Afrique du Nord et l'Asie occidentale.

INDICATEUR DES PRÉLÈVEMENTS PAR RAPPORT À LA DISPONIBILITÉ^(a)

- FAIBLE (<10 %)
- FAIBLE À MOYEN (10-20 %)
- MOYEN À ÉLEVÉ (20-40 %)
- ÉLEVÉ (40-80 %)
- EXTRÊMEMENT ÉLEVÉ (>80 %)



Source : WRI Aqueduct, le 2 avril 2020 : www.wri.org.

(a) Les projections sont basées sur le scénario des transactions courantes, qui utilise les principes SSP2 et RCP8.5.

SSP2 : Parcours socio-économiques partagés ; pour plus de détails, voir www.ipcc-data.org.

RCP8.5 : Parcours de concentration représentative, pour plus de détails, voir www.ipcc-data.org.

Chacun de nous



PARCE QUE C'EST IMPORTANT POUR ENI

Les personnes représentent la ressource la plus importante de l'entreprise, car elles soutiennent et diffusent les valeurs et la culture dans les pays dans lesquels Eni opère. Les succès obtenus jusqu'à présent sont le résultat direct de la passion et des compétences internes, un patrimoine qu'Eni a construit au fil du temps et qui générera de la valeur à court et à long terme. À cette fin, Eni se concentre sur la consolidation et l'évolution des compétences pour soutenir le parcours de transition de l'entreprise, en valorisant la dimension psycho-physique de chacune de ses personnes et en reconnaissant la diversité comme une ressource.

Politiques et autres instruments normatifs

Politique « Nos personnes », « L'intégrité dans nos opérations » ; Déclaration d'Eni sur le respect des droits de l'Homme

Outils de gestion

Processus de gestion et planification de l'emploi pour l'alignement des compétences sur les exigences techniques et professionnelles ; **Outils pour la gestion et le développement des ressources** ; **Système de gestion de la qualité de la formation** conforme à la norme ISO 9001:2015 ; **Système de gestion des connaissances** pour le partage du savoir-faire ; **Système de gestion des relations industrielles au niveau national et international** ; **Système de gestion intégré** environnement, santé et sécurité ; **Système d'aide sociale** pour l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée et le renforcement des services aux employés et à leur famille

Progrès en 2019 par rapport à 2018

- **Rotation du personnel** : delta entrées/sorties égal à +653 ressources dans le monde
- **Formation et développement** : cartographie des compétences d'environ 12 000 personnes (environ 38 % de la population totale)
- **diversité des sexes** : +3,2 points de pourcentage (p.p.) de femmes recrutées et +1 p.p. de femmes aux postes à responsabilité (dirigeants et cadres)
- **Équilibre entre vie professionnelle et vie privée** : diffusion du travail à domicile (Smartworking, SW) pour les employés en Italie
- **Santé** : développement du système de gestion pour toutes les sociétés Eni, en Italie et à l'étranger

Objectifs

- **Chiffre d'affaires** au cours de la période de deux ans 2019-2020 (ratio recrutement/résolution) plus de 1,5 pour soutenir la consolidation et l'évolution des compétences
- **Formation et développement** : poursuivre la conception et le développement de parcours professionnels liés à la digitalisation et à la transition énergétique
- **Diversité des sexes** : poursuivre la tendance positive de la rotation des effectifs réalisée au cours des trois dernières années entre les femmes embauchées et les femmes quittant l'entreprise $\geq 1,4$
- **Équilibre entre vie professionnelle et vie privée** : vérifier la possibilité de nouvelles extensions de SW, notamment dans les zones industrielles
- **Santé** : des investissements d'environ 205 millions d'euros d'ici 2023



POUR EN SAVOIR PLUS :

[Eni for 2019 - Performances en matière de durabilité \(pages 10-17\)](#) ; site.eni.com

L'ÉQUIPE

31 321

personnes

21 078

en Italie

10 243

à l'étranger

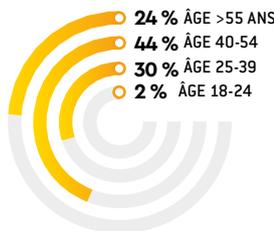
La confiance, le courage tourné vers l'avenir et ce qui est nouveau sont les caractéristiques fondamentales d'Eni, ainsi que sa capacité de se transformer et à s'adapter à l'évolution des scénarios nationaux et internationaux. Contrairement à de nombreux concurrents, Eni a toujours considéré le développement des compétences et la valorisation des ressources comme des éléments stratégiques pour sa croissance, en accordant une attention particulière à tous les employés et aux processus de consolidation et d'évolution des compétences. Les systèmes de gestion et de développement sont basés sur des outils consolidés de cartographie et de mise à jour des compétences, d'évaluation des capacités et de la motivation personnelle, afin de valoriser les talents spécifiques pour l'atteinte des objectifs de l'entreprise. En 2019, 2 373 autres membres d'Eni dans le monde ont participé au déploiement du modèle de compétences, ce qui porte à environ 12 000 le nombre de cartographies des rôles à l'appui des parcours professionnels

réalisées à ce jour. Ce travail, comme d'habitude, a été intégré au développement de processus d'évaluation des performances et de retour d'information utiles pour orienter les ressources d'Eni vers la mise à jour de leurs compétences, selon une logique d'« amélioration continue ». En 2019, le processus d'évaluation des performances couvrait 93 % de la population cible dans le monde (dirigeants, cadres et jeunes diplômés). La nécessité d'agir dans un scénario très discontinu a conduit Eni à se doter d'une organisation intégrée et flexible, en mesure de saisir les opportunités découlant des nouvelles solutions numériques identifiées notamment grâce à un groupe de travail pour la définition des impacts de la transformation numérique sur les processus et l'organisation ; de nouveaux profils et de nouvelles compétences ont également été définis (par exemple : la foresterie, l'économie circulaire, la méthode Agile, la science des données). En même temps, les éléments suivants ont été encouragés : initiatives de perfectionnement, par le biais de formations personnalisées organisées en collaboration avec le monde universitaire, initiatives de « change management », utiles pour aborder la gestion du changement et participation à des groupes de travail organisés par des organisations internationales à la fois spécifiques au secteur de l'énergie et intersectorielles (par exemple avec le Forum économique mondial, le MIP de l'école Politecnico de Milan, etc.).

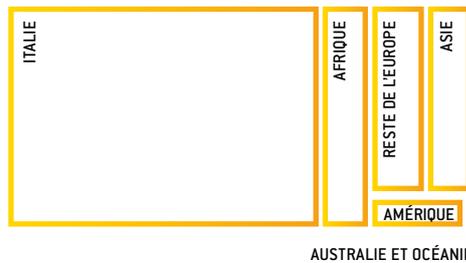
EMPLOYÉS
(nombre)



EMPLOYÉS PAR LES TRANCHES D'ÂGE EN 2019



EMPLOYÉS PAR DOMAINE GÉOGRAPHIQUE EN 2019



8 320

personnes locales à l'étranger

+47 %

recrutement pour une durée indéterminée 2019 par rapport à 2018

En 2019, l'emploi total s'élevait à 31 321 personnes (21 078 en Italie, soit 67,3 % de l'emploi et 10 243 à l'étranger) avec une augmentation de 371 personnes (+1,2 %) par rapport à 2018, +502 employés en Italie et -131 à l'étranger, principalement en raison des nouvelles structures des entreprises. Le taux de rotation des ressources (delta entrée/sortie), qui ne tient pas compte des variations de structures d'entreprise est égal à +653 ressources dans le monde. En 2019, 1 855 personnes ont été embauchées sous contrat à durée indéterminée, dont 32,3 % de femmes et environ 81 % de salariés de moins de 40 ans.

ANALYSE DU CLIMAT

En 2019, Eni a produit la quatrième édition de l'analyse du climat, Eni Secondo te. Cette analyse a représenté un projet totalement inclusif, afin de permettre la participation la plus large possible, avec une enquête en 11 langues. Par rapport à l'édition 2016, les niveaux de participation aux enquêtes, de satisfaction et d'engagement se sont améliorés. Le niveau de participation est passé de 80 à 86 % avec plus de 33 000 commentaires fondamentaux pour mieux interpréter les résultats quantitatifs. 83 % se disent satisfaits de travailler pour Eni, avec un total de ceux qui ont donné une note de 8 à 10, soit une hausse de 13 points de pourcentage. Le niveau d'engagement est passé de 81 à 84 %. Ce résultat indique à quel point les personnes se sentent impliquées du point de vue émotionnel et rationnel dans l'organisation et motivées pour s'engager dans son succès. La culture de la pluralité fournit les leviers pour gérer la complexité en étant à l'écoute de ses propres personnes. Une stratégie de communication interne capillaire, qui transmet des messages d'inclusion et stimule la contribution de chaque personne Eni, a favorisé la large participation à l'enquête.

En 2019, Eni a produit la quatrième édition de l'analyse du climat, Eni Secondo te

SATISFACTION

Dans l'ensemble, combien vous sentez-vous satisfait de travailler chez Eni ?



PARTICIPATION

Combien de personnes ont participé à l'analyse du climat ?



ENGAGEMENT

Dans l'ensemble, comment vous sentez-vous impliqué dans l'entreprise du point de vue émotionnel et rationnel ?



7 590

Les femmes chez Eni en 2019
+3,9 % par rapport à 2018

98 %

Rémunération des femmes
par rapport aux hommes

29 %

présence féminine dans
les conseils d'administration
des filiales

26 %

Femmes à des postes
de responsabilité +1 p.p.
par rapport à 2018

86 %

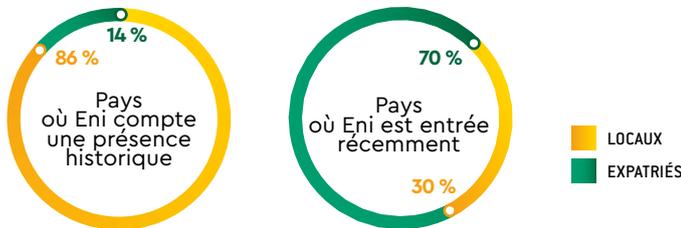
employés locaux dans
les pays où Eni compte
une présence historique

Diversité et inclusion - La culture de la pluralité

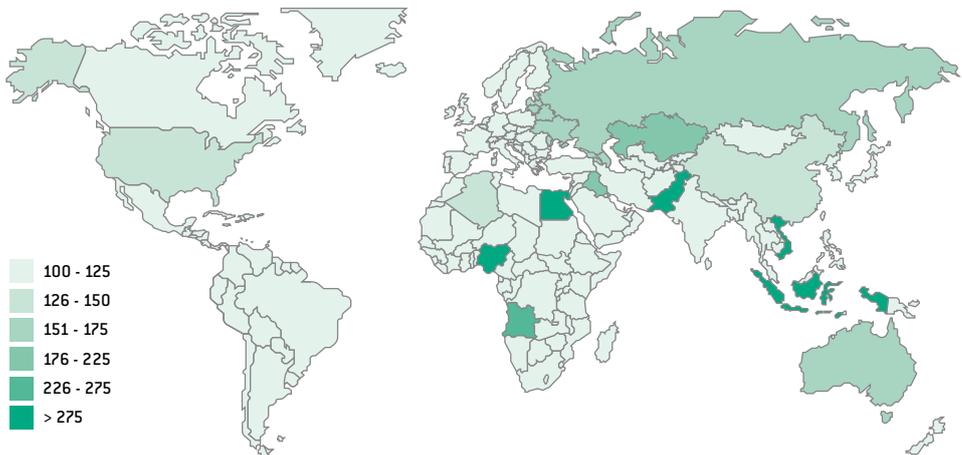
Chaque personne, avec sa propre individualité, contribue à créer de la valeur pour soutenir les objectifs et les grandes transformations d'Eni. En 2019, Eni a promu une série d'initiatives visant à accroître la sensibilisation à l'inclusion, comme les formats de communication interne intitulés « D&I matters », en posant un accent particulier sur les Préjugés inconscients¹⁰ et des cours en libre accès au sein de la plateforme de formation d'Eni afin de fournir des perspectives et des outils pour reconnaître la valeur de tous les types de diversités.

La forte **présence internationale** d'Eni a toujours été caractérisée par des alliances fortes avec ses pays hôtes, dans le but de créer de la valeur par le transfert des connaissances, tout en respectant les cultures locales. En confirmant cela dans le secteur amont, la part d'employés locaux dans l'effectif total a sensiblement augmenté dans les pays où Eni compte une présence historique (comme le Nigeria, le Congo, l'Égypte, la Libye et le Kazakhstan), atteignant 86 %, par rapport aux pays où elle est entrée récemment (comme le Mexique, les Émirats Arabes Unis, le Myanmar), où le processus de transfert de savoir-faire est encore en cours. Par ailleurs, dans tous les pays où elle est présente, Eni garantit des niveaux minimums de rémunération pour le personnel local qui sont nettement supérieurs à ceux du marché.

PERSONNEL LOCAL D'ENI DANS LE SECTEUR AMONT (%)



RAPPORT ENTRE LE SALAIRE MINIMUM D'ENI PAR RAPPORT AU SALAIRE MINIMUM DU MARCHÉ (1^{ER} DÉCILE) (cadre intermédiaire - personnel senior - employé)



Eni définit des niveaux de salaire de référence dans une fourchette minimum/maximum en fonction des données du marché de chaque pays

Les principales actions de diversité et d'inclusion menées en 2019 sont les suivantes :

- des collaborations avec le monde universitaire pour promouvoir des parcours de carrière « techniques et professionnels », en mettant l'accent sur **l'attraction des talents féminins** (comme Think About Tomorrow - parcours pour les jeunes femmes, Elis - système école-entreprise, InspirinGirls, WomENCourage) et des ateliers dans les universités, notamment avec la participation de modèles d'entreprises (plus de 100 collègues) ;
- des initiatives promues par des associations italiennes et internationales, telles que Valore D et ERT (European Round Table) pour partager les bonnes pratiques et identifier des actions communes de **valorisation du leadership féminin** ; l'engagement de soutenir le Manifeste pour l'emploi des femmes signé en 2017 (en Italie) se poursuit ;
- programme **MAAM - Maternity as a Master**, pour transformer l'expérience de devenir parents en une occasion de découvrir et de développer des compétences non techniques, qui s'avèrent fondamentales au travail ;

10) « Diversité et inclusion », avec un accent sur les préjugés inconscients.

- initiatives visant à promouvoir la mobilité géographique, soit environ 7 000 personnes en 2019, dont 56 % pour des activités à l'étranger ;
- parcours de formation pour l'**enseignement à distance** au bénéfice du personnel expatrié et international (italien et non) qui doit faire face à sa première expérience à l'étranger ;
- premier **hackathon international** interne, « The Six-Legged Hack 2019, Worldwide Edition » - 9 étapes internationales, présentation de plus de 100 projets, 400 collègues de différentes nationalités issus de 38 pays, répartis en équipes hétérogènes par milieu professionnel et culturel, sexe et âge ;
- initiatives pour favoriser l'**échange intergénérationnel**, comme le projet Mentoring, dans le cadre duquel des responsables expérimentés soutiennent le parcours professionnel des jeunes ressources, et la Faculty Eni, avec plus 800 formateurs actifs pour renforcer le capital interne de connaissances et développer la capacité à les transmettre.

Certaines de ces initiatives contribuent à consolider la présence féminine dans l'entreprise, qui a augmenté de 3,9 % en 2019 par rapport à 2018, pour un total de 7 590 femmes, soit 24,23 % du personnel total. En 2019 le recrutement de femmes était de 32,3 % des embauches totales (+3,2 p.p. par rapport à 2018).

Social et inclusion

Eni investit dans des initiatives sociales afin de promouvoir l'engagement, la création d'un climat de collaboration et l'atteinte des objectifs de diversité et d'inclusion. Cela est possible grâce à un ensemble de services, d'initiatives et d'outils visant à améliorer le bien-être des employés.

Principales initiatives en matière sociale en 2019

ÉQUILIBRE VIE PROFESSIONNELLE-VIE PRIVÉE

Extension du travail à domicile à tous les travailleurs opérant dans des locaux non opérationnels en Italie et à tous les employés jeunes parents, handicapés ou ayant des membres de famille handicapés.

Bénéficiaires 2019 : 5 358 (50 % de la population en Italie, identifiée comme le bassin de référence).

SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

Des services de restauration d'entreprise qui s'appuient sur un système de qualité, afin de garantir la sécurité alimentaire et la promotion d'une alimentation saine.

CAMPAGNES DE PRÉVENTION

Initiatives visant à promouvoir une culture de la prévention, avec des contrôles dans d'excellentes installations et des visites ciblées de spécialistes (plan de diagnostic précoce).

Plus de 4 000 inscriptions

ÊTRE PARENT (DANS LE MONDE)

Reconnaissance de 10 jours de travail rémunérés à 100 % pour les deux parents dans tous les pays où Eni est présente. Le congé minimum de 14 semaines pour la personne qui s'occupe principalement de l'enfant est reconnu dans le monde entier, conformément à la convention de l'OIT, ainsi que le versement d'une indemnité d'au moins 2/3 du salaire perçu au cours de la période précédente.

FAMILLE

La crèche-école Eni pour les enfants jusqu'à 6 ans, avec l'ouverture de la crèche à Rome et l'agrandissement de celle de San Donato Milanese. Des parcours d'orientation scolaire/professionnelle pour accompagner les jeunes dans le choix du parcours post-diplôme et dans la préparation des tests d'admission.

Fragilité : service pour les proches aidants afin de les soutenir dans la gestion des membres de la famille non autonomes. Des services pour les troubles spécifiques de l'apprentissage sont également disponibles.

Plus de 3 000 inscriptions aux programmes de crèches, aux initiatives pour les jeunes et les proches aidants

« Eni offre l'égalité des chances, sans distinction de race, de couleur, de sexe, de religion, de nationalité, d'opinion politique, d'orientation sexuelle, de statut social, d'âge ou de toute autre condition de l'individu non liée aux exigences nécessaires à l'exécution du travail »

Politique : nos personnes



BÉNÉVOLAT D'ENTREPRISE

En 2019, Eni a lancé le projet de Bénévolat d'entreprise avec la Fondation Banco Alimentare. Les collègues qui ont participé à l'initiative - suivie en interne par un groupe de travail plurifonctionnel - ont pu consacrer une journée de bénévolat dans les entrepôts de la Fondation Banco Alimentare, proches de leur lieu de travail dans différentes villes italiennes. Par cette formule, Eni entend promouvoir, pendant les heures de travail, la participation active et volontaire de ses employés à la vie des communautés locales. Ce projet est conforme au modèle d'entreprise d'Eni, tel que défini par la nouvelle mission, qui fait référence à la dignité des personnes et à la création d'une valeur partagée. L'initiative de Bénévolat d'entreprise devrait se poursuivre en 2020, notamment par le biais de différentes formes potentielles de bénévolat de proximité. Avec cette forme de bénévolat, Eni entend encourager, promouvoir et soutenir, notamment pendant les heures de travail, la participation active et volontaire de ses employés à la vie des communautés locales avec un certain nombre d'organisations à but non lucratif opérant au niveau local, en fonction des besoins exprimés par les différentes régions.

L'initiative de Bénévolat d'entreprise devrait se poursuivre en 2020, notamment par le biais de différentes formes de bénévolat de proximité

« Les connaissances professionnelles des personnes sont un levier fondamental pour une croissance durable »

Politique : nos personnes

Formation

La **consolidation et l'évolution des compétences** sont fondamentales pour l'excellence opérationnelle dans un contexte de forte transformation de l'entreprise. Chaque année, les besoins de formation sont cartographiés et évalués en fonction des besoins spécifiques puis, dans tous les pays, des cours de formation sont planifiés et mis en œuvre de manière généralisée et transversale, ainsi que des projets pour les familles professionnelles et des initiatives spécialisées pour des activités stratégiques et à haut contenu technique. En référence au scénario global et en particulier aux questions innovantes et stratégiques, comme la digitalisation, la transition énergétique et le changement climatique, Eni organise des cours de formation spécifiques. En 2019, outre les activités de formation, les activités de participation aux thèmes liés au changement climatique ont été organisées par le Président-Directeur Général, afin de sensibiliser davantage l'opinion interne à l'importance de ces sujets. De plus, la méthodologie de « formation en réalité virtuelle » a été consolidée, ce qui permet de dispenser une formation par le biais de systèmes de réalité virtuelle immersifs, tant dans le domaine de l'HSE que du forage.

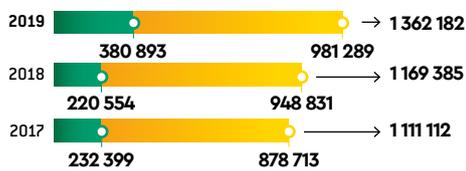
33,4 MIO €

investis dans la formation en 2019

+16,5 %

heures de formation par rapport à 2018

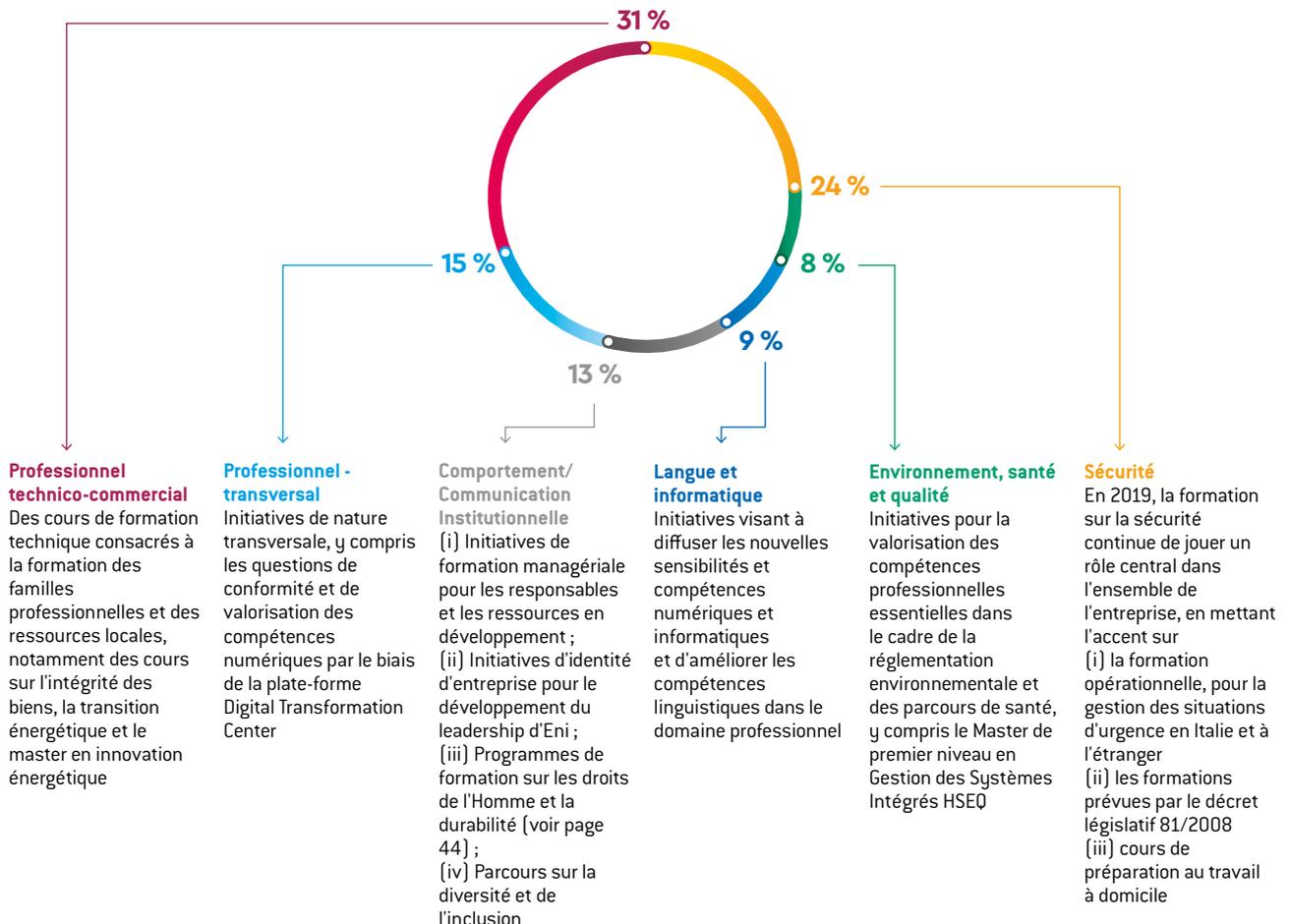
HEURES DE FORMATION



En 2019, grâce aux parcours techniques et de conformité dispensés à distance et à la reprise de la formation en classe, on a constaté une augmentation significative des heures de formation de 16,5 % par rapport à 2018, sans toutefois affecter les dépenses globales de formation, qui sont restées sensiblement stables par rapport à l'année dernière.

■ DANS L'APPRENTISSAGE EN LIGNE ■ EN CLASSE → NOMBRE TOTAL D'HEURES DE FORMATION

PRINCIPALES FORMATIONS PROPOSÉES PAR ENI (Heures de formation par type)



La santé du personnel

Eni considère la protection de la santé comme fondamentale et favorise le bien-être physique, psychologique et social de ses personnes, de leur famille et des communautés des pays où elle opère. L'extrême variabilité des contextes économiques dans lesquels Eni opère, d'un point de vue géographique et climatique, épidémiologique, social, politique et réglementaire, nécessite une actualisation constante des matrices de risques sanitaires et rend particulièrement difficile la garantie de la santé à chaque étape du cycle de vie des projets opérationnels. Pour relever ce défi, Eni a développé une plate-forme opérationnelle spécifique assurant des services à travers la médecine du travail, l'hygiène industrielle, la médecine du voyageur, les soins de santé et l'urgence médicale, ainsi que des initiatives de promotion de la santé pour ses personnes et les communautés.

Principaux objectifs et initiatives de 2019

PROMOTION DE LA SANTÉ

Identification et mise en œuvre d'initiatives de promotion de la santé pour la prévention des maladies dans un but d'information, de communication, de sensibilisation, de prophylaxie par la vaccination, de dépistage des groupes à risque et de prévention des complications des maladies déjà diagnostiquées.

DIGITALISATION DES PROCESSUS

Études de faisabilité, conception fonctionnelle et début du développement d'applications de gestion dans le cadre du projet de digitalisation des processus et des services de santé.

SANTÉ DES COMMUNAUTÉS

La promotion de l'état de santé des populations des pays partenaires est une condition préalable au développement socio-économique, par le biais de la réalisation de programmes spécifiques (voir page 68).

RISQUES PROFESSIONNELS

Processus d'identification, de suivi et de contrôle des risques professionnels, même ceux qui ne sont pas spécifiquement réglementés, comme la médecine du voyageur, en relation avec le processus industriel et la surveillance de la santé.

INTERVENTION EN CAS D'URGENCE SANITAIRE

Accès garanti aux services prévus pour les urgences sanitaires. En 2019, l'application des critères permettant d'intervenir en cas d'urgence sanitaire a été vérifiée, afin d'assurer sa cohérence avec les politiques de l'entreprise.

ACCÈS À L'ASSISTANCE MÉDICALE

Garantir l'application des principes de la médecine du travail et l'accès aux soins primaires dans tous les contextes opérationnels. En 2019, le recensement des structures de santé de l'entreprise et sous contrat s'est poursuivi, pour toutes les unités fonctionnelles, dans l'application gestionnaire dédiée.

205 MIO €

d'investissements dans la santé prévus pour 2023

ENI DANS LA LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS

Dans le contexte de l'urgence sanitaire liée au coronavirus qui a frappé l'Italie et le reste du monde début 2020, Eni a réalisé une série d'interventions dans le domaine médical et social, notamment grâce à son expérience dans les projets de santé dans le monde entier, avec un engagement économique de 35 millions d'euros, y compris des interventions internationales, avec un accent particulier sur l'Afrique. Eni a soutenu plusieurs hôpitaux en Italie qui se sont consacrés au traitement des patients atteints de coronavirus : la Fondazione Policlinico Universitario Agostino Gemelli IRCCS pour la construction de l'hôpital COVID 2 à Rome, avec 130 lits, dont 50 en soins intensifs, et la mise en place d'une unité de premiers secours dédiée, ainsi que la fourniture de technologies avancées pour le diagnostic de la maladie ; l'hôpital IRCCS Luigi Sacco à Milan pour la construction d'un nouveau service d'urgences consacré aux maladies infectieuses ; l'IRCCS Policlinico San Matteo de Pavie pour la construction d'une unité d'isolement de haut niveau pour le service des maladies infectieuses ; l'IRCCS Policlinico di San Donato avec du matériel médical ; l'ASST Bergamo Est et l'hôpital Giovanni XXIII avec du matériel médical (ventilateurs pulmonaires) et des EPI. D'autres hôpitaux des régions Vénétie, Émilie-Romagne, Marches, Basilicate, Pouilles, Sardaigne et Sicile ont également bénéficié d'un soutien sous forme de fourniture de matériel médical pour renforcer la capacité du service de soins intensifs. Enfin, la société a mis son infrastructure de supercalcul (HPC5, voir page 19) et son expertise en modélisation moléculaire au service de la recherche sur le coronavirus, apportant ainsi d'excellents outils et ressources dans la lutte contre l'urgence mondiale.



Eni a alloué 35 millions d'euros à des initiatives de lutte contre le Coronavirus



POUR EN SAVOIR PLUS :

pour toutes les initiatives lancées par Eni pour l'urgence sanitaire, voir eni.com

Sécurité



PARCE QUE C'EST IMPORTANT POUR ENI

Eni est constamment engagée dans la recherche et le développement de toutes les actions nécessaires pour poursuivre son engagement à éliminer la survenance d'accidents. Il s'agit notamment de modèles organisationnels pour la gestion des risques, de formation, développement des compétences et promotion d'une culture de la sécurité, en mettant l'accent sur l'intégrité des infrastructures et la sécurité des processus, ainsi que sur l'application de nouvelles technologies numériques pour contribuer à la sécurité.

Politiques et autres instruments normatifs

Politique « Nos personnes », « L'intégrité dans nos opérations » ; Déclaration d'Eni sur le respect des droits de l'Homme

Outils de gestion

Système de gestion intégré pour l'environnement, la santé et la **sécurité** ; Système de gestion de la **sécurité des processus** ; Plans de préparation et d'intervention **urgences** ; Système de gestion de la **sécurité des produits**

Progrès en 2019 par rapport à 2018

- **Accidents** : -3 % Indice de fréquence des accidents totaux enregistrables (TRIR) par rapport à 2018
- **Consolidation de la culture de la sécurité** : diffusion de la campagne « Safety starts @ office » et la mise en œuvre du programme « Safe 360° »
- **Sécurité professionnelle, des processus et intégrité** : consolidation du programme de culture de la sécurité ; révision des normes de sécurité des processus conformément aux bonnes pratiques internationales et réalisation d'audits en Italie et à l'étranger ; création d'un groupe interne d'auditeurs de sécurité des processus d'Eni

Objectifs

- **Consolider la culture de la sécurité** : développement et mise en œuvre d'un modèle Eni pour l'analyse et le contrôle des barrières humaines et des activités de coaching sur la sécurité comportementale
- **Sécurité professionnelle, des processus et intégrité** : remise à zéro de la survenue des accidents ; extension des initiatives de sécurité numérique, nouvelles technologies numériques au service de la santé et de la sécurité des travailleurs ; définition et diffusion de règles d'or sur la sécurité des processus et l'intégrité des infrastructures qui mettent en évidence les comportements permettant de prévenir les accidents majeurs



POUR EN SAVOIR PLUS :

Eni for 2019 - Performances en matière de durabilité (page 18) ; site eni.com ; Rapport sur la politique de rémunération et les indemnités versées en 2020 (page 10)

« Il est vital d'être constamment attentif dans notre comportement, dans toutes nos activités, surtout celles de routine, de ne jamais rien prendre pour acquis, car nous avons appris que même une seule inattention peut avoir des effets qui annulent tous les efforts déployés »
Claudio Descalzi, PDG d'Eni

Indices d'accidents et actions d'intervention

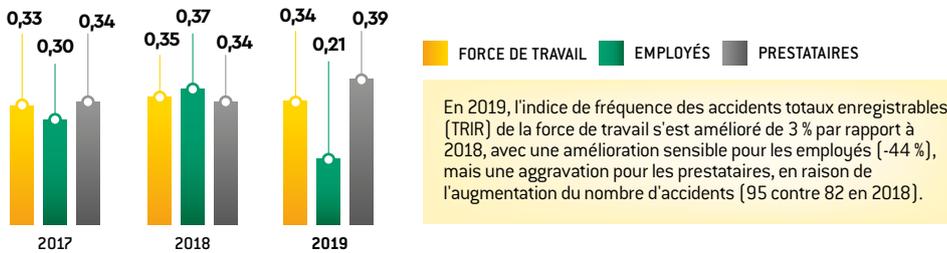
En 2019, l'indice de fréquence des accidents totaux enregistrables (TRIR) de la force de travail s'est amélioré de 3 % par rapport à 2018, mais trois accidents mortels se sont produits en amont, impliquant un employé en Italie en mars 2019, sur la plate-forme Barbara F. au large d'Ancône et deux prestataires de services touchés par des objets en Égypte. L'identification et l'analyse des causes qui ont provoqué les accidents en 2019 ont permis d'identifier les actions suivantes visant à éviter que de tels événements se reproduisent :

- renforcement du **leadership et de l'engagement de la direction** en matière de HSE ;
- mise en œuvre d'un **programme visant à renforcer les comportements sûrs** par la diffusion et le partage des enseignements tirés et la mise en œuvre du programme « Safe 360° » afin d'agir sur le comportement des travailleurs ;
- consolidation des connaissances et de l'application des **Règles d'or de la sécurité Eni** ;
- élaboration et mise en œuvre du « **Pacte de sécurité** », en particulier à l'étranger, afin de renforcer l'engagement et l'implication des prestataires de services sur les questions de sécurité.

Dans ce contexte, Eni a également poursuivi son engagement en faveur de la consolidation du Severity Incident Rate (SIR), un indice interne qui prend en compte le niveau de gravité des accidents, et du Safety Culture Programme (SCP), un indicateur de la gestion préventive de la sécurité. En particulier,

Le SIR est utilisé dans le plan d'incitation à court terme du PDG et des dirigeants ayant des responsabilités stratégiques, afin de concentrer l'engagement d'Eni sur la réduction des accidents les plus graves (pour plus de détails, voir le [Rapport sur la politique de rémunération et les indemnités versées en 2020](#)).

INDICE DE FRÉQUENCE DES ACCIDENTS TOTAUX ENREGISTRABLES (TRIR)
(Accidents enregistrables/heures travaillées) X 1 000 000



Taux d'incidence de la gravité (SIR) dans le plan d'incitation à court terme du PDG

TRIR DE LA FORCE DE TRAVAIL
0,34
en 2019
-3 % par rapport à 2018
-52 % par rapport à 2014

Culture de la Sécurité

Eni s'est toujours engagée dans la diffusion continue de la culture de la sécurité en tant qu'élément essentiel de ses activités, à travers des projets qui promeuvent les comportements sûrs dans tous les domaines du travail et de la vie en général. L'objectif est de motiver la sécurité pour que chacun soit un leader dans le domaine de la sécurité lorsqu'il exerce son travail, en donnant l'exemple grâce à l'engagement de la direction.

Principales initiatives visant à renforcer la culture de la sécurité entre les employés et les prestataires de services en 2019

ATELIER SUR LA SÉCURITÉ DES PRODUITS
Atelier sur les règlements REACH^(a) et CLP^(b) afin d'approfondir la connaissance des normes européennes sur les produits chimiques, en renforçant la prise de conscience des responsabilités et l'accomplissement des tâches des rôles organisationnels.

SAFETY STARTS @ OFFICE
De nouveaux clips vidéo pour sensibiliser aux comportements vertueux et sûrs au bureau et dans les services de direction.

IO VIVO SICURO
Journées de partage entre employés et entrepreneurs, sur la mise en place et l'expérimentation d'un cours de formation modulaire dans les domaines de la sécurité routière, de l'habitat et des loisirs.

INSIDE LESSON LEARNED
Diffusion des enseignements tirés à la suite d'accidents dans lesquels le bon *modus operandi* expliqué, selon les règles d'or de la sécurité d'Eni.

(a) Règlement (CE) 1907/2006 « Enregistrement, évaluation, autorisation des substances chimiques » publié le 30/12/2006 dans le domaine de la sécurité des produits.
(b) Règlement (CE) n°1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges.

LES NOUVELLES TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES AU SERVICE DE LA SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS

Dans le cadre de l'initiative Smart Safety, Eni a créé un système d'information composé d'une série d'équipements de protection individuelle (EPI) détectés qui, grâce à un réseau intelligent, peuvent activer des en temps réel des avertissements adressés au travailleur et à une console de surveillance, afin de signaler des situations potentiellement dangereuses ou d'urgence. Les nouvelles technologies numériques dans le domaine de la sécurité sont les piliers de la stratégie et de l'engagement de toute l'entreprise dans le processus d'innovation. Enfin, les sessions de formation et d'éducation des opérateurs sur les scénarios de sécurité se poursuivent, soutenues par des systèmes de réalité virtuelle immersive qui permettent de reproduire l'environnement réel avec des effets visuels et sonores, garantissant ainsi que les opérations effectuées par l'utilisateur sont aussi fidèles à la réalité que possible.



8.8 Protéger les droits du travail et promouvoir un environnement de travail sûr

POUR EN SAVOIR PLUS : voir la vidéo [Plate-forme opérateurs intelligente](#)

L'intégrité des infrastructures garantit la protection des personnes, de l'environnement et la continuité des activités

Intégrité des infrastructures

Le système d'intégrité des infrastructures veille à ce que celles-ci soient utilisées de façon efficace et performante pour la protection des personnes, de l'environnement et de la continuité opérationnelle. Le système de gestion de l'intégrité des infrastructures se développe tout au long de la durée de vie de l'infrastructure, de la phase initiale de conception (Design Integrity), à l'approvisionnement, la construction, l'installation et les essais (Technical Integrity), jusqu'à la gestion opérationnelle et à la désaffectation (Operating Integrity). En 2019, Eni a lancé des initiatives visant à promouvoir davantage la culture de l'intégrité des infrastructures selon une approche transversale et généralisée. À cet égard, la Journée de l'intégrité des infrastructures a eu lieu en janvier 2019, au cours de laquelle le programme de formation « La culture de l'intégrité des infrastructures » a été lancé, qui touche l'ensemble de la population Eni concernée par le sujet. De plus, les unités techniques concernées ont assuré le suivi de tous les aspects de l'intégrité des infrastructures tout au long de la chaîne d'activité, notamment par le développement de projets de recherche visant à l'utilisation de nouvelles technologies.



SUIVI DE L'INTÉGRITÉ DE NOS PIPELINES : E-SPLORA

La vérification périodique de l'intégrité interne des pipelines et de leur propreté sont des activités essentielles pour assurer la sécurité et la fiabilité des infrastructures dans le temps, qu'ils soient neufs ou plus anciens. Cependant, l'utilisation d'outils d'inspection ou de nettoyage (dits PIG) présente parfois des risques opérationnels en présence de grands dépôts internes. Afin de garantir et d'optimiser ces activités de maintenance, Eni a développé l'ensemble technologique e-splora qui, grâce à l'utilisation de techniques acoustiques et de capteurs miniaturisés, peut détecter la présence d'anomalies à l'intérieur du pipeline avec un risque minimum. Le système, applicable à la majorité des PIG couramment utilisés, est désormais devenu la norme : rien qu'en 2019, plus de 600 kilomètres de pipelines terrestres et offshore ont été inspectés en Italie (Val D'Agri, Sicile et Abruzzes), au Congo, au Mexique et au Nigeria. D'ici 2020, une version qui permettra de vérifier l'intégrité des pipelines actuellement non inspectables sera disponible, avec l'ajout de nouvelles fonctionnalités telles que le rapport de position GPS/GSM en cas d'éventuelles effractions, et un nouvel outil qui permettra de détecter plus précisément les déformations à l'intérieur des conduites (dépôts, excavations).



Nouveau capteur avec fonctionnalité GPS et GSM développé par Eni dans le cadre de l'ensemble des technologies e-splora

Sécurité des procédés

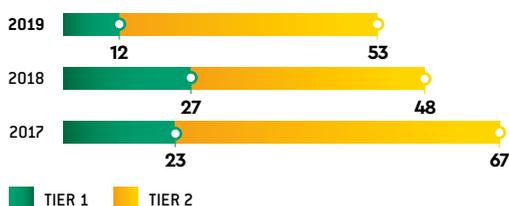
Eni a élaboré et mis en œuvre un **système de gestion de la sécurité des procédés**, suivi par le biais d'audits dédiés, dans le but de prévenir et de maîtriser les rejets incontrôlés de substances dangereuses susceptibles d'évoluer vers des accidents majeurs, préservant ainsi la sécurité des personnes, l'environnement et les infrastructures. La surveillance de ces rejets (les Process Safety Events de niveau 1 et 220) au cours des dernières années a permis de relever une tendance à la baisse et une amélioration constante.

En 2019, Eni a participé à un groupe de travail de l'EPSC (European Process Safety Center) qui, notamment par le biais d'une table technique interne, a conduit à la définition des règles fondamentales pour la sécurité des procédés d'Eni, les fondements de la sécurité des procédés (PSF) d'Eni, dont les principaux objectifs sont :

- réduire les rejets (pertes de confinement) des équipements de procédé au fil du temps ;
- fournir au personnel de première ligne des règles pratiques et facilement applicables pour l'exploitation de la centrale ;
- encourager une culture positive d'attention aux questions de sécurité des processus et d'intégrité des infrastructures ;
- accroître la sensibilisation et la compétence du personnel opérationnel.

La phase de diffusion du FSP a commencé sur les trois premiers sites pilotes, et en 2020 la campagne de diffusion sera étendue à tous les sites Eni en Italie et à l'étranger.

NOMBRE D'ÉVÉNEMENTS LIÉS À LA SÉCURITÉ DES PROCÉDÉS



La tendance du nombre d'événements liés à la sécurité des procédés est en constante amélioration, tant au tier 1 qu'au tier 2. Les tier 1 et 2 indiquent la gravité des conséquences (des plus graves aux moins graves) en termes de quantités de substances dangereuses rejetées et de dommages causés aux personnes.

Préparation et intervention en cas d'urgence

Les procédures d'intervention en cas d'urgence sont constamment testées lors d'exercices nécessaires à la préparation aux situations d'urgence, en expérimentant la capacité d'intervention en termes de plans, ressources, moyens et matériaux et en identifiant les actions correctives appropriées. Les principaux exercices coordonnés au niveau central ont été effectués à la raffinerie de Livourne, à l'usine Versalis de Porto Torres et à la filiale étrangère Eni Congo. En outre, l'analyse de la réponse aux situations d'urgence réelles et des événements d'alerte précoce (événements non générateurs d'urgence mais détectables de l'extérieur) ainsi qu'aux événements résultant de causes naturelles, a été renforcée. À cet égard, la culture du risque naturel a été renforcée par la tenue d'un atelier sur les alertes hydrologiques et météorologiques.

Plus de **4 500**

exercices gérés
en 2019



Exercice national sur
le risque volcanique
« ExeFlegrei19 »

EXERCICE NATIONAL CHAMPS PHLEGRÉENS

Toujours en 2019, la collaboration avec le département de la protection civile s'est poursuivie, avec laquelle Eni a entrepris de sensibiliser davantage aux risques naturels auxquels sont exposés ses personnes et ses infrastructures, et d'affiner sa capacité à se préparer et à répondre aux situations d'urgence déclenchées par des phénomènes naturels. En octobre 2019, la « Semaine nationale de la protection civile » a été instituée par une directive du Président du Conseil des ministres afin de diffuser la connaissance et la culture de la protection civile sur le territoire national et de promouvoir l'adoption de comportements conscients et de mesures d'autoprotection parmi les citoyens. L'exercice national sur le risque volcanique « ExeFlegrei19 » s'est tenu à cette occasion, dans lequel le département et la région Campanie, pour tester les activités de planification de la protection civile en matière de risque volcanique, ont impliqué les municipalités de la zone rouge des Champs Phlégréens, les secteurs régionaux (secteur de la santé, de la mobilité et du transport) et les structures et institutions impliquées dans la planification nationale. Eni a participé activement à toutes les phases du test, avec des ressources, des moyens et des équipements réellement déployés sur le terrain, car elle est fortement présente avec ses activités dans les régions napolitaines des Champs Phlégréens et du Vésuve.

La collaboration entre
Eni et le département
de la protection civile
s'est poursuivie en
2019



11.5 Réduire les effets néfastes des catastrophes

Environnement



PARCE QUE C'EST IMPORTANT POUR ENI

La protection de l'environnement, basée sur des critères de prévention, de protection, d'information et de participation, est une composante essentielle du mode de fonctionnement d'Eni, en particulier l'utilisation efficace des ressources naturelles, la réduction des déversements de pétrole, la gestion des déchets et la gestion des activités en interaction cohérente avec la biodiversité et les services écosystémiques. Sur le plan stratégique, l'intégration est toujours plus active entre les possibilités offertes par les activités d'assainissement et celles découlant de la mise en œuvre de projets de conversion et de requalification. En outre, Eni s'est engagée à stimuler la sensibilisation à l'environnement tout au long de la chaîne d'approvisionnement, en encourageant les choix visant à réduire l'impact de ses activités sur l'environnement, y compris dans l'acquisition de biens et de services dans l'ensemble de l'entreprise.

Politiques et autres instruments normatifs

Politique « Le Développement Durable » ; « L'intégrité dans nos opérations » ; « Politique Eni sur la biodiversité et les services écosystémiques » ; « Engagement d'Eni à ne pas mener d'activités d'exploration et de développement dans les sites du patrimoine mondial de l'UNESCO » ; « Orientation d'Eni vers l'approvisionnement vert »

Outils de gestion

Système intégré de gestion de l'environnement, santé et la sécurité : adopté dans toutes les usines et unités de production et certifié conformément à la norme ISO 14001:2015 pour la gestion de l'environnement

Progrès en 2019 par rapport à 2018

- **Eau** : diminution de 10 % du total des prélèvements d'eau par rapport à 2018 (+10 % de prélèvements d'eau douce)
- **Eau de production réinjectée** : 58 % par rapport à 60 % en 2018
- + 7,5 % d'**eaux souterraines traitées par TAF** et utilisées dans le cycle de production ou réinjectées dans la nappe phréatique par rapport à 2018 (5,1 millions de m³ en 2019)
- **Déversements opérationnels d'hydrocarbures** : -61 % des barils déversés par rapport à 2018
- **Déchets** : diminution de 15 % des déchets produits par rapport à 2018
- **Biodiversité** : formalisation de l'engagement à ne pas mener d'activités d'exploration et de développement dans les sites naturels du patrimoine mondial de l'UNESCO

Objectifs

- **Eau de production réinjectée** : un taux de réinjection de 71 % devrait être atteint d'ici 2023
- Atteindre en 2020 une part de 5,4 millions de m³ d'**eaux souterraines traitées par TAF** et utilisées dans le cycle de production ou réinjectées dans la nappe phréatique
- **Déversements de pétrole** : extension du système e-vpms[®] pour la détection d'activités à proximité des oléoducs et expérimentation « pilote » TPI¹¹
- **Déchets** : augmentation de la part des déchets destinés à être récupérés
- **Biodiversité** : extension de la cartographie des risques pour la biodiversité aux pipelines R&M



POUR EN SAVOIR PLUS : [Eni for 2019 - Performances en matière de durabilité \(pages 19-24\)](#) ; [site eni.com](#) ; [Questionnaire CDP sur la sécurité de l'eau 2019](#) ; [Politique d'Eni sur la biodiversité et les services écosystémiques](#) ; [Engagement d'Eni à ne pas mener d'activités d'exploration et de développement dans les sites naturels du patrimoine mondial de l'UNESCO](#)

UTILISATION DE L'EAU DOUCE PAR SECTEUR

76 % Raffinerie et chimie	10 % Production d'électricité
8 % Exploration & Production	6 % Autres activités et usages civils

Utilisation efficace de l'eau

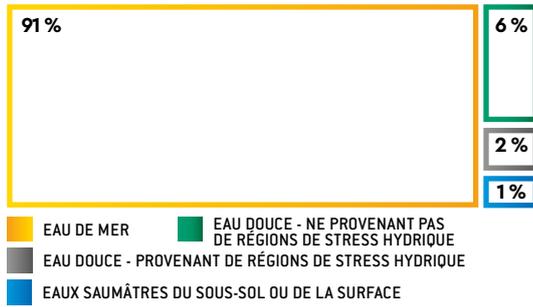
Eni promeut une gestion efficace de l'eau par le biais d'actions visant à atténuer les risques liés à l'eau, en particulier dans les zones soumises à un stress hydrique, où en 2019 les initiatives visant à réduire les prélèvements d'eau douce se sont poursuivies et dans le secteur upstream des projets d'accès à l'eau. Dans des régions de stress hydrique, Eni effectue chaque année la cartographie et le suivi du risque hydrique et des scénarios de sécheresse, afin de définir des actions à moyen et long terme visant à prévenir et atténuer les effets des changements climatiques¹².

En 2019, les efforts se sont poursuivis pour réutiliser les eaux souterraines contaminées et traitées à des fins civiles ou industrielles, ainsi que pour permettre l'accès à l'eau potable aux communautés locales où, notamment au Nigeria, un accord a été signé avec la FAO pour la construction de puits d'eau potable (voir pages 57 et 60 pour plus d'informations). En outre, Eni exige des informations sur son processus de gestion de l'eau dans les processus de qualification des nouveaux fournisseurs.

11) e-vpms : Eni Vibroacoustic Pipeline Monitoring System ; TPI : Third Party Intrusion.

12) L'analyse est effectuée à l'aide d'[Aquaduc](#), un outil développé par le World Resources Institute et reconnu internationalement comme une référence pour l'identification des conditions de stress hydrique.

PRÉLÈVEMENTS D'EAU
(% par source)



Seule une petite partie des prélèvements d'eau d'Eni provient de sources d'eau douce (8 %) et plus de 76 % de ces prélèvements peuvent être attribués aux activités de raffinage et de chimie, 10 % aux activités la production d'électricité et seulement 8 % aux activités d'exploration et de production d'hydrocarbures (autres activités et usages civils 6 %). Il ressort de l'analyse du niveau de stress des bassins hydrographiques et des analyses approfondies effectuées au niveau local que les prélèvements d'eau douce dans les zones de stress représentent moins de 2 % du total des prélèvements d'eau d'Eni.

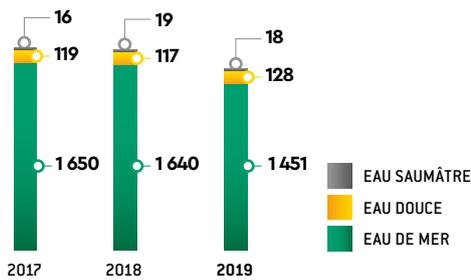
8 %
Part des prélèvements d'eau d'Eni provenant d'eau douce

< 2 %
Part des prélèvements d'eau d'Eni dans des zones de stress hydrique

En avril 2019 Eni, première dans le secteur du pétrole et du gaz, a rejoint le **CEO Water Mandate**, une initiative spéciale des Nations Unies par laquelle elle s'engage à améliorer la gestion des ressources en eau sous tous ses aspects, tant sur le plan opérationnel que par l'utilisation de technologies innovantes, l'intégration avec le territoire et la transparence. Conformément aux objectifs du CEO Water Mandate, des études sont en cours et des projets visant à une gestion intégrée de l'eau au niveau territorial seront lancés. En termes de transparence, toujours en 2019, Eni a donné une réponse publique au questionnaire du CDP sur la sécurité de l'eau, obtenant le score A-, et a été reconnue comme un leader dans la gestion des ressources en eau. Ce résultat est supérieur à la moyenne du secteur de score B.



TOTAL DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU
(mio m³)



En 2019, les prélèvements d'eau de mer ont été réduits de 12 % en raison de la réduction de la raffinerie de Gela et des usines pétrochimiques de Priolo, Brindisi et Porto Marghera, ainsi que de la cessation des activités des navires de transport de GNL. Les prélèvements d'eau douce ont augmenté de 10 %, en raison de l'installation que l'entreprise pétrochimique de Mantoue a dû conserver pendant l'arrêt pour l'entretien des tours de refroidissement et les essais des systèmes de lutte contre l'incendie de la raffinerie de Sannazzaro.

10 %
Réduction du total des prélèvements d'eau

89 %
Réutilisation de l'eau douce

PORTO TORRES ET LA VALORISATION DES RESSOURCES EN EAU

La stratégie d'Eni pour la récupération et la valorisation des ressources naturelles prend également la forme d'une gestion efficace de l'eau. L'entreprise environnementale Eni Rewind est en effet engagée dans le traitement des eaux par le biais de 43 stations en Italie, pour une capacité totale de 31 millions de m³/an, et elle favorise sa réutilisation pour un usage industriel. En 2019, 5,1 millions de m³ d'eaux traitées ont été principalement réutilisés. Les stations d'épuration des eaux sont alignées sur les meilleures technologies disponibles et sont soumises à des plans de surveillance stricts qui garantissent le respect total de la qualité des rejets et des émissions dans l'atmosphère, en grande partie dans les limites d'autorisation prévues par la réglementation. Sur le site de Porto Torres par exemple, une barrière a été construite pour l'assainissement de la nappe phréatique sur 10 km ; elle comprend 103 puits qui puisent l'eau, qui est ensuite traitée dans 5 stations d'une capacité totale de 340 m³/heure (2,5 millions de m³/an). Une partie de celle-ci, correspondant à 750 000 m³ en 2019, est ensuite envoyée dans des usines d'osmose inverse pour la production d'eau déminéralisée, puis réutilisée dans les usines de Versalis, ce qui permet de valoriser la ressource et de réduire son prélèvement dans la nature. La technologie e-hyrec, brevetée par Eni Rewind, est également appliquée à Porto Torres. Le dispositif automatique, placé à l'intérieur des puits, permet de séparer de façon sélective la phase aqueuse de la phase huileuse, en ne récupérant que la part d'hydrocarbures sans extraction d'eau - alors que les systèmes traditionnels prélèvent une part prépondérante d'eau (70 à 80 % environ), ce qui comporte une amélioration en termes d'efficacité et d'efficience de l'assainissement des eaux souterraines.

En 2019, 5,1 millions de m³ d'eaux traitées ont été principalement réutilisés



6.3 Améliorer la qualité de l'eau, le traitement des eaux usées et leur réutilisation en toute sécurité



POUR EN SAVOIR PLUS :
[voir eni.com](http://voir.eni.com)

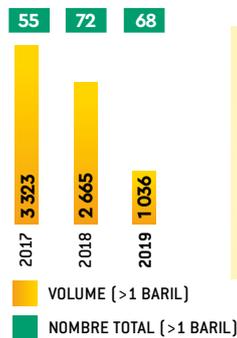
-61 %

Déversements dus à des fuites de pétrole par rapport à 2018

Gestion des déversements d'hydrocarbures

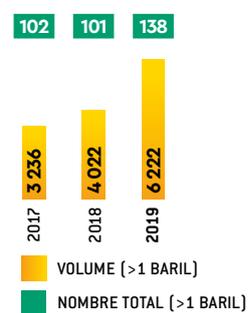
Eni s'engage au quotidien à gérer les risques liés aux déversements d'hydrocarbures en Italie et à l'étranger, à travers des actions de plus en plus intégrées sur tous les plans d'intervention, des aspects administratifs aux aspects techniques de prévention, contrôle et qualité/rapidité/efficacité. Les impacts sur l'environnement des actes de sabotage sont surveillés et contrôlés par des actions de « nettoyage » précédées et suivies d'inspections conjointes avec les autorités compétentes et de projets d'assainissement et de restauration. En Italie, l'installation du système e-vpms® (Eni Vibroacoustic Pipeline Monitoring System - système propriétaire de surveillance des pipelines) et d'autres initiatives au cours des dernières années ont permis de réduire à zéro le nombre de cas d'effraction et de réduire les cas opérationnels ; pour deux oléoducs italiens, l'expérimentation se poursuit avec le système TPI (Third Party Intrusion) afin de détecter les activités à proximité des oléoducs (comme les excavations ou le passage de véhicules) et de pouvoir intervenir avant l'effraction.

DÉVERSEMENT OPÉRATIONNELS D'HYDROCARBURES



Le nombre total de barils qui se sont déversés à la suite des déversements d'hydrocarbures opérationnels a diminué de 61 % par rapport à 2018, grâce à des réductions importantes en Italie et au Nigeria.

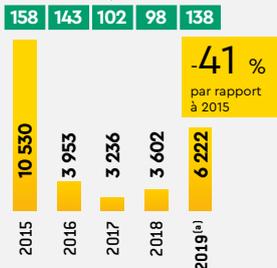
DÉVERSEMENTS D'HYDROCARBURES DUS AU SABOTAGE (y compris les vols)



Les événements et les volumes dus au sabotage ont augmenté par rapport à 2018 et ont eu lieu exclusivement au Nigeria (voir encadré).

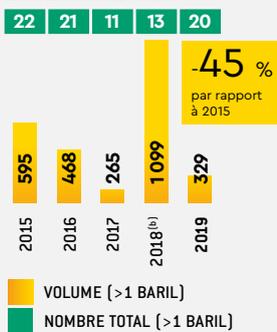


DÉVERSEMENTS D'HYDROCARBURES DUS AU SABOTAGE (y compris le vol)



41 %
par rapport à 2015

DÉVERSEMENT OPÉRATIONNELS D'HYDROCARBURES



45 %
par rapport à 2015

a) Augmentation des sabotages pendant la période électorale.

(b) Il convient de noter que 4 événements ont provoqué un déversement de plus de 200 barils chacun.

DÉVERSEMENTS D'HYDROCARBURES AU NIGERIA

Ces dernières années, les installations d'Eni au Nigeria (puits, conduites d'écoulement et pipelines couvrant environ 3 000 km) ont été la cible d'activités illégales qui ont provoqué des pertes importantes. En 2019 par exemple, le nombre de déversements de pétrole a augmenté par rapport à l'année précédente, montrant que bien plus de 90 % des déversements ont été causés par des actes de sabotage. On peut supposer que la cause de cette augmentation est à attribuer aux tensions sociales et au climat d'insécurité accrue pendant la période électorale de 2019. En réponse, Eni a développé une stratégie intégrée afin de prévenir, réduire, contenir ces événements et pallier aux impacts ; au Nigeria, l'objectif « zéro déversement de pétrole » a été lancé à travers une série d'actions :

- prévention par l'intégrité des infrastructures, la maintenance et l'application de techniques de détection précoce des fuites, des dommages ou des effractions à proximité des oléoducs, réduisant les temps de réponse et les déversements (e-vpms® et SSPS - Safety Security Pipeline System) ;
- intensification des activités de surveillance, tant aériennes qu'avec l'aide des communautés locales ;
- confinement et récupération des déversements grâce à un système de suivi des fuites, avec localisation géo-référencée des points de sabotage, et une technologie personnalisée pour la réparation rapide du pipeline ;
- promotion de projets de développement local, avec la participation des parties prenantes ;
- campagne de sensibilisation destinée aux communautés locales et institutions afin de sensibiliser aux dangers du sabotage des infrastructures pétrolières.

Ces initiatives ont permis de planifier des actions et des stratégies visant à la récupération des hydrocarbures et de réduire au fil du temps le nombre et surtout le volume des déversements. En particulier, une réduction de 45 % des volumes de déversements d'hydrocarbures en exploitation et une réduction de 41 % des volumes de sabotage ont été enregistrées par rapport à 2015. Dans le même temps, en 2019, 36 % des déversements d'hydrocarbures dus au sabotage et 70 % des déversements opérationnels ont été récupérés, avec une augmentation des pourcentages récupérés par rapport à 2018 (où 33 % et 6 % ont été récupérés respectivement) et, surtout, à 2015 (avec une augmentation par rapport à 2019 de 44 % et 160 % respectivement).



POUR EN SAVOIR PLUS : Site [NAQC](#), entreprise Eni au Nigeria, avec des données constamment mises à jour. Pour cette raison, de petits écarts ont pu être constatés par rapport à ce qui est rapporté dans ce document, où les données rapportées se réfèrent en revanche au 31 décembre 2019

Économie circulaire et déchets

La transition vers une économie circulaire représente une réponse aux défis environnementaux actuels, en remplaçant le modèle classique d'économie linéaire par une approche régénérative basée sur la synergie et la symbiose industrielle et associée à une révision, par l'écoconception, des processus de production et de la gestion des infrastructures. Ce processus est réalisé en réduisant le prélèvement de ressources naturelles au profit de matériaux provenant de sources renouvelables (ou de déchets de processus de production), en réduisant et en valorisant les déchets (déchets, émissions, rejets) par des actions de recyclage ou de récupération, et en prolongeant la durée de vie utile des produits et des infrastructures par des actions de réutilisation ou de reconversion. Eni a désigné l'organisme de certification tiers Certiquality, qui s'est appuyé sur la collaboration de la Scuola Superiore Sant'Anna de Pise pour le développement et la validation d'un modèle d'évaluation quali-quantitative de la circularité du site d'exploitation. De plus, depuis 2017 Eni effectue des analyses de circularité spécifiques aux sites afin de cartographier les éléments de circularité déjà présents et d'identifier les améliorations possibles. En 2019, 4 analyses de ce type ont été effectuées sur des sites de la société.

Les actions identifiées à travers les analyses de circularité

SITE MULTI-ENTREPRISES DE BRINDISI

Un système photovoltaïque flottant pour la production d'énergie est en cours de conception ; il est également prévu d'utiliser l'eau du TAF^(a) dans la nouvelle usine à membrane pour la production d'eau déminéralisée, ce qui permettra de réduire plus encore l'utilisation d'eau de mer.

DÉPÔT DE RHO

Possibilité de collecter l'eau de pluie et de la réutiliser dans le réseau de lutte contre les incendies, remplaçant ainsi les eaux souterraines des puits.

BUREAUX À BOLGIANO

Des technologies à économie d'énergie, comme les fenêtres intelligentes et les panneaux solaires organiques, sont utilisées dans les bureaux.

RAFFINERIE DE TARENTE

Possibilité d'optimiser l'installation de réutilisation de l'eau pour réduire davantage le prélèvement d'eau de puits et le rejet d'eau de traitement dans la mer, ainsi que pour réutiliser les boues séparées par le traitement des eaux usées au lieu de les éliminer.

(a) TAF : traitement des eaux souterraines.

En 2019, 4 analyses de circularité ont été réalisées sur les sites multi-entreprises d'Eni



Une nouvelle vie pour les déchets organiques. La première usine pilote de conversion des déchets en carburant à Gela

WASTE-TO-FUEL : UNE NOUVELLE VIE POUR LES DÉCHETS

Eni a développé la technologie propriétaire Waste to Fuel (W2F) pour la transformation de FORSU (Fraction organique des déchets solides urbains) en bio-pétrole (jusqu'à 16 % de la charge entrante) avec récupération de l'eau contenue dans les déchets organiques (entre 60 et 80 %). Le biopétrole peut être utilisé pour le transport maritime, étant donné sa faible teneur en soufre, ou contribuer à la production de biocarburants avancés, tandis que l'eau récupérée peut être utilisée à des fins industrielles. Eni Rewind s'est engagée à développer des usines, à commencer par l'usine pilote opérant près de la raffinerie de Gela qui a fourni en 2019 les éléments nécessaires à l'applicabilité de la technologie à l'échelle industrielle. Comme prévu dans le protocole d'accord signé par Eni et Cassa Depositi e Prestiti (CDP) le 12 mars 2019, Eni Rewind, en joint-venture avec CDP, développera et exploitera les installations industrielles en Italie. Le premier projet est prévu à Porto Marghera en collaboration avec Veritas, la société de services publics de Venise, conformément au protocole d'accord (mars 2019). L'usine, qui sera construite dans une zone réhabilitée, aura une capacité de traitement allant jusqu'à 150 000 tonnes par an.



La technologie Waste to Fuel répond aux exigences de l'économie circulaire car elle réduit l'utilisation de matières premières dans la production d'énergie et réutilise les déchets de la société urbaine



POUR EN SAVOIR PLUS :

pour plus d'informations sur la technologie Eni au service de la gestion durable des déchets, voir eni.com

En 2019, elle a officialisé l'engagement de ne pas mener d'activités d'exploration et de développement dans les sites naturels inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO

Biodiversité

Eni opère dans de multiples contextes environnementaux à travers le monde, caractérisés par des sensibilités écologiques différentes et des régimes réglementaires différents. **La gestion de la biodiversité et des services écosystémiques (BES)** est un élément clé des stratégies environnementales et des pratiques de gestion opérationnelle. Comme l'établit la [Politique BES](#) Eni veille à ce que les interrelations entre les aspects environnementaux tels que la biodiversité, les services écosystémiques, le changement climatique, la gestion de l'eau et les questions sociales de développement durable des communautés locales, soient identifiées et gérées correctement. Eni, en collaboration avec des partenaires scientifiques internationaux, évalue les risques dus à la complexité de chaque projet et à la valeur de l'environnement naturel et du contexte social local ; par l'application de la Hiérarchie d'atténuation, la priorité est accordée aux mesures d'atténuation préventives, en contrôlant leur efficacité et en adaptant l'approche de gestion en fonction des résultats observés. En octobre 2019, Eni a annoncé **son engagement formel de ne pas mener d'activités d'exploration et de développement dans les sites naturels** figurant dans la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO (au 31 mai 2019 ; pour plus d'informations, voir le site [eni.com](#)). L'annonce donne une reconnaissance officielle à une politique qu'Eni suit déjà dans ses opérations et représente une nouvelle étape sur le chemin de transformation de l'entreprise. En partant de son modèle d'entreprise, Eni réaffirme à la fois son approche de la conservation de l'environnement naturel dans toutes les zones de grande valeur en termes de biodiversité et la promotion de bonnes pratiques de gestion dans les coentreprises où Eni n'est pas un opérateur.



ENTRETIEN AVEC PIPPA HOWARD

Fauna & Flora International (FFI) travaille avec Eni depuis 2003 pour identifier les risques pour la biodiversité et les services écosystémiques (BES) dans les activités d'exploration et de production à l'échelle mondiale ; elle a travaillé directement à des projets onshore et offshore de plus de 14 filiales dans toutes les régions géographiques et a contribué au développement de pratiques de gestion des BES upstream d'Eni.

Quelle est la valeur ajoutée de la coopération entre Eni et FFI ? Pourquoi peut-elle générer des bénéfices pour les deux ?

Le temps passé sur le terrain est inestimable, avec un extraordinaire transfert et partage des connaissances entre les équipes des deux parties. FFI a beaucoup appris sur les systèmes de gestion HSE de l'entreprise, les phases du cycle opérationnel et les activités de l'industrie du pétrole et du gaz, tandis qu'Eni a acquis des connaissances sur la complexité de la biodiversité et des écosystèmes et leur pertinence pour la durabilité sociale et environnementale des contextes dans lesquels elle opère. Notre partenariat anticipe et évite les risques liés aux impacts et à la dépendance des activités de l'environnement naturel et des ressources qu'il fournit. Nous sommes fiers qu'Eni, leader parmi les sociétés pétrolières et gazières dans la gestion de la question des BES, continue à mettre l'accent sur le travail accompli dans le cadre de notre partenariat.

D'après votre expérience avec Eni, quels ont été les défis dans la mise en œuvre des projets de biodiversité jusqu'à présent et les plus grandes satisfactions ?

Notre volonté de collaborer avec Eni peut implicitement soutenir la mise en œuvre de projets dans des domaines importants pour la conservation de la biodiversité à l'échelle mondiale. Cependant, la priorité de la FFI est de minimiser leur impact et d'assurer l'application systématique de mesures d'atténuation appropriées dans les situations où le développement est inévitable. Nous sommes sur la bonne voie pour obtenir un impact net positif et le succès des prochaines décennies récompensera nos efforts. Parmi les activités les plus récentes, nous avons fourni un outil SIG basé sur le Web, innovant et personnalisé, qui permet d'analyser rapidement les questions sensibles en termes de BES dans le contexte des opérations dans le Golfe du Mexique. Nous avons également aidé Eni en Égypte, pour l'élaboration de plans de gestion clairs pour les projets du Zohr et du delta du Nil. Nous sommes fiers d'avoir participé activement au développement de l'engagement d'Eni pour la conservation de la biodiversité, en soutenant l'application de la hiérarchie de l'atténuation dans la prise de décision des projets et, en particulier, en officialisant l'engagement « No Go » d'Eni à l'égard des sites du patrimoine mondial de l'UNESCO.

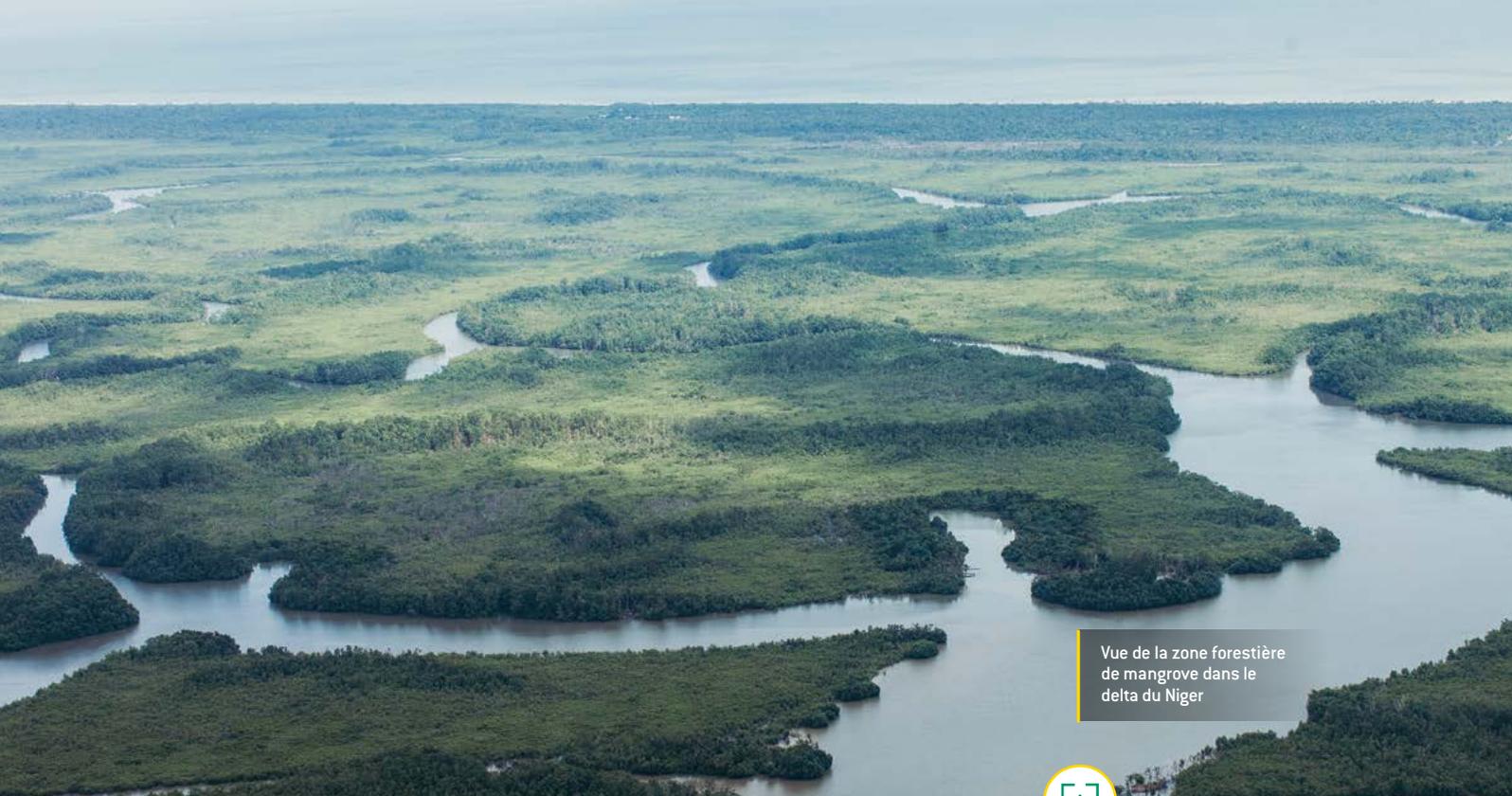


Pippa Howard

Directrice du programme « Business & Biodiversity » de Fauna & Flora International. Elle collabore avec l'équipe Eni depuis qu'elle travaille chez FFI, depuis 2008

POUR EN SAVOIR PLUS :
pour l'interview complète,
voir [eni.com](#)





Vue de la zone forestière de mangrove dans le delta du Niger



RESTAURATION ÉCOLOGIQUE DE LA FORÊT DE MANGROVE DANS LE DELTA DU NIGER

Le contexte

Le delta du Niger, au sud du Nigeria, est le plus grand delta de fleuve en Afrique et le troisième au monde. Il soutient la pêche artisanale, une source essentielle de subsistance pour les communautés locales. Les mangroves du delta du Niger ont longtemps été soumises à des pressions anthropiques et à la pollution pétrolière, principalement causée par le sabotage et le vol, ce qui les rend inutilisables pour les activités de subsistance des communautés.

Le projet

En 2017, Eni a décidé d'investir volontairement dans la restauration des mangroves du delta du Niger, en identifiant 30 hectares dans la forêt d'Akaguama (zone du gouvernement local de Nembe, État de Bayelsa), où des sabotages ont provoqué des déversements de pétrole en 2013 et 2014. La région a été choisie pour lancer une étude pilote pour un programme de réhabilitation de la mangrove qui offrirait également une opportunité économique aux communautés locales par leur implication dans les activités de réhabilitation afin d'assurer la durabilité à long terme du programme. En même temps, l'engagement des membres de la communauté, en particulier des jeunes, dans l'exécution du programme vise à empêcher leur participation aux activités de vol de pétrole.

Résultats

Les étapes suivantes ont été réalisées en 2019 :

- évaluation du site : plus de 15 échantillons de sol ont montré que les niveaux résiduels actuels de contamination se situent dans les limites légales grâce aux interventions de nettoyage effectuées en temps utile en réponse aux déversements ;
- test de plantation avec 90 semis à trois emplacements différents : taux de survie de 100 % et taux de croissance élevé.

Ces résultats ont confirmé la faisabilité du programme et ont permis de le mettre en œuvre sans avoir à assainir les sols au préalable.

Ces tests constituent la base du programme de restauration à grande échelle qui débutera en 2021. Au cours de ces phases, les communautés du clan Okoroma ont participé au travail sur le terrain et une évaluation du contexte social est actuellement en cours afin de définir un plan d'implication dans toutes les phases du programme de réhabilitation. La prochaine phase du projet, prévue pour 2020, implique la construction d'une « pépinière », la production de plants et leur repiquage à grande échelle à partir de 2021.

L'engagement d'Eni pour la conservation de la biodiversité



15.5 Réduire la dégradation des habitats naturels et arrêter la perte de biodiversité



POUR EN SAVOIR PLUS :
[voir eni.com](http://voir.eni.com)

Les droits de l'Homme



PARCE QUE C'EST IMPORTANT POUR ENI

Le respect des droits de l'Homme fait partie intégrante de la culture d'Eni ; il est basé sur la dignité de chaque être humain et sur la responsabilité des entreprises de contribuer au bien-être des individus et des communautés locales. L'engagement continu à assurer le respect des droits de l'Homme repose sur un processus de Due diligence visant à assurer le respect des Principes directeurs des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'Homme, en garantissant l'accès à des mesures correctives en cas d'impacts découlant des activités de ses filiales. Cette approche, condition préalable à une transition énergétique équitable, est ancrée dans le modèle d'entreprise d'Eni et est conduite par la direction générale, qui la diffuse dans la culture de l'entreprise. L'engagement commence par les relations avec les collaborateurs et s'étend aux relations avec les communautés locales, les gouvernements, les fournisseurs et les partenaires commerciaux, ainsi qu'aux activités de sécurité et aux droits des travailleurs. Cet engagement est également confirmé par l'adhésion aux 10 principes du Pacte mondial et la reconnaissance de l'initiative par les entreprises leader.

Politiques et autres instruments normatifs

Déclaration d'Eni sur le respect des droits de l'Homme ; Code éthique ; Politique « Le Développement Durable », « Nos personnes » ; « Outils normatifs internes spécifiques sur les droits de l'Homme » et signalements, notamment une procédure spécifique faisant référence au processus de Due diligence en matière de droits de l'Homme

Outils de gestion

Processus de gestion des droits de l'Homme (due diligence), qui comprend par exemple, le modèle de priorisation basé sur le risque pour les projets industriels ; le processus d'application **ESHIA** (évaluation des incidences environnementales, sociales et sanitaires) dans les projets, intégrée par l'analyse des incidences sur les droits de l'Homme ; analyses spécifiques des incidences sur les droits de l'Homme - **HRIA** (évaluation de l'impact sur les droits de l'Homme) ; système de la **gestion de la sécurité** afin d'assurer la protection des personnes dans tous les pays

Progrès en 2019 par rapport à 2018

- **Communication** : publication du premier rapport « Eni pour les droits de l'Homme »
- Réalisation d'une **évaluation pour les activités en aval** visant à identifier les questions les plus pertinentes en matière de droits de l'Homme
- Application du **modèle de priorisation basé sur le risque** à 71 projets industriels, afin de vérifier la nécessité d'effectuer des analyses spécifiques sur les droits de l'Homme
- **Formation** : +143 % d'heures de formation tenues sur les droits de l'Homme
- **Sécurité** : 97 % des contrats de sécurité contiennent des clauses relatives aux droits de l'Homme (par rapport à 90 % en 2018)

Objectifs

- Attribution des **MBO spécifiques** sur les droits de l'Homme à la direction d'Eni à tous les niveaux et en continu.
- **Formations** : poursuivre la campagne de formation en matière de droits de l'Homme
- **Fournisseurs** : diffusion du Code de conduite des fournisseurs
- Extension du domaine d'application du modèle de gestion des droits de l'Homme à d'autres unités fonctionnelles (au-delà de l'amont et de l'aval)



POUR EN SAVOIR PLUS :

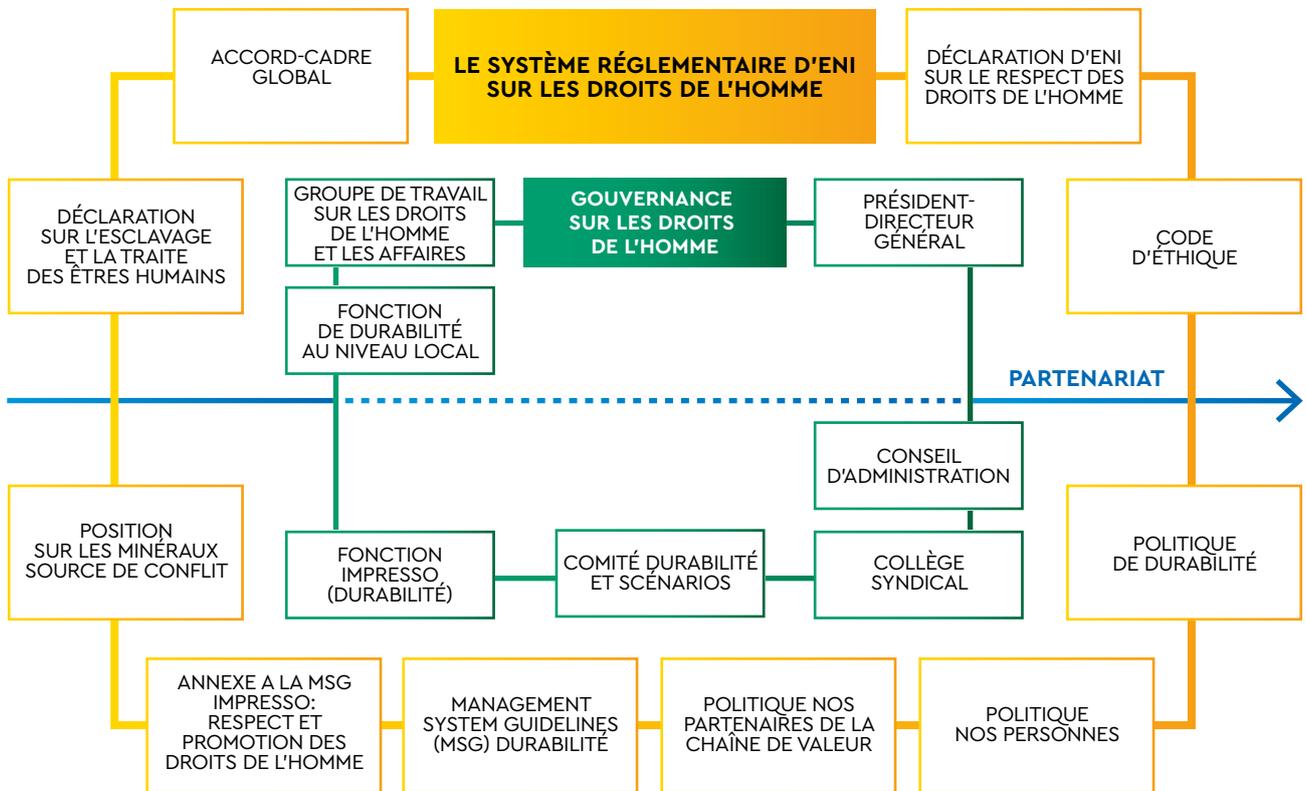
[Déclaration d'Eni pour le respect des droits de l'Homme](#) ; [Eni pour les droits de l'Homme](#) ; [Eni for 2019 - Performances en matière de durabilité \(pages 24-25 ; 29\)](#) ; [Position quant aux minéraux de conflit](#) ; [Déclaration sur la traite des êtres humains](#) ; [Code d'éthique](#)

En 2019, Eni a publié
« Eni for Human
Rights »

En décembre 2019, Eni a publié « **Eni for Human Rights** », un rapport dans lequel l'entreprise fournit des informations transparentes et concrètes sur son engagement à respecter les droits de l'Homme. Le document - le premier exclusivement consacré à ce sujet - est basé sur le travail effectué ces dernières années par Eni, notamment avec la collaboration et la contribution d'experts internationaux et d'organisations du secteur. Le rapport décrit la manière dont le respect des droits de l'Homme est intégré dans toutes les activités d'Eni, en impliquant ses personnes et en définissant la manière dont elle se rapporte aux partenaires et aux fournisseurs, ainsi qu'aux communautés locales qui accueillent les activités de l'entreprise.

« L'intégration du respect des droits de l'Homme est un processus en évolution constante : c'est pourquoi nous nous sommes engagés à nous améliorer en permanence, et nous pensons que la transparence et la responsabilité soutiennent nos efforts pour sauvegarder et diffuser la culture des droits de l'Homme »

Claudio Descalzi, PDG d'Eni



Gouvernance sur les droits de l'Homme

L'engagement en faveur du respect et de la promotion des droits de l'Homme est exprimé dans la **Déclaration d'Eni pour le respect des droits de l'Homme** approuvée en décembre 2018 par le Conseil d'administration d'Eni. Le document met en évidence les domaines prioritaires sur lesquels cet engagement se concentre et sur lesquels Eni exerce une Due diligence approfondie, selon une démarche développée en accord avec les Principes directeurs des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'Homme et dans une perspective d'amélioration continue. Les droits de l'Homme font partie des sujets sur lesquels le **Comité Durabilité et scénarios** (CSS) exerce des fonctions proactives et consultatives vis-à-vis du Conseil d'administration. En 2019, le CSS a approfondi les activités menées au cours de l'année et analysé le résultat obtenu dans la troisième édition du **Corporate Human Rights Benchmark - CHRB** (voir détails ci-dessous). Confirmant son engagement sur le sujet, le PDG d'Eni a signé en 2019 le « **CEO Guide to Human Rights** » publié par le World Business Council for Sustainable Development, et il a participé à une [interview vidéo](#) dans le cadre de la campagne du WBCSD pour le lancement de ce guide.

« Le respect des droits de l'Homme est un aspect fondamental et une priorité de notre mode de fonctionnement, et il affecte la manière dont nous gérons nos activités professionnelles »
 Claudio Descalzi, PDG d'Eni

ENI DANS L'ÉVALUATION COMPARATIVE DES DROITS DE L'HOMME DE L'ENTREPRISE (CHR)

En novembre 2019, les résultats de la troisième édition du Corporate Human Rights Benchmark (CHR) ont été publiés, dans laquelle Eni s'est placée à la **huitième place parmi les 200 entreprises** analysées de différents secteurs, et elle figure parmi les entreprises qui ont le plus augmenté leur score depuis la première édition en 2017. En effet, le score total s'est amélioré dans les six catégories d'analyse et Eni est apparue comme le **meilleur interprète dans la section « Pratiques des entreprises en matière de droits de l'Homme »** qui évalue les facteurs et les processus pour le respect des droits la prévention et l'atténuation des risques et des impacts sur les droits de l'Homme. L'amélioration significative des performances d'Eni, évaluée par le CHR, reflète les progrès continus de l'entreprise dans son approche de l'intégration des droits de l'Homme dans l'entreprise, qui a commencé il y a plus de dix ans et s'est considérablement accrue au cours des quatre dernières années.



Le Corporate Human Rights Benchmark (CHR) est une initiative née de la collaboration entre des investisseurs et des organisations de la société civile visant à créer le premier point de référence permettant d'évaluer les performances des entreprises en matière de droits de l'Homme

100 %

Les directeurs rattachés au PDG à qui un objectif en matière de droits de l'Homme a été assigné

Questions relatives aux droits de l'Homme

En 2019, les actions du plan pluriannuel menées par un groupe de travail lancé en 2017 ont également été achevées, dans lequel les principaux domaines d'amélioration ont été identifiés et les actions à mettre en œuvre associées aux 4 macro-secteurs dans lesquels les « macro-zones » sont regroupées. Le « point saillant¹³ » d'Eni : les droits de l'Homme (i) sur le **lieu de travail** ; (ii) dans les **communautés** ; (iii) dans la **chaîne d'approvisionnement** ; (iv) dans les opérations de **sécurité**. Ces actions ont été intégrées dans des objectifs managériaux spécifiques directement liés aux performances en matière de droits de l'Homme, attribués aux 18 premiers reports du PDG et à plus de 50 subordonnés de second niveau du PDG et des dirigeants [veuillez consulter [Eni for Human Rights](#) pour plus d'informations].



ACCÈS AUX MESURES DE REMÉDIATION

En cas de violation : pour le processus de traitement des signalements, même anonymes, par des employés ou des tiers (voir « Dossiers de signalement relatifs au respect des droits de l'Homme », [Eni for 2019 - Performances en matière de durabilité](#)) ; pour les mécanismes de plainte, voir le paragraphe Réclamations, page 63.

25 845

heures de formation sur les droits de l'Homme en 2019

Activités de formation sur les droits de l'Homme

Eni considère les activités de formation et de sensibilisation dédiées à ses employés et partenaires commerciaux comme un élément clé de son engagement à respecter les droits de l'Homme. Dans la continuité du processus de sensibilisation lancé en 2016, la formation en matière de droits de l'Homme s'est poursuivie en 2019 et a été suivie par 97 % des employés. Elle vise à la création d'une culture partagée, d'un langage commun, et à l'amélioration de la compréhension des impacts que l'entreprise peut avoir sur les droits de l'Homme. En 2019, le programme de formation Human Rights s'est poursuivi à la fois avec des modules de formation spécifiques et par le biais de campagnes sur Internet accessibles à tous les employés (sécurité et droits de l'Homme, droits de l'Homme et relations avec les communautés, droits de l'Homme sur le lieu de travail et droits de l'Homme dans la chaîne d'approvisionnement). En outre, de nouvelles campagnes de formation destinées à l'ensemble de la population d'Eni ont été lancées en 2019 : « Durabilité sur le thème des parties prenantes, rapports et droits de l'Homme » et « ODD ».

Droits de l'Homme sur le lieu de travail : relations industrielles

Le respect des droits des personnes qui travaillent chez Eni et pour Eni est fondamental pour construire des relations mutuellement satisfaisantes et durables. Le modèle de relations industrielles d'Eni est basé sur des accords qui définissent la manière dont l'information est partagée avec les organisations représentatives des employés. Ces accords sont définis au niveau national et international. Parmi eux, il existe un accord de nature européenne (le Comité d'entreprise européen et l'Observatoire européen pour la santé et la sécurité des travailleurs d'Eni) et un accord mondial, le Global Framework Agreement (GFA) qui a été renouvelé en juin 2019 à l'issue de la réunion annuelle qui s'est tenue à Athènes. Ce document, fruit de la collaboration avec les principaux syndicats italiens et IndustriALL Global Union, contient une série d'engagements pour respecter la Déclaration universelle des droits de l'Homme des Nations Unies, la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Déclaration des droits de l'enfant, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, les autres conventions de l'OIT directement applicables aux activités d'Eni, les Lignes directrices de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, les principes du Global Compact des Nations Unies, la Déclaration de l'OIT sur les entreprises multinationales révisée en 2017 et les UNGP. Avec cet accord renouvelé pour quatre ans, Eni et les secrétaires généraux des syndicats signataires ont confirmé leur

13] Les questions saillantes identifient les principaux problèmes identifiés par Eni en relation avec les droits de l'Homme.

engagement commun à promouvoir le développement durable et à sensibiliser les employés, directs et indirects, au respect des droits de l'Homme et du travail. La réunion d'Athènes a également représenté une occasion importante d'échanger des points de vue et d'approfondir les différentes demandes présentées par les syndicats et les représentants des travailleurs des pays où Eni opère.

Droits de l'Homme et sécurité

Eni gère ses opérations en matière de sécurité conformément aux principes internationaux des droits de l'Homme et aux « principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'Homme ». Conformément à son engagement, Eni a conçu un ensemble cohérent de règles et d'outils afin de garantir que :

- les clauses contractuelles comprennent des dispositions sur le respect des droits de l'Homme ;
- les fournisseurs de forces de sécurité sont sélectionnés, entre autres, sur la base de critères liés aux droits de l'Homme ;
- les opérateurs et superviseurs de sécurité reçoivent une formation appropriée sur le respect des droits de l'Homme ;
- les événements les plus à risque sont gérés conformément aux normes internationales.

De plus, Eni développe un processus de « due diligence en matière de droits de l'Homme » visant à identifier le risque d'impact négatif sur les droits de l'Homme en relation avec les activités de sécurité et à évaluer le recours à d'éventuelles mesures de prévention et/ou d'atténuation. En 2019, le cours de formation en ligne « Sécurité et droits de l'Homme » a été dispensé à la famille professionnelle Sécurité, ciblant à la fois les nouveaux entrants et les ressources qui n'avaient pas encore suivi le cours. La formation en ligne a été réalisée en trois langues (italien, anglais et français), afin d'accroître son public. Le thème des droits de l'Homme et de la sécurité est régulièrement abordé dans tous les ateliers consacrés aux nouveaux agents de sécurité, dont la troisième édition s'est tenue en 2019.

97 %

des contrats de sécurité contiennent des clauses relatives aux droits de l'Homme



Cours « Sécurité et droits de l'Homme » organisé au Nigeria du 14 au 18 octobre 2019

PROGRAMME DE FORMATION ET D'INFORMATION SUR LA SÉCURITÉ ET LES DROITS DE L'HOMME

Les 9 et 10 juillet 2019, des séminaires de formation sur la sécurité et le respect des droits de l'Homme se sont tenus au Pakistan en trois sessions : une session destinée à la direction d'Eni Pakistan, à la direction des sociétés fournissant des services de sécurité et aux opérateurs de sécurité privée qui exercent leurs activités sur ce site et deux sessions destinées aux opérateurs de sécurité privés qui exercent leurs activités sur le site opérationnel. En plus des cours au Pakistan, la deuxième édition du cours « Sécurité et droits de l'Homme » s'est tenue au Nigeria du 14 au 18 octobre 2019, à l'intention des forces de sécurité opérant sur les sites Eni d'Abuja et de Port Harcourt. Les initiatives du Pakistan et du Nigeria font partie du projet de formation plus large lancé en 2009 afin de promouvoir les bonnes pratiques de l'entreprise, qui intègrent les normes internationales établies par les « Principes directeurs des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'Homme » (UNGPs) et les « Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'Homme » (VPSHR), donnant ainsi une mise en œuvre concrète à l'engagement d'Eni de respecter les droits de l'Homme. Pour confirmer l'engagement d'Eni à l'égard de la sécurité des personnes, du respect des communautés locales et du dialogue constant avec les autorités et les opérateurs de sécurité locaux, des sessions de formation ont été organisées depuis 2009, en Italie (Rome et San Donato Milanese en 2009), en Égypte et au Nigeria (2010), au Pakistan et en Irak (2011), en République du Congo et en Angola (2012), en Indonésie et en Algérie (2013), au Mozambique (2014) et au Kenya (2015), au Venezuela et en Équateur (2016), au Nigeria (2017) et en Tunisie (2018).

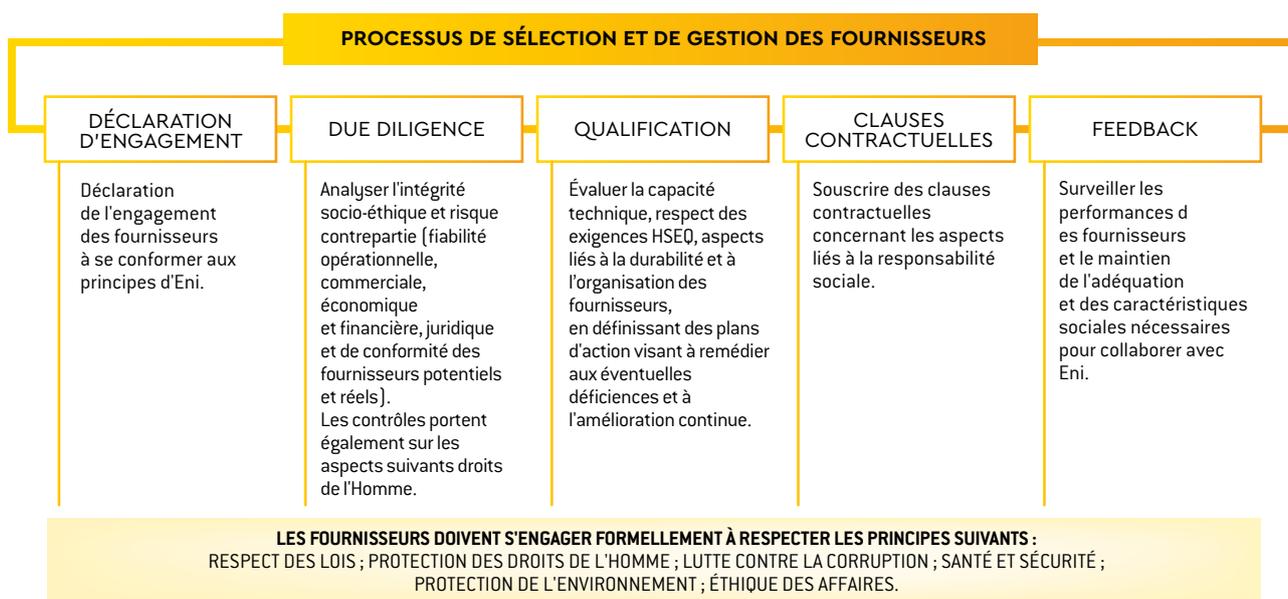
Eni a mis en place des programmes de formation au Pakistan et au Nigeria en 2019

~6 000

fournisseurs ont fait l'objet d'un audit et d'une évaluation sur les questions de durabilité en 2019

Droits de l'Homme dans la chaîne d'approvisionnement : gestion des fournisseurs et des partenaires commerciaux

Consciente du rôle important de sa chaîne d'approvisionnement dans le respect de ses engagements en matière de responsabilité sociale, Eni a mis en place un modèle de gestion visant à promouvoir ses valeurs auprès des fournisseurs et à les impliquer dans le processus de prévention des risques. Ce modèle garantit à Eni un **suivi constant de ses fournisseurs**, jusqu'à la suspension des relations s'ils ne répondent pas aux normes d'acceptabilité établies par Eni. En 2019, plus de 6 000 fournisseurs ont fait l'objet d'une vérification et d'une évaluation en matière de durabilité : 15 % d'entre eux ont présenté des points critiques/zones d'amélioration potentiels, sans toutefois compromettre la possibilité d'y avoir recours dans 89 % des cas.



De plus, Eni participe à de nombreuses initiatives d'engagement avec des fournisseurs, comme par exemple :

- **des rencontres sur le territoire** pour les entreprises locales, organisées en collaboration avec des associations professionnelles et/ou des autorités locales, au cours desquelles les valeurs et principes d'Eni en matière de durabilité sont illustrés ;
- **des rencontres individuelles** avec des fournisseurs sélectionnés dans le cadre des évaluations sur les droits de l'Homme, pour sensibiliser et créer une prise de conscience sur la question de la promotion et la protection des droits de l'Homme ; en 2019 9 fournisseurs étaient impliqués, dont 3 du Vietnam, 1 de l'Équateur, 1 du Mexique et 4 de la Tunisie ;
- **des événements annuels** avec la participation et l'attribution de prix aux fournisseurs qui ont réalisé les meilleures performances en matière de sécurité et qui se sont également distingués par leur engagement (Safety & Environment Day).

Eni s'est également engagée à élaborer et divulguer un code de conduite pour les fournisseurs, qui réaffirme l'importance du respect des principes clés de la durabilité dans la chaîne d'approvisionnement.

Enfin, en ce qui concerne plus généralement les partenaires commerciaux d'Eni, des clauses spécifiques sur les droits de l'Homme ont été introduites à partir de 2018, afin d'être incluses dans les accords stipulés avec les pays et les autres entreprises gérées par le biais de coentreprises, visant à représenter et à obliger les parties à se conduire conformément aux principales normes internationales et à exercer une forme appropriée de pression à leur égard. Chaque partenaire commercial fait également l'objet d'une vérification préalable visant à identifier la présence d'éventuels points critiques liés au respect des droits de l'Homme et à prévoir des mesures appropriées pour leur gestion. Plus de 70 nouveaux partenaires commerciaux ont ainsi été vérifiés en 2019.

D'autres mesures visant à lutter contre les formes modernes d'esclavage et de traite des êtres humains et à empêcher l'exploitation des minerais associés aux violations des droits de l'Homme dans la chaîne d'approvisionnement sont respectivement examinées dans la [Slavery and human trafficking statement](#) et dans la position sur les « [Conflict minerals](#) »¹⁴, tous deux disponibles sur le site eni.com.



En 2019, Eni a commencé la phase de production avancée du champ de Miztón dans la zone 1, situé dans la baie de Campeche, au large du Mexique



AUDITS SOCIAUX POUR LES FOURNISSEURS AU MEXIQUE

Le contexte

Conformément aux principes directeurs des Nations Unies pour les entreprises et les droits de l'Homme (UNGP) et à la Déclaration d'Eni sur le respect des droits de l'Homme, en 2019 Eni a chargé le Danish Institute for Human Rights (DIHR) d'effectuer une évaluation de l'impact sur les droits de l'Homme (HRIA) du projet de développement des activités de la zone 1 au Mexique. Parmi les résultats de l'HRIA, l'importance du suivi des performances des contractants et des sous-traitants pour assurer le respect des droits de l'Homme a été soulignée.

Le projet pilote

En août 2019, Eni a préparé et utilisé un questionnaire spécifique axé sur les questions relatives aux droits de l'Homme (conditions de travail, négociations collectives, discrimination sexuelle et questions relatives au travail des enfants) lors d'un audit technique réalisé sur un prestataire de services logistiques. Cette expérience a jeté les bases de la mise en œuvre d'audits sociaux réguliers, inclus dans le plan d'action (2019-2021) sur les droits de l'Homme au Mexique approuvé fin 2019.

Les principaux résultats

Les performances du fournisseur en matière de respect des droits de l'Homme ont été jugées globalement satisfaisantes. Toutefois, afin de consolider le niveau atteint et de prévenir d'éventuels problèmes à l'avenir, il a été décidé de mettre en œuvre certaines actions sur la base des observations suivantes :

- certains travailleurs n'étaient pas conscients de la présence des syndicats et d'autres ne connaissaient pas bien les principes et les fonctions des syndicats, même s'ils en faisaient partie ;
- les différences entre le Federal Labor Work et les contrats conclus en ce qui concerne l'âge minimum d'embauche. Toutefois, un examen du registre des employés a permis de constater qu'aucun travailleur mineur n'était employé sur le site ;
- le fournisseur n'avait pas de mécanisme de plainte spécifique pour les travailleurs, mais était disposé à en mettre un en place ;
- l'absence de rapports spécifiques sur la responsabilité sociale, même lorsque cela faisait partie de la politique interne du contractant ;
- l'absence de toilettes exclusivement prévues pour le personnel féminin ;
- l'absence d'une salle de repas appropriée pour les travailleurs.

Parmi les bonnes pratiques identifiées figuraient le respect des heures de travail et, selon les femmes interrogées, un lieu de travail perçu comme exempt de harcèlement.

Suivi : actions correctives et préventives

Le fournisseur a envoyé des preuves à l'appui des mesures mises en œuvre en réponse aux observations faites lors de l'audit social. Ces preuves traitent de : (i) la modification des conditions contractuelles afin d'éliminer les différences avec le Federal Labor Work ; (ii) la mise en œuvre du mécanisme de plainte pour les travailleurs ; (iii) la préparation d'un rapport sur la responsabilité sociale de l'entreprise d'ici 2019 ; (iv) la mise en place de toilettes pour les femmes ; (v) l'accès à une cantine adéquate pour les travailleurs.

Enseignement tiré et prochaines étapes

Cette initiative a permis d'identifier certaines possibilités d'amélioration, tant en ce qui concerne la manière de fournir un soutien aux contractants sur le respect des droits de l'Homme que sur la manière de contrôler l'efficacité des mesures prises. Sur ce point en particulier, il est en effet important de sensibiliser le fournisseur à la nécessité d'adopter un engagement spécifique et formel dans la réalisation de ces audits sociaux et de formaliser les actions d'amélioration prévues dans un document spécifique, afin de permettre un suivi plus systématique dans une perspective à moyen terme.

En 2019, Eni et le Danish Institute for Human Rights (DIHR) ont réalisé une évaluation de l'impact sur les droits de l'Homme (HRIA) du projet de développement des activités de la zone 1 au Mexique



POUR EN SAVOIR PLUS :

voir le [Évaluation de l'impact sur les droits de l'Homme Danish Institute for Human Rights concernant le projet de développement de la zone 1](#)

Transparence et lutte contre la corruption



PARCE QUE C'EST IMPORTANT POUR ENI

L'amélioration de la gouvernance et de la transparence de l'industrie extractive est essentielle pour promouvoir la bonne utilisation des ressources et prévenir les phénomènes de corruption. Le rejet de la corruption est en effet l'un des principes éthiques fondamentaux du Code d'éthique d'Eni depuis 1998, et c'est pourquoi Eni a adopté un système articulé de règles et de contrôles visant à prévenir les infractions de corruption (le Programme de conformité anticorruption).

Politiques et autres instruments normatifs

Politique « L'intégrité de nos opérations », « Nos partenaires de la chaîne de valeur » ; Code d'éthique ; MSG Anticorruption

Outils de gestion

Système de gestion « anticorruption » **Programme de conformité à la lutte contre la corruption**, certifié selon la norme ISO 37001:2016 **Modèle 231**

Progrès en 2019 par rapport à 2018

- **ITIE** : participation à la réunion du conseil de direction de l'ITIE (Initiative pour la transparence dans les industries extractives)
- **Diffusion** : publication volontaire du Country by Country report
- **Formation à la lutte contre la corruption** :
 - programme suivi de sensibilisation pour certaines catégories d'activités associées à Eni, et
 - déploiement de la méthodologie de segmentation des personnes d'Eni sur la base du risque de corruption

Objectifs

- **ITIE** : interaction systématique avec les filiales dans les pays membres et promotion active de l'adhésion à l'ITIE dans les pays non membres
- **Système de contrôle** : amélioration continue du Programme de conformité à la lutte contre la corruption
- **Formation anticorruption** : application de la méthodologie de segmentation de la population à des fins de formation anticorruption



POUR EN SAVOIR PLUS :

Eni for 2019 - Performances en matière de durabilité (pages 26-27) ; Country by Country reports ; Rapport sur les paiements aux gouvernements ; Code d'éthique

Report sur les paiements aux gouvernements

Adhésion EITI

Country by Country Report

Lignes directrices fiscales

CONSULTATION
Commission américaine des valeurs mobilières et des changes (US Securities and Exchange Commission, SEC)

Afin d'améliorer la gouvernance et la transparence de l'industrie extractive, de sensibiliser davantage les communautés locales et d'encourager les gouvernements à publier des informations complètes sur les paiements, investissements et revenus générés par les activités pétrolières et gazières, Eni :

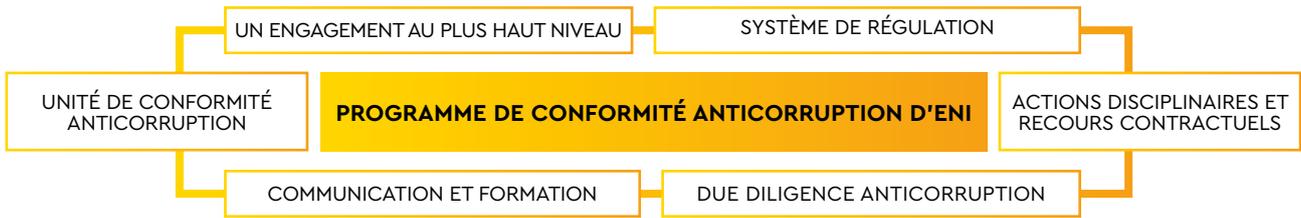
- publie chaque année le « **Rapport sur les paiements aux gouvernements** » en conformité avec les exigences de déclaration introduites par la directive européenne 2013/34 (directive comptable) et en accord avec la norme ITIE ;
- adhère à **ITIE** depuis 2005, participe aux initiatives du Conseil international et, au niveau local, contribue à la préparation des rapports dans les pays membres et participe aux activités des groupes multipartites dans 9 pays ;
- élabore chaque année le « **Country-by-Country Report** »¹⁵ (Rapport CbC), le recueil des données relatives au chiffre d'affaires, aux bénéfices et aux impôts cumulés en référence aux juridictions dans lesquelles Eni exerce ses activités, ce qui constitue une obligation d'information envers les autorités fiscales italiennes. Bien qu'il n'y ait aucune obligation de divulguer ces informations au marché et au public, afin de maximiser sa transparence dans le domaine fiscal, Eni publie le rapport CbC chaque année ;
- a développé les **Lignes directrices en matière fiscale** (Tax strategy) qui définissent les engagements poursuivis par Eni du point de vue de la fiscalité ;
- a participé à la **consultation de la SEC** sur la proposition de règle d'application de la section 1 504 de la loi Dodd-Frank et sur la divulgation des paiements aux gouvernements, s'exprimant en faveur de l'alignement des normes réglementaires sur la transparence et de la garantie de « level playing field ».

15) Conformément à la loi italienne n°208/2015 et aux dispositions de l'action 13 du projet « Érosion de la base et transfert des bénéfices - BEPS », élaboré par l'OCDE avec le soutien du G20 afin de lutter contre « l'érosion de la base d'imposition et le transfert des bénéfices » des multinationales.

Programme de conformité à la lutte contre la corruption d'Eni

Conformément au principe de « tolérance zéro » exprimé dans le code d'éthique, Eni a adopté un système complexe de règles et de contrôles visant à prévenir les infractions de corruption : le programme de conformité à la lutte contre la corruption. Le cœur de ce programme réside dans l'engagement des principaux responsables d'Eni et dans toutes les réglementations internes de lutte contre la corruption qui s'appliquent à Eni SpA et à toutes ses filiales. La mise en œuvre du Programme de conformité à la lutte contre la corruption est garantie, depuis 2010, par une structure organisationnelle dédiée (Unité Anticorruption) qui est chargée de fournir une assistance spécialisée en matière de lutte contre la corruption à Eni et ses filiales. Afin de prévenir d'éventuelles situations critiques, le Programme de conformité prévoit la réalisation d'une due diligence anticorruption sur les contreparties à risque afin d'évaluer l'intégrité, la fiabilité professionnelle et la réputation de la contrepartie potentielle.

En décembre 2019, l'audit de recertification du Programme de conformité à la lutte contre la corruption en vertu de la norme ISO 37001:2016 « Systèmes de gestion anticorruption » s'est conclu par un résultat positif



Les **activités de formation anticorruption** constituent un autre pilier du programme :

- **cours en ligne** pour l'ensemble de la population de l'entreprise ;
- **ateliers généraux**, sessions de formation interactives visant les ressources à risque de corruption moyen/élevé ;
- **formation spécifique à l'emploi**, sessions de formation généralement organisées dans le cadre d'ateliers généraux et destinées aux secteurs professionnels présentant un risque spécifique de corruption.

Afin d'optimiser l'identification des bénéficiaires des initiatives de formation, une méthodologie a été définie en 2018 et appliquée en 2019 pour la segmentation systématique des employés sur la base du risque de corruption en fonction de facteurs de risque comme : Le pays, la qualification, la famille professionnelle et le nombre d'employés sur le site. En 2019, 23 347 employés ont été formés, dont 59 % étaient des ressources à risque de corruption moyen/élevé. En outre, les activités de formation se sont poursuivies en 2019, à la fois en ligne et en classe, pour certaines catégories d'activités associés d'Eni afin de sensibiliser au thème de la corruption (en particulier, comment reconnaître un comportement corrompu et comment prévenir la violation des lois anticorruption dans leur activité professionnelle).

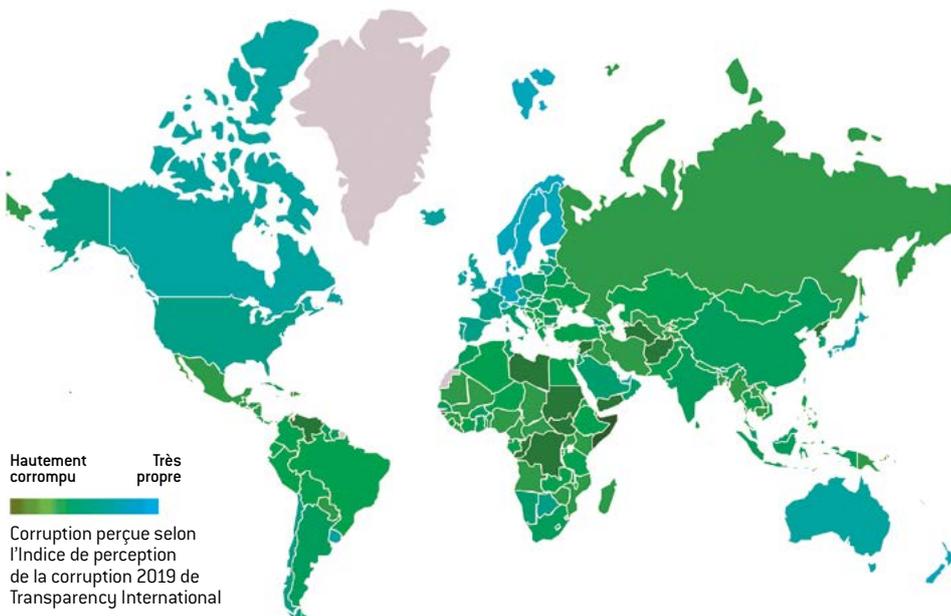
1 237

participants aux ateliers généraux

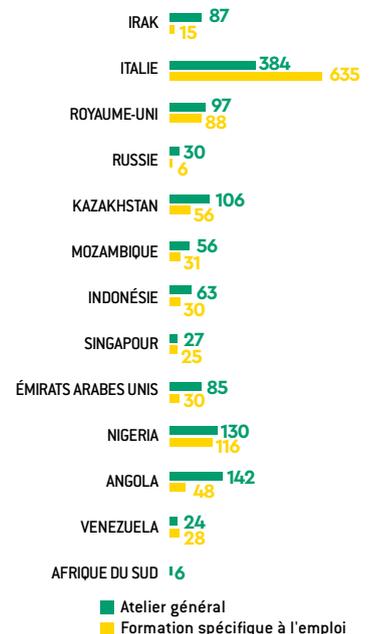
1 108

participants à la formation Spécifique à l'emploi

INDICE DE PERCEPTION DE LA CORRUPTION 2019



PAYS DANS LESQUELS ENI A ORGANISÉ LA FORMATION POUR LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION - 2019 (NOMBRE DE PARTICIPANTS)



3



Partenariats pour la promotion du développement local

Le secteur de l'énergie traverse une période de transition et son rôle fondamental dans la poursuite du développement durable le confronte à des décisions cruciales dictées par le défi décisif de notre époque. D'une part, il faut faire face à l'urgence climatique ; d'autre part, il reste nécessaire de garantir l'accès à l'énergie pour une population croissante, dans le but de promouvoir le développement et de réduire les différences économiques et sociales. L'un des piliers du modèle d'entreprise d'Eni est précisément de poursuivre cette transition équitable par la valorisation des ressources énergétiques, en les mettant à la disposition des marchés internationaux et nationaux, en favorisant le développement des marchés locaux, avec la conviction que le fait de grandir ensemble renforce la crédibilité de l'entreprise, ouvre de nouvelles perspectives commerciales et consolide le lien avec les pays.

Le développement des marchés intérieurs implique également de favoriser le développement socio-économique du pays par une croissance inclusive, en prêtant attention aux besoins spécifiques des territoires dans lesquels Eni opère.

Eni en tant qu'acteur du développement local



LES ACTIVITÉS D'ENI CONTRIBUENT AU DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE DES PAYS D'ACCUEIL AUSSI BIEN PAR LE BIAIS DE PROJETS D'ENTREPRISES QU'À TRAVERS DES INTERVENTIONS EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT LOCAL

Accès à l'énergie

ENI INVESTIT DANS LA CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURES POUR LA PRODUCTION ET LE TRANSPORT DE GAZ DESTINÉ À L'EXPORTATION, À LA CONSOMMATION LOCALE ET À LA PRODUCTION D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE, EN FAVORISANT LE DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS INTÉRIEURS



Partenariats pour le développement local

LES INITIATIVES MENÉES DANS LES PAYS OÙ ENI EST PRÉSENTE S'APPUIENT SUR UNE APPROCHE DE PARTENARIAT PUBLIC ET PRIVÉ QUI PERMET DE MAXIMISER LES BÉNÉFICES GÉNÉRÉS



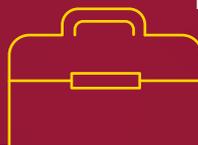
Programmes de développement local (PDL)

ENI FAVORISE DES INTERVENTIONS DE SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE DES COMMUNAUTÉS LOCALES, EN ACCORD AVEC L'AGENDA 2030 DES NATIONS UNIES ET DANS LE RESPECT DES ENGAGEMENTS PRÉVUS PAR L'ACCORD DE PARIS ET LES PLANS DE DÉVELOPPEMENT NATIONAUX



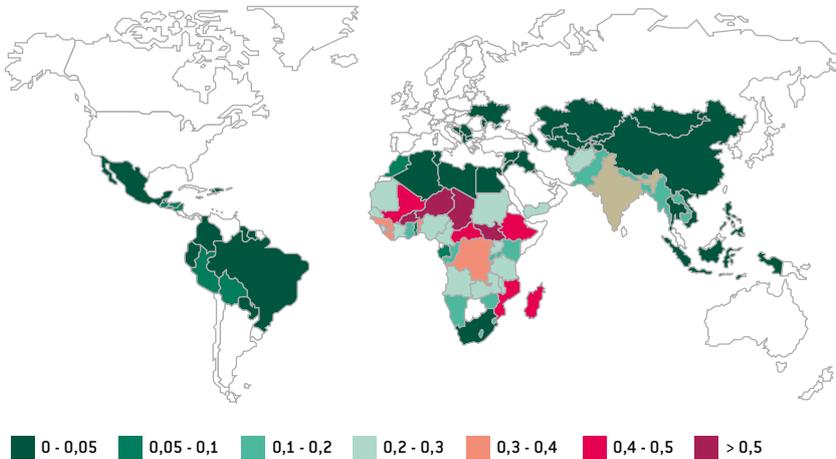
Outils et méthodologies pour le développement local

ENI A DÉVELOPPÉ ET APPLIQUÉ DES OUTILS D'ÉVALUATION D'IMPACT POUR QUANTIFIER LES BÉNÉFICES GÉNÉRÉS PAR SES INTERVENTIONS DANS LE CADRE DES OPÉRATIONS PAR LE BIAIS DE SON MODÈLE D'ENTREPRISE ET DE COOPÉRATION



Contexte de référence

IPM – Indice de pauvreté multidimensionnelle au niveau national



L'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) est un outil international qui mesure les progrès réalisés par rapport à l'ODD 1 et compare la pauvreté multidimensionnelle aiguë dans plus de 100 pays et pour 5,7 milliards de personnes dans trois dimensions : éducation, santé et niveau de vie. L'IPM, dont la valeur est comprise entre 0 (pas de pauvreté multidimensionnelle) et 1 (pauvreté multidimensionnelle maximale), est calculé en multipliant l'incidence par l'intensité de la pauvreté.

Source : Alkire, S., Karagaratnam, U. et Suppa, N. (2019). « The Global Multidimensional Poverty Index (MPI) 2019 », OPHI MPI Methodological Note 47, Oxford Poverty and Human Development Initiative, Université d'Oxford

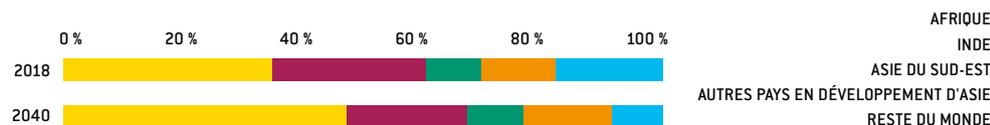
Espérance de vie en bonne santé (ans)



Selon l'OMS, l'espérance de vie en bonne santé est une mesure de la durée moyenne de vie en bonne santé et de manière satisfaisante dans une population, c'est-à-dire en l'absence de troubles, de maladies et de handicaps. Le graphique montre cette valeur par zones macro-géographiques, en mettant en évidence les valeurs les plus élevées atteintes en Amérique latine et en Extrême-Orient. Au niveau mondial, la valeur moyenne est de 63,4 (données de 2017).

Source : PROGRAMME DES NATIONS UNIES SUR LE DÉVELOPPEMENT, Rapports sur le développement humain.

Personnes n'ayant pas accès à une cuisine propre (%)



En 2018, 2,6 milliards de personnes n'ont pas accès à une cuisine propre et recourent à la biomasse solide pour leur usage domestique, avec des effets néfastes sur la santé. Alors que le scénario de développement durable (SDD) vise un accès total à la cuisine propre dès 2030, dans le scénario des politiques déclarées (STEPS), d'ici 2040, 1,8 milliard de personnes n'auront toujours pas accès à la cuisine propre. Aujourd'hui, un tiers de la population mondiale qui n'a pas accès à une cuisine propre se concentre en Afrique. D'ici 2040, le nonaccès à une cuisine propre sera toujours principalement répandu en Afrique (environ 47 % des personnes n'y ayant pas accès).

Source : AIE (2019) World Energy Outlook. Tous droits réservés.

Autres défis pour le développement durable

L'Agenda 2030 des Nations Unies pour le développement durable, présenté à New York en septembre 2015, identifie les 17 objectifs de développement durable (ODD) qui représentent des objectifs communs pour le développement durable face aux défis complexes actuels et qui constituent une référence importante pour la communauté internationale. Bien que des progrès importants aient été réalisés dans le monde entier pour contribuer à atteindre les objectifs des ODD, des défis majeurs restent à relever.

Source : UNSTATS, The Sustainable Development Goals Report 2019.

785 MILLIONS DE PERSONNES

sans accès aux services de base en matière d'eau potable

+ DE **50** %

des écoles en Afrique subsaharienne n'a pas accès à →

- EAU POTABLE
- SERVICES POUR SE LAVER LES MAINS
- INTERNET
- ORDINATEUR

2/3

des personnes sous-alimentées dans le monde vivent en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud

Eni en tant qu'acteur du développement local



PARCE QUE C'EST IMPORTANT POUR ENI

La promotion de l'accès à l'électricité et en même temps la promotion d'initiatives en faveur des communautés – de la diversification des économies locales à des projets pour la santé, l'éducation, l'accès à l'eau et l'hygiène – représentent l'approche distinctive d'Eni envers les pays hôtes, appelée « Dual Flag » depuis l'époque d'Enrico Mattei. Cette approche identifie la durabilité d'Eni au niveau local, ce qui se traduit par la volonté de contribuer au développement des pays où Eni est présente par de nouvelles perspectives commerciales, mais aussi en soutenant les besoins primaires des populations locales. Cela est possible grâce à la définition de programmes de développement local (PDL) spécifiques qui vont dans le sens de l'Agenda 2030 des Nations Unies et des contributions nationales déterminées (NDC) signées par chaque pays dans le cadre de l'accord de Paris.

Politiques et autres instruments normatifs

Politique « La durabilité » ; Déclaration d'Eni sur le respect des droits de l'Homme

Outils de gestion

Processus ESHIA dans tous les projets d'entreprise ; plate-forme du système de gestion des parties prenantes pour la gestion et le suivi des relations avec les parties prenantes ; système de détection, d'atténuation et de suivi des risques liés aux relations avec les parties prenantes locales ; processus de gestion de la durabilité dans le cycle d'entreprise et spécifications du projet selon les méthodologies internationales

Progrès en 2019 par rapport à 2018

- **Investissements pour le développement local :** 95,3 millions d'euros
- **Accès à l'énergie :** plus de 64 milliards de Sm³ de gaz vendus sur les marchés intérieurs ; dans 12 pays, Eni distribue 100 % du gaz total vendu
- **Partenariats signés :** FAO, PNUD (2018) ; ONUDI, Dom Bosco (2019) ; Banque mondiale, E4Impact (2020)
- **Nouveaux accords :** MoU signés avec les gouvernements de l'Angola, du Mexique (2018) et du Mozambique

Objectifs

- **Investissements pour le développement local 2020-2023 :** 381 millions d'euros, qui permettront également, entre autres, d'atteindre les objectifs suivants en 2020 :
 - Accès à l'énergie : 4 600 familles bénéficiant de l'accès à des technologies de clean cooking dans les communautés concernées par l'intervention ;
 - Éducation : 2 730 élèves fréquentant des écoles rénovées et dotées de meilleurs services par Eni



POUR EN SAVOIR PLUS :

[Eni for 2019 - Performances en matière de durabilité \(page 28\)](#) ; [Eni pour les droits de l'Homme](#)

Des MoU ont été signés avec l'Angola et le Mozambique, qui conjuguent les activités traditionnelles avec un engagement en faveur d'une croissance diversifiée et durable

Le développement des marchés intérieurs, soutenu par d'importants investissements en infrastructures, active également une chaîne de valeur par la création de nouvelles opportunités d'emploi et le transfert de compétences et de savoir-faire aux partenaires et employés locaux, ainsi qu'aux communautés des pays où Eni est présente. La contribution d'Eni au développement est en fait intégrée dans toutes les activités de l'entreprise, à commencer par la connaissance du contexte opérationnel : en anticipant et en comprenant les éventuels impacts environnementaux et sociaux, elle parvient à définir une stratégie d'action qui conduit à la création de valeur pour l'entreprise et le pays d'accueil. Dans ce contexte, Eni a signé en 2019 **deux Memorandum of Understanding (MoU) avec les gouvernements du Mozambique et de l'Angola**, dans la région de la province de Cabinda, qui conjuguent les activités traditionnelles et l'engagement en faveur d'une croissance diversifiée et durable des pays. Les domaines de coopération comprennent l'accès à l'énergie, la diversification économique, le développement d'énergies renouvelables, la protection et l'extension des forêts, l'accès à l'eau et aux services de santé publique et l'éducation. Il s'agit de programmes de développement intégré (Local Development Programme, LDP), conçus en tenant compte des plans de développement national et des contributions déterminées au niveau national et dans le but de contribuer aux objectifs de développement durable (ODD) de l'Agenda 2030.

La durabilité intégrée dans l'entreprise

Depuis l'acquisition des licences, en passant par l'exploration et le développement de projets commerciaux, de la production au déclassement, des **outils et méthodologies** conformes aux principales normes internationales ont été adoptés, assurant une approche plus efficace et systématique de la prise de décision afin de contribuer au développement des pays d'accueil. L'analyse du contexte socio-économique, qui accompagne de plus en plus en profondeur les phases de planification des activités, permet à Eni de connaître les besoins locaux et donc de définir les domaines d'intervention prioritaires. Ces priorités sont traduites en objectifs dans le plan stratégique quadriennal, visant à contribuer directement ou indirectement à la réalisation des ODD. Cela est possible grâce à des outils d'analyse et de gestion qui couvrent l'ensemble du cycle des activités et permettent :

1. la **connaissance du contexte du pays** d'un point de vue socio-économique, environnemental et culturel, en utilisant des outils reconnus au niveau international tels que l'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) ;
2. les **relations avec les parties prenantes locales** directement et/ou indirectement impliquées, afin de comprendre leurs demandes et leurs doléances, afin de renforcer la confiance mutuelle (voir page 63) ;
3. l'évaluation et l'atténuation des impacts potentiels des activités des entreprises afin d'identifier les **points critiques, les opportunités, les risques** d'un point de vue socio-économique et environnemental, y compris le respect et la promotion des droits de l'Homme ;
4. la définition et la mise en œuvre de **programmes de développement local** (Local Development Programme) en accord avec les plans de développement par pays, l'Agenda 2030 et les contributions nationales (voir pages 61-69) ;
5. l'**évaluation et la mesure du développement local généré** (« learn and adapt ») par l'utilisation d'outils et de méthodologies aussi bien reconnus au niveau international et adoptés par Eni, comme l'approche du cadre logique et la gestion du cycle de projet, que développés par Eni en collaboration avec des institutions universitaires comme Eni impact tool et Eni Local Content Evaluation (voir pages 70-73).

Cette approche repose sur la collaboration avec des institutions, agences de coopération et parties prenantes locales afin d'identifier les interventions nécessaires pour répondre aux besoins des communautés conformément aux plans nationaux de développement et à l'Agenda 2030 des Nations Unies.

L'approche locale répond aux besoins des communautés conformément aux plans nationaux de développement et à l'Agenda 2030 des Nations Unies



INDICE DE PAUVRETÉ MULTIDIMENSIONNELLE (IPM)

L'IPM est une mesure reconnue au niveau international de la pauvreté aiguë multidimensionnelle, disponible pour plus de 100 pays. L'IPM examine les privations d'une personne à l'aide de dix indicateurs dans trois dimensions : l'éducation, la santé et le niveau de vie. L'indice permet de comparer l'incidence et l'intensité de la pauvreté entre les pays, mais aussi au sein d'un même pays, puisque des données sont également disponibles ventilées au niveau local, ainsi que pour les zones urbaines et rurales. L'IPM est donc également une référence pertinente pour mesurer les progrès par rapport au 1^{er} objectif de l'Agenda 2030. Selon l'« indice de pauvreté multidimensionnelle 2019 », 23,1 % de la population couverte par l'IPM 2019 - soit 1,3 milliard de personnes - est pauvre de manière multidimensionnelle. L'IPM devient une méthodologie de référence qui fait de plus en plus autorité dans l'arène internationale. L'IPM a été inclus dans le Rapport sur le développement humain (RDH) en 2010, et il est publié dans l'HDR et les OPHI depuis lors. Le rapport mondial des Nations Unies sur le développement durable encourage les gouvernements à utiliser cet indice multidimensionnel dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi de leurs politiques de lutte contre la pauvreté et d'inclusion sociale.

Utilisation de l'indice de pauvreté multidimensionnelle au sein d'Eni

Eni effectue des analyses de la pauvreté avant de commencer ses opérations dans un pays, mais aussi pour améliorer sa compréhension du contexte socio-économique des pays où elle est présente. L'IPM est l'un des outils utilisés par Eni pour s'assurer que son action est aussi efficace que possible et ciblée sur les personnes les plus vulnérables.

L'indice de pauvreté multidimensionnelle a été élaboré en 2010 par l'Oxford Poverty and Human Development Initiative de l'université d'Oxford et le Bureau chargé du rapport sur le développement humain de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (UNDP)

Accès à l'énergie



« Nous sommes une société d'énergie. Nous soutenons concrètement une transition énergétique socialement équitable, dans le but de préserver notre planète et de promouvoir l'accès aux ressources énergétiques d'une manière efficace et durable pour tous »
Incipit de la mission d'Eni

Garantir l'accès universel à l'énergie, de manière efficace et durable, est le principal défi du secteur de l'énergie et se trouve au cœur du processus de transition vers un avenir à faible émission de carbone, comme le rappelle la déclaration de mission de l'entreprise. Dans ce contexte, consciente que la lutte contre la pauvreté énergétique est la première étape pour satisfaire aux besoins fondamentaux liés à l'éducation, à la santé et à la diversification économique, Eni encourage la construction d'infrastructures de production et de transport de gaz et favorise l'accès à l'électricité comme parties intégrantes de son modèle d'entreprise.

Construction d'infrastructures de production et de transport de gaz

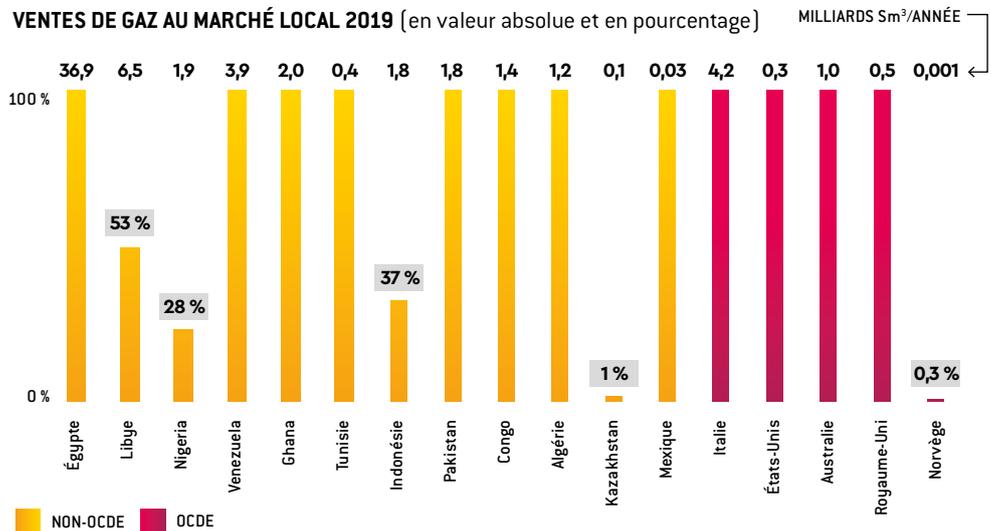
Eni investit dans la construction d'infrastructures de production et de transport de gaz tant pour l'exportation que pour la consommation locale pour la production d'énergie, en favorisant d'une part le développement des marchés où Eni est présente et d'autre part la réalisation de nouveaux marchés. En 2019, le projet d'interconnexion Takoradi-Tema au Ghana s'est poursuivi dans le but d'accroître l'utilisation du gaz dans la partie orientale du pays en multipliant par 2,5 le flux vers le hub de Takoradi et les installations de WAPCo¹⁶ ; d'autres initiatives ont été lancées en Indonésie, où la construction d'un gazoduc spécialisé dans l'est de Bornéo permettra d'augmenter la production de GPL pour le marché intérieur. L'approche adoptée par Eni permet également de garantir l'indépendance énergétique dans un certain nombre de pays, comme en Égypte où, grâce à la découverte du gisement de Zohr dont la production reste déjà entièrement dans le pays, les conditions de l'indépendance énergétique ont été créées ; en Libye, Eni continue de fournir presque tout le gaz nécessaire pour alimenter les centrales électriques.

64

milliards de Sm³ de gaz vendu sur les marchés domestiques dans 17 pays

100 %

de gaz vendu sur les marchés domestiques dans 12 pays sur 17



Eni alimente les marchés intérieurs, leur ayant fourni en 2019 plus de 73 % du gaz total vendu, pour un montant de plus de 64 milliards de Sm³. Eni distribue notamment 100 % du gaz total vendu dans 12 pays.

Construction de centrales thermoélectriques

En Afrique subsaharienne, Eni investit dans la construction de centrales thermoélectriques en exploitant le gaz associé qui était auparavant brûlé dans des torches (torchage du gaz). L'objectif est de diversifier le mix énergétique, composé à 50 % de biomasse et de charbon, en introduisant une source plus propre comme le gaz naturel. En 2019, les activités visant à augmenter la capacité de production d'électricité de la centrale électrique CEC ont été achevées au Congo, grâce à la construction de la troisième turbine ; 4 centrales électriques ont été réhabilitées en Libye qui produisent une puissance de 2GW, suffisante pour garantir un accès plus stable à l'électricité à environ deux millions de personnes (environ 1/3 de la population libyenne totale), menacées par les coupures continues causées par la négligence dont sont victimes les centrales.

16) Il convient également de noter que début 2020, la deuxième phase du projet a été lancée, qui prévoit de doubler la portée vers la ville de Tema.

Au **Nigeria**, la centrale électrique d'Okpai, d'une puissance installée initiale de 480 MW, a produit environ 1 400 GWh en 2019, contribuant à 10 % environ de l'énergie totale alimentant le réseau de transmission national du pays et fournissant de l'énergie à environ 10 millions de personnes. Deux trains de production avec turbine à gaz supplémentaires, dont l'un est opérationnel et l'autre à un stade avancé d'achèvement, augmenteront encore la capacité disponible de plus de 300 MW, faisant d'Okpai la première centrale en termes de capacité parmi les centrales de production d'électricité construites par des opérateurs privés au Nigeria. Toujours au Nigeria, depuis 2012, par le biais de sa centrale Ob-Ob, Eni fournit du gaz à des tiers qui, avec une capacité installée de 150 MW, produisent de l'électricité pour environ 1 million de bénéficiaires.

Projets d'accès à l'énergie hors réseau

Au **Mozambique**, Eni contribue au remplacement, pour les familles vulnérables, de 10 000 cuisinières traditionnelles par les foyers améliorés par le projet *Promoting Energy Efficiency & Clean Cooking* ; cela permet de réduire la déforestation causée par la coupe de bois utilisé pour produire du charbon de bois à usage domestique. Ce projet encourage la production locale durable, la création d'emplois et un nouvel esprit d'entreprise local. De plus, en 2020, Eni et la Banque mondiale ont signé un protocole d'accord au Ghana pour le développement d'initiatives visant à promouvoir l'utilisation de foyers améliorés et plus efficaces, afin de réduire l'exposition aux fumées de bois toxiques et de diminuer l'exploitation forestière.

La centrale d'Okpai a été la première centrale à cycle combiné construite au Nigeria



La CEC fournit de l'énergie à toute la ville de Pointe-Noire, grâce à l'installation de plus de 6500 points d'éclairage public



LA TROISIÈME TURBINE POUR LA CENTRALE ÉLECTRIQUE DU CONGO (CEC)

Suite à l'acquisition en 2007 du gisement onshore de M'Boundi au Congo, Eni a développé un modèle d'accès à l'énergie à grande échelle dans le pays. Le « Projet intégré » a vu la construction des centrales électriques Centrale Électrique du Djéno (CED) et Centrale Électrique du Congo (CEC), la modernisation des infrastructures de transport d'énergie et l'extension du réseau de distribution d'électricité à la ville de Pointe-Noire. La CEC et la CED sont alimentées par le gaz des gisements de M'Boundi et Marine XII, ce qui contribue à la réduction des émissions du torchage du gaz. La centrale CEC, lancée en 2010, s'inscrit dans la stratégie plus large d'Eni visant à accroître l'accès à l'énergie dans le pays et à promouvoir l'exploitation des ressources énergétiques locales. Grâce au démarrage d'une troisième turbine à gaz inaugurée en février 2020 (offrant une capacité supplémentaire de 170 MW, pour un total de 484 MW), la CEC contribue à environ 60/70 % de la production totale d'électricité dans tout le pays. De plus, la CEC fournit de l'énergie à la ville de Pointe-Noire grâce à l'installation de plus de 6 500 points d'éclairage public qui bénéficient à environ 350 000 personnes. Le programme d'accès à l'énergie a également fait du projet Hinda un succès, en fournissant de l'électricité à 33 installations communautaires alimentées par l'énergie solaire (11 centres de santé et 22 puits d'eau potable).

Grâce au démarrage d'une troisième turbine à gaz en février 2020, la CEC contribue à environ 60/70 % de la production totale d'électricité au Congo



POUR EN SAVOIR PLUS :
voir le site eni.com



7.1 Accès universel aux services énergétiques modernes
7.2 Développer et améliorer les services énergétiques pour les pays en développement

Partenariat pour le développement durable



« Il est nécessaire de travailler côte à côte avec les pays les moins développés, d'apprendre à les connaître, de parler aux institutions, de parler aux communautés locales, de comprendre de leur part quels sont les obstacles au développement et de les aider à les supprimer ; ce n'est pas une logique d'assistance pure, mais une mise en commun des ressources et des compétences »

C. Descalzi, Méditerranée.
Le défi est le développement,
Avvenire, 5 janvier 2020

Face à des événements de plus en plus complexes et globaux - pauvreté et inégalités, urgences sanitaires, crises climatique et migratoires instabilité politique, Eni a choisi d'étendre la portée de ses initiatives de développement, au-delà des frontières de ses zones d'intervention grâce à des alliances avec des partenaires faisant autorité, engagés sur le territoire et reconnus au niveau international. L'action synergique et le partage du savoir-faire qui en résulte visent à améliorer les conditions de vie des populations dans les pays où Eni est présente, conformément à l'Agenda 2030 des Nations Unies, aux plans par pays et aux NDC. Lorsque le défi est grand, il est essentiel d'unir ses forces, d'agir ensemble, en valorisant les facteurs communs aux différents acteurs impliqués dans les domaines d'intérêt : des organisations internationales au secteur privé, de la société civile aux organismes de coopération qui connaissent le territoire, les fragilités et les besoins primaires des personnes qui vivent sur les territoires où Eni est présente. C'est là la valeur du sujet, et voici la nécessité d'identifier des partenaires qui soient en mesure de garantir un souffle de vie à long terme aux actions. La crise financière et économique de 2008 a entraîné une grave réduction de l'aide publique au développement pour les besoins budgétaires internes des gouvernements. D'où l'invitation - soulignée lors de la « Troisième conférence internationale sur le financement du développement » organisée à Addis-Abeba par les Nations Unies en juillet 2015 - à utiliser de nouveaux mécanismes et formes de collaboration qui sachent réunir les secteurs public et privé. L'intuition d'Enrico Mattei et la « vocation » d'Eni à accompagner la croissance des peuples et des communautés, qui se traduisent par l'approche « Dual Flag » susmentionnée, sont donc de retour à l'époque actuelle et trouvent un terrain fertile dans le rôle que la communauté internationale attribue avec une conscience croissante au secteur privé, comme le démontre une fois de plus la récente urgence sanitaire.

La valeur de « faire ensemble »

Les partenariats d'Eni avec des agences et organisations internationales telles que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et le parrainage de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) au Musée du Cercle africain de Pointe-Noire, au Congo, ainsi que la participation d'Eni à la première Biennale de Luanda, en Angola - Forum panafricain pour la culture de la paix, vont dans ce sens. Mais aussi les relations et les collaborations avec les institutions italiennes et européennes, les réalités financières et les banques de développement, les organismes et agences de coopération, les organisations confessionnelles, les universités et les centres de recherche. Des collaborations qui ont un horizon large et transversal en termes d'action (accès à l'énergie, diversification économique, éducation, accès à l'eau et aux services d'hygiène, santé), de territoires et de pays de présence. Eni a été l'un des interlocuteurs du monde de l'énergie et des fonds d'investissement qui ont pris part aux dialogues promus au Vatican en juin 2018 et 2019 par l'Université Notre Dame et le Département pour la promotion du développement humain intégral, « La transition énergétique et les soins pour notre maison commune ».



Le projet de promotion de l'efficacité énergétique et du clean cooking encourage la production locale durable dans la ville de Pemba, au Mozambique, en créant des emplois et un nouvel esprit d'entreprise local. Le foyer amélioré a rendu la cuisson des aliments plus rapide et plus sûre, tout en réduisant l'impact sur la santé

ONU DI

Le 17 juillet 2019, Eni et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONU DI) ont signé une déclaration commune pour aider à réaliser les ODD. Les premières activités prévues concernent l'amélioration de l'emploi des jeunes et de la chaîne de valeur agroalimentaire au Mozambique, ainsi que des activités de recherche sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique au Congo.

**FAO**

Depuis 2018, Eni travaille avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) afin de promouvoir l'accès à l'eau au Nigeria par la construction de puits alimentés par des systèmes photovoltaïques, pour l'usage domestique et l'irrigation, conformément aux ODD.

**UNDP**

En 2018, Eni et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ont signé un protocole d'accord visant à promouvoir l'atteinte des objectifs de développement durable, en particulier pour améliorer l'accès à l'énergie durable en Afrique.

**UNESCO**

Collaboration pour l'ouverture du Musée du Cercle Africain (2018), le premier musée de Pointe-Noire, au Congo, afin de promouvoir et de valoriser la culture et l'art africain, avec une attention particulière pour les nouvelles générations. Participation à la première biennale de Luanda, en Angola - Forum panafricain pour la culture de la paix (18-22 septembre 2019) - visant à stimuler le dialogue et la rencontre entre les cultures et à encourager un parcours commun de paix, condition fondamentale pour le développement humain et économique des pays.

**BANQUE MONDIALE**

Eni Ghana et la Banque mondiale ont signé un protocole d'accord, résultat d'un dialogue entamé en 2019, pour le développement d'initiatives visant à promouvoir l'utilisation de foyers améliorés alimentés par des combustibles à base de bois, afin de réduire l'exposition aux fumées toxiques et à diminuer l'exploitation des forêts. Les actions envisagées reposent sur un modèle de coopération novateur et contribuent à la stratégie du gouvernement du Ghana visant à garantir l'accès universel à des sources d'énergie modernes, propres et sûres, d'ici 2030.

**E4IMPACT**

L'accord de collaboration entre Eni Kenya et la Fondation E4Impact, signé courant 2019, vise à développer un incubateur d'entreprises au Kenya (Nairobi). L'initiative implique l'Agence italienne de coopération au développement (AICS) et l'Université catholique du Sacré-Cœur de Milan (UCSC) dans la promotion de l'esprit d'entreprise (en particulier des femmes) et de l'emploi des jeunes, en stimulant l'internationalisation des nouvelles entreprises.

**DOM BOSCO**

En 2019, Eni Mozambique et l'Istituto Superiore Dom Bosco de Maputo ont signé un accord de collaboration pour mettre en œuvre un vaste plan de formation professionnelle à l'institut industriel et commercial de Pemba. Cette collaboration de quatre ans comprend la formation certifiée de formateurs et l'octroi de bourses pour les cours professionnels, les diplômes, les maîtrises et les doctorats dans des matières techniques et professionnelles.





Li Yong

Est le directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) depuis juin 2013. Il a eu une carrière intense en tant que responsable de la politique économique et financière. Il a été vice-ministre des finances de la République populaire de Chine et membre du comité de politique monétaire de la Banque centrale pendant une décennie. Il a joué un rôle clé dans la coopération de la Chine avec les organisations multilatérales de développement telles que le groupe de la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement

Travailler en synergie

Le directeur général de l'ONUDI, Li Yong, parle de la valeur des partenariats entre les organisations internationales et les entreprises.

La force de ces collaborations vient de la rencontre des objectifs de l'entreprise avec ceux du développement.

L'ODD n° 17 - Partenariat pour les objectifs - est d'une importance fondamentale car elle peut être un moteur pour aider à atteindre les autres objectifs de développement durable. Comment, selon vous, le secteur privé peut-il contribuer au développement des pays et créer une valeur ajoutée pour un développement local durable ?

En adoptant l'Agenda 2030 et ses 17 objectifs de développement durable, la communauté mondiale du développement a réalisé que l'aide publique au développement traditionnelle était totalement insuffisante pour alimenter ce plan ambitieux : le plan d'action d'Addis-Abeba 2015 considère les partenariats innovants - entre pays, entre professionnels du développement multilatéral et bilatéral et, surtout, entre acteurs publics et privés - comme la clé du succès de l'Agenda 2030. Le 5 novembre 2019 a été un moment décisif pour notre organisation, car les États membres de l'ONUDI ont adopté la déclaration d'Abou Dhabi, qui souligne clairement le rôle important du secteur privé dans la réalisation des objectifs de développement durable. Les entreprises privées peuvent apporter des changements technologiques, investir, partager leur savoir-faire, démontrer des pratiques durables, améliorer les compétences locales, soutenir la formation professionnelle et faciliter l'accès au marché grâce à leurs chaînes d'approvisionnement. En vertu de son mandat axé sur les entreprises, l'ONUDI a une longue tradition de partenariats avec des sociétés privées, fondés non pas sur la charité ou la philanthropie, mais sur un alignement des objectifs commerciaux sur ceux du développement : l'approche consiste à définir ce terrain d'entente avec le partenaire potentiel, à articuler clairement les objectifs partagés et la voie à suivre pour les atteindre, à négocier une répartition équitable des coûts de l'action commune et à mettre en œuvre les paramètres qui aideront les deux parties à suivre les progrès de leur collaboration.

Quel rôle le développement industriel joue-t-il dans la croissance et le développement d'un pays ? Comment ces facteurs sont-ils liés à des questions telles que la paix et la migration ?

Le développement industriel a un effet multiplicateur sur la productivité, l'innovation, la croissance économique et, surtout, l'emploi. Cela est particulièrement vrai dans les pays en développement, où une grande partie de la force de travail vit d'une agriculture à faible productivité, tandis que la croissance démographique rapide crée une main-d'œuvre jeune et en pleine expansion. Offrir un travail décent et des possibilités d'emploi attrayantes dans les petites et moyennes entreprises contribue à réduire les pressions migratoires en stabilisant non seulement les personnes qui ont un emploi, mais aussi leur famille. Dans les pays où le chômage est endémique, les jeunes sont des cibles faciles pour divers groupes impliqués dans les troubles civils, la criminalité ou le terrorisme. Dans le cadre de son mandat de promotion d'un développement industriel inclusif et durable, l'ONUDI se concentre en particulier sur l'arrière-pays rural et les segments vulnérables de la société, comme les jeunes et les femmes.

La déclaration conjointe d'Eni et de l'ONUDI est un nouveau modèle pionnier de coopération public-privé visant à contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable des Nations Unies. Quelle est la valeur ajoutée de cette collaboration ? Comment cette déclaration commune peut-elle porter ses fruits en temps utile ?

Eni et l'ONU ont signé une déclaration commune en juillet 2019, et je suis très encouragé de voir aujourd'hui, à peine six mois plus tard, une série d'initiatives dans le secteur de la transformation alimentaire pour diversifier les moyens de subsistance locaux et dans le domaine des énergies renouvelables. Les deux partenaires apporteront le meilleur de leurs ressources respectives à ces coentreprises : la vaste expérience commerciale d'un groupe diversifié comme Eni, renforcée par la pratique sur le terrain et la sensibilisation au développement d'un partenaire des Nations Unies comme l'ONU.

L'accès à l'énergie est une condition préalable au développement. Selon vous, quel impact l'énergie peut-elle avoir sur le développement des communautés et des pays ?

Aucune activité économique, et encore moins l'industrialisation, ne peut prospérer sans accès à des sources d'énergie fiables et abordables. Le monde a accumulé des expériences d'une valeur énorme, la science et la technologie apportent chaque jour de nouvelles découvertes, de nouvelles technologies qui peuvent aider à produire plus, avec moins de pression sur l'énergie, l'eau, les ressources et les matériaux. L'expérience de décennies d'industrialisation et les leçons tirées en cours de route devraient servir d'exemple et soutenir les pays qui aspirent à se développer de manière inclusive et durable. C'est l'objectif qu'Eni et l'ONU se sont fixés lorsqu'ils ont décidé de marcher côte à côte vers l'Agenda 2030.



Le directeur général de l'ONU et le PDG d'Eni lors de la signature de la déclaration commune au Centre de recherche d'Eni pour les énergies renouvelables et l'environnement à Novare



Point de collecte d'eau fourni par le projet pour la communauté de Waru, Abuja



Eni et la FAO pour promouvoir l'accès à l'eau au Nigeria



Durée
3 ans
(fév. 2018 - fév. 2021)

Bénéficiaires
Plus de 40 000

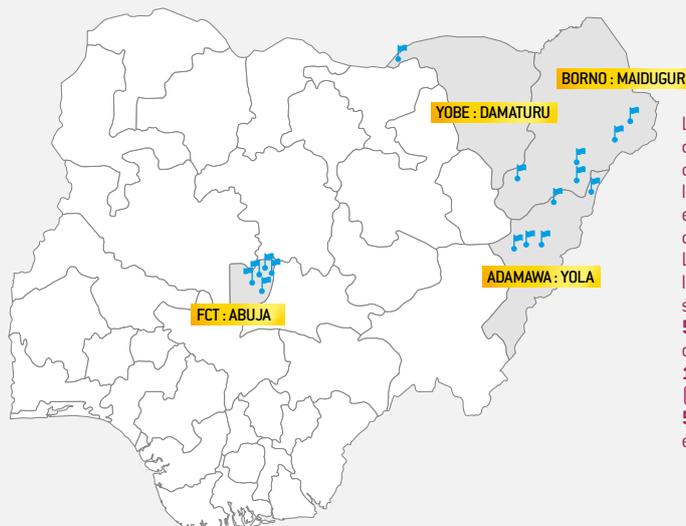
Résultats
16 puits terminés

Le contexte

Pour faire face à la crise de l'eau due à la réduction du lac Tchad et à l'urgence humanitaire causée par le mouvement Boko Haram dans le Nord-Est du Nigeria, Eni et la FAO ont signé un accord de collaboration de trois ans en 2018 pour promouvoir l'accès à l'eau propre et sûre dans le pays grâce à la construction de puits alimentés par des systèmes photovoltaïques, à usage domestique et pour l'irrigation.

Le projet

L'accord a permis d'identifier, en collaboration avec les autorités locales, les zones d'intervention pour soutenir les IDP (les réfugiés internes) et les communautés d'accueil touchées par la crise dans le Nord-Est - Lac Tchad, grâce à l'appui technique et au partage du savoir-faire fournis par l'Agence des Nations Unies et à la construction de puits d'eau potable par Eni.



Les puits sont équipés de systèmes de purification de l'eau, **18 robinets** pour l'approvisionnement et une capacité de stockage de **25 000 à 50 000 litres**. La carte représente la répartition des puits sur le territoire nigérian : **5** dans le territoire de la capitale fédérale (FCT), **11** dans le Nord-Est du pays (**5** dans l'état de Borno, **5** dans l'état d'Adamawa, et **1** dans l'état de Yobe).

POUR EN SAVOIR PLUS :

voir l'interview de Suffyan Koroma, représentant de la FAO au Nigeria et de la communauté économique des états d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sur eni.com



6.a Accroître le soutien aux programmes liés à l'eau et aux installations hygiéniques dans les pays en développement



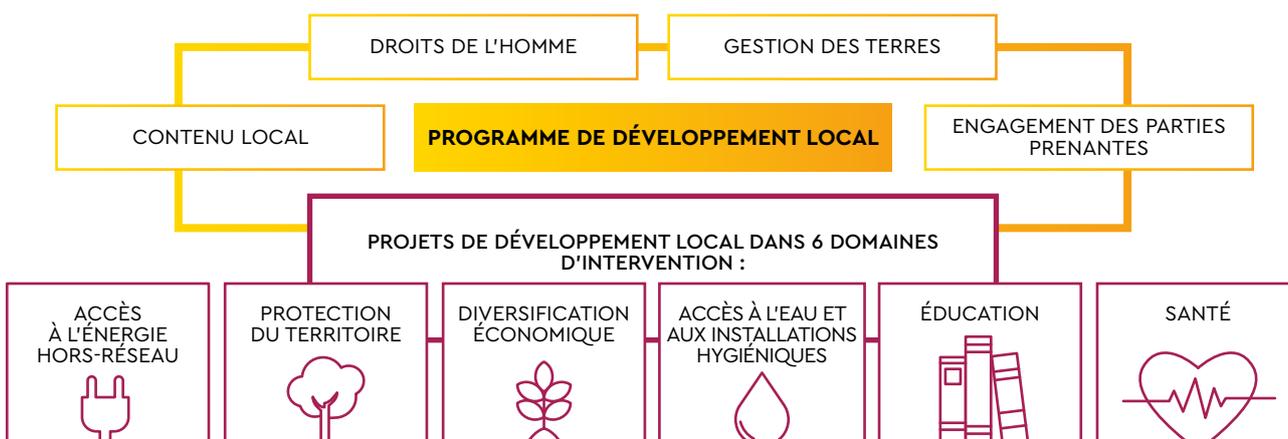
13.1 Renforcer la résilience et l'adaptation aux risques liés au climat et aux catastrophes naturelles

Programme de développement local – LDP

Le programme de développement local offre une vision intégrée des différentes initiatives et activités qu'Eni, en tant qu'acteur du développement local, mène sur les différents territoires où des projets d'entreprises sont présents pour accompagner les pays eux-mêmes dans la réalisation des objectifs de l'Agenda 2030.

Ces activités, définies dans des programmes de développement local (LDP) spécifiques en accord avec l'Agenda 2030 des Nations Unies et en cohérence avec les plans nationaux de développement (NDC), prévoient cinq lignes d'action : contenu local ; gestion des terres ; engagement des parties prenantes ; droits de l'Homme ; projets de développement local.

Les programmes de développement local (LDP) sont définis conformément à l'Agenda 2030 des Nations Unies et en cohérence avec les plans de développement nationaux



Eni soutient les plans de développement nationaux, notamment par le biais de partenariats public-privé et en adoptant des normes, des méthodologies et des outils reconnus au niveau international



Contenu local

Le contenu local est la valeur ajoutée apportée par Eni au système socio-économique des pays où elle opère à travers trois principaux leviers :

1. le **transfert de compétences et de connaissances**, à travers des programmes de formation destinés à la main d'œuvre locale du secteur de l'énergie, ainsi que par la diffusion de l'innovation technologique ;
2. l'**activation de tous les secteurs économiques locaux dans la chaîne d'approvisionnement** concernés par l'activité d'Eni, afin de promouvoir la compétitivité des entreprises locales ;
3. des interventions de développement pour **promouvoir la croissance et la diversification de l'économie locale**, notamment par le biais de programmes de formation professionnelle visant à améliorer les compétences de la communauté.

Eni considère l'emploi local et la fourniture locale de biens, travaux et services comme une priorité dans son modèle d'entreprise intégré. Par conséquent, Eni privilégie les initiatives de contenu local, même dans les pays où il n'existe aucune législation locale spécifique ou lorsque les conditions des accords d'exploration et de production ne l'exigent pas.

Le contenu local est la valeur ajoutée apportée par Eni au système socio-économique des pays où elle opère

UN EXEMPLE DE PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT AU MOZAMBIQUE

Au Mozambique par exemple, Eni a développé une stratégie consacrée au contenu local pour soutenir le projet Coral South, qui vise à renforcer l'inclusion de la force de travail mozambicaine et des petites et moyennes entreprises locales, notamment grâce à l'implication de ses principaux fournisseurs.

La formation, en particulier, est un levier fondamental pour soutenir le développement des nouvelles générations ; des actions ont donc été menées pour transmettre des compétences à la force de travail locale par le biais de programmes de formation spécialisés dans le domaine du pétrole et du gaz, de la formation professionnelle et du partage du savoir-faire à long terme pour plus de 800 ressources mozambicaines pendant la phase opérationnelle du projet.

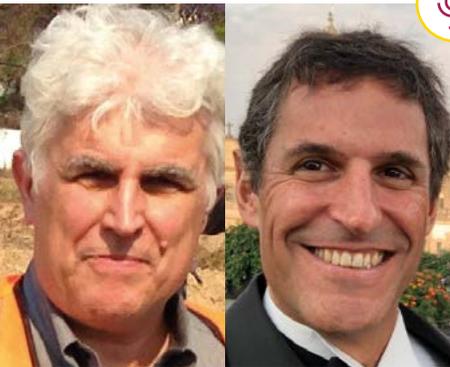


Gestion des terres

Les activités de gestion des terres sont liées à l'évaluation des impacts résultant de l'acquisition de terres sur lesquelles Eni opère afin de définir des alternatives possibles et des mesures d'atténuation. Eni gère ces activités selon les principes suivants : (i) sélection d'alternatives de projet, afin de minimiser les conséquences pour les communautés locales ; (ii) indemnisation rapide et transparente, restauration des moyens de subsistance si le déplacement est inévitable ; (iii) consultation éclairée et participation dès les premières étapes de l'identification des terres ; (iv) non-discrimination et participation active pour les groupes vulnérables ; (v) accès au processus de gestion des plaintes. En 2019, Eni a participé à des activités de gestion des terres au Mozambique, au Kazakhstan et au Ghana. Au **Mozambique**, dans la zone 4 de la JV du projet GNL de Rovuma pour la production de gaz naturel du complexe de Mamba, les activités de relocalisation des populations de la zone d'Afungi se sont poursuivies. Un certain nombre d'infrastructures communautaires, quelque 500 unités de logement, ont été achevées et les programmes d'indemnisation et de rétablissement des moyens de subsistance se sont poursuivis. Au **Kazakhstan**, entre 2018 et 2019, le consortium KPO a effectué un suivi post-réinstallation (2015-2017) afin de répondre aux suggestions et aux doléances des résidents. Les activités comprenaient une assistance aux membres des communautés vulnérables vivant dans l'isolement, la fourniture de terrains pour 100 unités de logement et des activités d'entretien dans les maisons des habitants d'Araltal et dans les deux immeubles de 9 étages construits pour les familles réinstallées dans la ville d'Aksai. Au **Ghana**, afin de gérer les changements socio-économiques dans les communautés dus à la construction de l'usine de réception et de traitement du gaz naturel du projet OCTP, Eni a lancé un programme (Livelihood Restoration Plan) pour rétablir les activités génératrices de revenus des familles concernées et améliorer leurs conditions de vie, telles que définies par les normes de la IFC sur l'acquisition de terres et la réinstallation involontaire.



ENTRETIEN AVEC PAOLO LOMBARDO ET JOSE JUAN ZORRILLA



Paolo Lombardo

Spécialiste responsable de l'environnement et du social - International Finance Corporation

Jose Juan Zorrilla

Spécialiste du développement social - International Finance Corporation

Eni Ghana gère un processus d'acquisition de terres, de réinstallation involontaire et de mesures compensatoires par le biais du « Livelihood Restoration Plan » (LRP) pour le projet Offshore Cape Three Points (OCTP), conformément aux normes environnementales et sociales de l'International Finance Corporation (IFC PS). Pourquoi pensez-vous que la mise en œuvre des normes est importante pour rétablir les moyens de subsistance des familles participant au projet ?

Le projet OCTP est inhabituel, dans la mesure où le déplacement, qui a touché une partie de la communauté est uniquement économique et non pas physique. Cela permet une analyse fiable de l'impact sur les moyens de subsistance et une évaluation précise de l'efficacité des mesures de rétablissement basées sur la norme de performance 5 (P55) de l'IFC, qui exige que les clients élaborent et mettent en œuvre un LRP lorsqu'un déplacement économique se produit. Cela souligne l'objectif clé de la norme de l'IFC, qui est d'améliorer ou de rétablir les moyens de subsistance des personnes qui ont subi un déplacement économique en intégrant ce qui n'est pas couvert par la norme dans certaines législations, qui ne prévoient pas d'indemnisation pour les déplacements économiques et/ou de mesures de rétablissement des moyens de subsistance. L'implication des personnes de la communauté touchées et la transparence sont des éléments clés du P55. Dès les premières étapes, Eni a mené des consultations avec les parties prenantes, effectué un recensement et recueilli les données socio-économiques de base afin d'identifier les personnes touchées - autant d'étapes nécessaires à la formulation d'un LRP efficace. Le suivi continu de la mise en œuvre indique une application précise de la norme P55, qui offre aux familles touchées des possibilités adéquates de rétablir leurs moyens de subsistance.

Le LRP a été lancé en 2016 et devrait prendre fin en janvier 2021. Comment évaluez-vous la capacité de rétablir les moyens de subsistance des personnes, au moins au niveau de l'avant-projet, par le biais des trois principaux volets du projet (aide alimentaire transitoire, formation à la gestion financière, aide à la création d'activités génératrices de revenus alternatives) ? Quelles sont les synergies entre le LRP et le projet de stratégie d'investissement communautaire (SIC) ?

L'information de départ est cruciale. Les indicateurs socio-économiques sont utilisés pour déterminer si les moyens de subsistance et la qualité de vie sont comparables, meilleurs ou pires qu'auparavant. Les données indiquent que l'aide alimentaire temporaire a contribué à maintenir les moyens de subsistance des personnes touchées. La production de volaille et d'œufs, l'élevage de porcs et les ateliers de couture sont quelques exemples de la manière dont les moyens de subsistance s'améliorent grâce à la mise en œuvre du LRP. Le SIC examine non seulement la communauté impliquée dans le déplacement économique, mais aussi les communautés voisines, ce qui permet de maximiser l'impact positif et d'éviter les inégalités. Les activités du LRP et le SIC vont de pair et établissent un continuum de mesures commençant par l'atténuation et visant à améliorer les moyens de subsistance ainsi que d'autres aspects de la qualité de vie (possibilités d'emploi local, meilleures conditions de santé, d'éducation et d'accès à l'eau).

POUR EN SAVOIR PLUS :
sur le projet LRP, voir eni.com



Engagement des parties prenantes au niveau local

La gestion responsable des activités doit également répondre aux besoins exprimés par les communautés locales, en contribuant à leur bien-être à moyen et long terme. Eni considère que la relation avec les personnes qui habitent les territoires où elle est présente est un élément important de l'écoute. C'est pourquoi Eni recense toutes les demandes des parties prenantes et les analyse de manière intégrée pour chaque territoire, afin d'identifier les meilleures actions à entreprendre pour atteindre un développement durable en synergie avec les communautés locales. Dans cette perspective, la gestion des réclamations (plaintes ou doléances soulevées par un individu, ou un groupe d'individus, concernant des impacts réels ou perçus dus aux activités opérationnelles de l'entreprise) représente également un élément d'attention fondamentale. Eni a établi son propre mécanisme de réclamations (Grievance Mechanism, GM) pour recevoir, reconnaître, classer, enquêter, répondre et résoudre les plaintes et les griefs de manière rapide, planifiée et respectueuse. Le GM d'Eni, défini en 2014, est basé sur les lignes directrices internationales sur le sujet, publiées par l'APIECA, et est actif dans toutes les filiales depuis 2016. Les réclamations sont suivies par un système dédié appelé « Stakeholder Management System - SMS » (pour plus d'informations, voir page 17). Un mécanisme de plaintes au niveau opérationnel permet de répondre rapidement et efficacement aux éventuelles situations critiques, en évitant leur aggravation et en prévenant l'apparition de conflits. En 2019, Eni a reçu 253 plaintes émanant de 8 filiales/districts/établissement, dont 44 %, soit 112 cas, ont été réglés et classés. La plupart des réclamations proviennent d'Afrique subsaharienne (Congo, Ghana, Nigeria) et concernent principalement : l'accès à l'énergie, le développement de l'emploi, l'éducation, la gestion des terres.

RÉCLAMATIONS 2019 THÈMES PRINCIPAUX [%]



LA GESTION DES RÉCLAMATIONS D'ENI AU GHANA

L'écoute des parties prenantes et de leurs besoins est d'une importance fondamentale pour mieux contribuer à la création d'une valeur partagée avec la population d'accueil.

Au Ghana, Eni entretient des relations constantes avec 79 acteurs locaux. La gestion responsable des réclamations implique en effet la nécessité d'introduire de nouvelles approches et méthodologies d'évaluation pour répondre aux différents contextes locaux dans lesquels elle opère, afin de garantir la meilleure résolution possible des problèmes soulevés. En mai 2019 par exemple, un des agriculteurs bénéficiant du programme de rétablissement des moyens de subsistance « livelihood restoration programme » s'est plaint que l'activité d'élevage ne générait pas suffisamment de profits pour acheter tous les aliments pour les animaux et poursuivre l'activité ; il a donc demandé à l'entreprise de fournir des aliments supplémentaires. Eni a envoyé des experts pour identifier les raisons du faible rendement de l'activité de l'agriculteur. La résolution des problèmes d'ordre hygiénique et sanitaire et du transport des produits et des aliments ont permis de résoudre avec succès les problèmes de cette micro-entreprise : ces méthodes ont également été partagées au sein de l'association locale d'éleveurs afin d'améliorer la connaissance des bonnes pratiques de gestion.



Depuis 2018, Eni s'est dotée d'un modèle de classification des projets d'entreprise basé sur les risques en matière de droits de l'Homme

Droits de l'Homme dans les communautés

Eni s'engage à prévenir les éventuels impacts négatifs sur les droits de l'Homme des individus et des communautés d'accueil résultant de la mise en œuvre de projets industriels. À cette fin, Eni a adopté en 2018 un modèle basé sur le risque pour classer les projets d'entreprise des activités upstream en fonction de leur risque potentiel pour les droits de l'Homme. Selon cette approche, les projets à haut risque font l'objet d'une analyse approfondie spécifique, par la mise en œuvre d'une « **évaluation de l'impact sur les droits de l'Homme** » (HRIA) qui prévoit entre autres, une analyse préliminaire du contexte local en termes de droits de l'Homme et un engagement ultérieur avec les principaux « ayants droit ». Un rapport final rassemble des recommandations pour la mise en œuvre de mesures visant à prévenir les impacts potentiels sur les droits de l'Homme et à gérer les mesures existantes. En 2019, une étude d'HRIA a été réalisée au Mexique sur le projet de développement lancé dans la zone 1 des eaux peu profondes du Golfe du Mexique, pour laquelle Eni a fait appel à l'aide du Danish Institute for Human Rights. Au Mozambique et en Angola, également en 2019, deux plans d'action pour les évaluations des droits de l'Homme réalisées en 2018 ont été définis, dont les rapports ont été publiés au cours de l'année, et deux études plus approfondies sur de nouveaux domaines ont été réalisées [pour plus d'informations, voir le site eni.com].



ENTRETIEN AVEC ARTURO GARRIDO MORA



Arturo Garrido Mora

Directeur de la Division des sciences biologiques (DACBIO) de l'Université UJAT - Universidad Juárez Autónoma de Tabasco, au Mexique

De votre point de vue, quels sont certains des principaux aspects de la relation entre les nouveaux acteurs de l'industrie du pétrole et du gaz et les communautés locales ?

L'activité pétrolière dans la région du Golfe du Mexique a fait l'objet d'une réforme législative qui comprend des recommandations pour l'extraction du pétrole et du gaz, ainsi que des mesures à adopter pour éviter les dommages de l'environnement, protéger les ressources naturelles, promouvoir l'activité économique et prendre en compte la vulnérabilité sociale de la zone. À la lumière de ces prévisions, je considère que l'ensemble des activités qu'Eni développe dans l'État de Tabasco est adéquat ; elles comprennent différents projets et plans, comme celui sur les droits de l'Homme, qui visent à répondre aux aspects mentionnés ci-dessus.

Selon l'évaluation de l'impact sur les droits de l'Homme menée par le Danish Institute for Human Rights (DIHR), le grand défi pour la communauté locale de pêcheurs est l'impact cumulatif possible des activités de toutes les sociétés pétrolières et gazières opérant dans la région. Quelle serait, à votre avis, la manière la plus appropriée de gérer ces impacts ?

L'utilisation de technologies compatibles avec l'environnement qui réduisent les impacts, ainsi que l'identification et la conception de stratégies appropriées pour la gestion des impacts sur le sol, la mer et les zones humides.

Au Mexique, Eni a développé un plan d'action pour les droits de l'Homme pour ses activités dans le domaine contractuel 1, basé sur les recommandations fournies dans l'évaluation du HRIA. Quelle est votre impression sur les activités prévues par le plan d'Eni et adressées aux communautés locales de pêcheurs ? Quelles autres initiatives ou mesures importantes pourraient aider Eni à garantir le respect des droits de l'Homme des communautés dans ce contexte spécifique ?

Eni a manifesté son intérêt pour les communautés de pêcheurs situées dans les zones touchées par le projet, ainsi que pour les activités productives, l'éducation, la santé, les infrastructures urbaines de la communauté de Villa et Puerto Coronel Andrés Sánchez Magallanes, et pour les autres communautés situées dans la zone contractuelle 1, dans la municipalité de Cárdenas, Tabasco. Eni Mexico a prévu une série d'initiatives visant à améliorer la qualité de vie dans l'ensemble de la région, dans les différents aspects rapportés. En ce qui concerne ces initiatives, il sera important de tenir compte du fait que : (i) la diversification des activités productives et le lancement de projets innovants sont une option importante pour la région ; (ii) les questions liées à la dégradation de l'environnement côtier et à la vulnérabilité sociale sont un aspect important à prendre en compte dans la région ; (iii) l'inclusion des aspects liés au genre et les opportunités pour les jeunes sont des éléments clés à promouvoir dans la zone d'impact d'Eni.



UN EXEMPLE DE LA COOPÉRATION D'ENI AVEC LES MÉCANISMES NON JUDICIAIRES

L'affaire

En décembre 2017, une association appelée Egbema Voice of Freedom, au sein de la communauté Aggah, a déposé une instance auprès du point de contact national (PCN) italien pour les Lignes directrices de l'OCDE. « *Les PCN se concentrent sur la résolution des problèmes : ils offrent des bons offices et facilitent l'accès à des procédures consensuelles et non contradictoires (comme la conciliation ou la médiation). Les plaintes traitées par les PCN (appelées instances spécifiques) ne sont pas des affaires juridiques et les PCN ne sont pas des organes judiciaires* ». L'instance accusait Eni de manquer de politiques et de garanties adéquates pour atténuer les dommages causés par les inondations qui touchent la communauté.

Les résultats

Au cours de la procédure, Eni a fourni des éléments objectifs appuyés par des documents photographiques et vidéo pour prouver que ses opérations et ses infrastructures n'ont eu aucun impact aggravant les inondations dans la région. Les inondations touchent une région bien plus vaste que la communauté d'Aggah, et il s'agit d'un phénomène typique du delta du Niger. Comme le réitère également la Déclaration d'Eni sur les droits de l'Homme, Eni adhère aux Lignes directrices des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'Homme, aux Lignes directrices de l'OCDE à l'intention des multinationales et aux dix principes du Pacte mondial des Nations Unies. Eni s'engage notamment à coopérer de bonne foi avec des organismes non judiciaires. Par conséquent, tout en maintenant sa position, Eni a choisi d'adhérer et de participer de bonne foi à la procédure ouverte au PCN suite à l'acceptation de cette instance spécifique, et de contribuer activement à son bon déroulement. Eni a participé activement à toutes les phases de la procédure, en adhérant volontairement aux termes de la procédure de conciliation, qui prévoyait entre autres une visite conjointe du site d'Eni au Nigeria. Enfin, Eni a partagé et accepté les termes de l'accord proposé par le conciliateur à la fin de la procédure, c'est-à-dire l'engagement de vérifier la nécessité de prévoir des canaux de drainage supplémentaires - en plus de ceux existants - sous la route reliant les usines et de procéder à leur construction, conformément à l'activité habituelle des relations avec les communautés.

Transparence et prochaines étapes

Dans un souci de transparence, Eni a accepté de rendre public l'accord conclu, que le PCN a ensuite mis à disposition sur son site web. L'engagement et la participation d'Eni dans la procédure de conciliation ont ainsi contribué au bon fonctionnement du mécanisme de conciliation, et le PCN a félicité les parties pour la réussite de la procédure. Suite à la signature des conditions de règlement, la NAOC et Egbema voice of Freedom (EVF) ont désigné leurs interlocuteurs respectifs qui se sont réunis à plusieurs reprises pour définir le contenu des interventions de drainage à effectuer dans la communauté. Après la conception technique, le NAOC a activé les procédures internes de passation de marchés pour l'attribution du contrat de reconstruction des canaux souterrains. Le point de contact national italien sera informé de la mise en œuvre de l'accord.

La communauté Aggah réside dans l'état des Rivers au Nigeria, une région régulièrement sujette aux inondations dues aux pluies saisonnières et aux crues du fleuve Niger. Eni au Nigeria (NAOC) gère les opérations dans cette région dans le cadre d'un accord de coentreprise avec NNPC (60 %), NAOC (20 %) et Oando (20 %). Dès la phase de planification de ses activités, et conformément à la réglementation locale, elle a veillé à ce que les installations, les voies d'accès et les conduites soient toutes surélevées et équipées de systèmes de drainage adéquats, afin d'assurer un écoulement régulier de l'eau, même pendant la saison des pluies



POUR EN SAVOIR PLUS :

voir le site de [NAOC](#)

Relations avec les populations indigènes

Compte tenu des réalités industrielles dans lesquelles elle opère, Eni n'a de contacts directs avec les populations indigènes et leurs représentants qu'en Australie et en Alaska. Dans les deux cas, les relations avec ces populations sont gérées conformément aux normes internationales et locales régissant leur implication et leur consultation. Dans le premier cas, Eni opère dans le Territoire du Nord, dans la communauté de Wadeye, et entretient des contacts réguliers avec les organes administratifs locaux (comme le Northern Land Council) qui protègent les droits des populations autochtones, en développant des projets participatifs de développement local et de conservation de l'environnement. En Alaska en revanche, les activités pétrolières et gazières d'Eni sont concentrées dans l'extrémité Nord du pays (North Slope), où les populations indigènes vivent selon des modes de vie basés sur des activités de subsistance (chasse et pêche). Parmi les principales parties prenantes d'Eni figurent donc les représentants des villages situés à proximité de ses activités opérationnelles, ainsi que les coopératives et les corporations qui, selon les réglementations locales, fournissent des biens et des services aux entreprises opérant dans la région. Les relations avec les populations indigènes des deux pays sont enregistrées de manière transparente dans le système de gestion des parties prenantes.

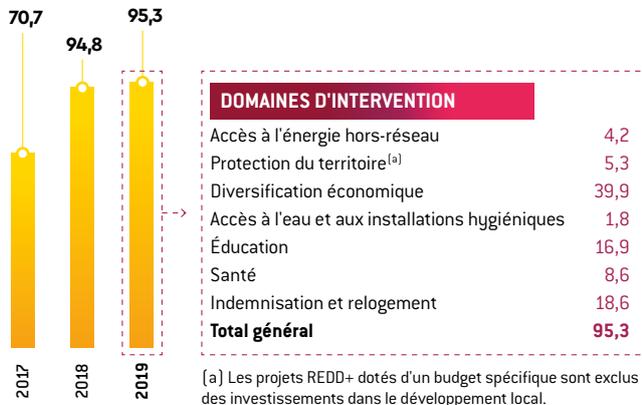
381 MIO €

investissements prévus pour le développement local au cours de la période 2020-2023

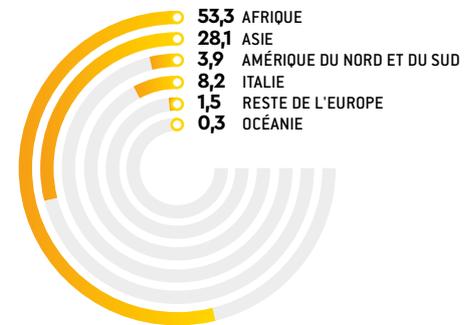
Projets de développement local

Depuis ses origines, Eni a opéré dans des contextes difficiles où l'eau, l'énergie, le travail et les services de santé sont souvent un privilège pour quelques uns. L'expérience acquise permet à Eni de concevoir et de mettre en œuvre des interventions ciblées pour soutenir les besoins des populations locales. Conformément aux objectifs de développement durable, Eni se veut de « promouvoir une croissance économique durable, inclusive et viable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous » (ODD 8). Pour cette raison, Eni favorise des programmes de développement local afin de contribuer à l'amélioration de l'**accès à l'énergie hors réseau et aux technologies de clean cooking**, à la **diversification économique** (par exemple : projets agricoles, microcrédit, interventions dans le domaine des infrastructures), à l'**éducation** et à la formation professionnelle, à la **protection du territoire**, à l'**accès à l'eau et aux services d'hygiène** et à l'amélioration des **services de santé** pour les communautés. Ces interventions sont développées dans une perspective à long terme et sont mises en œuvre après l'évaluation du contexte local.

INVESTISSEMENTS POUR LE DÉVELOPPEMENT LOCAL (millions d'€)



INVESTISSEMENTS POUR LE DÉVELOPPEMENT LOCAL EN 2019 PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE (millions d'€)



Fred Ibrahim Zakaria Homiah, cordonnier de la communauté Sanzule, région occidentale du Ghana, dans le cadre du Livelihood Restoration Plan (LRP)



Projets de développement local en Italie

La plupart des initiatives de développement local d'Eni sur le territoire italien découlent, en 2019, de protocoles d'accord avec les collectivités nationales/locales. Pour ce qui est de l'accès à l'énergie, la municipalité de Ravenne a réalisé des travaux de rénovation énergétique des bâtiments publics, tandis que dans le Val d'Agri, plus d'un million d'euros ont été alloués aux municipalités de la vallée pour la fourniture de gaz naturel et la réalisation de travaux d'efficacité énergétique. Différents projets de diversification économique ont été mis en œuvre, tant pour la promotion de l'innovation et de la capacité territoriale (par exemple la poursuite de l'activité de l'incubateur CoLABoRA à Ravenne) que pour la valorisation touristique du territoire. Le premier accord de mise en œuvre en Italie a été signé avec Coldiretti **Basilicate**, afin de valoriser le secteur agroalimentaire régional, et en **Sicile** un accord a été signé avec la Fondation Banco Alimentare sicilienne afin de réduire la vulnérabilité sociale du territoire de Gela en agissant sur le problème de l'accès à la nourriture. Dans le domaine de l'éducation, le VIII^{ème} accord avec la **Municipalité de Ravenne** a permis de mener des activités éducatives sur les questions environnementales et énergétiques et de promouvoir l'activation des stages de formation. En Basilicate, 750 000 euros ont été déboursés pour la mise en œuvre des activités du siège lucanien de la Fondazione Eni Enrico Mattei. En ce qui concerne la protection de l'environnement, des travaux ont été réalisés pour conserver le littoral de Ravenne et les habitats naturels côtiers, tandis qu'en Basilicate, la gestion d'un réseau de surveillance environnementale et la mise en œuvre du programme « Segni e Percorsi » ont été financées.

8,2 MIO €

investis en 2019
en Italie



Energy Valley est un projet intégré et transversal qui vise à créer un nouveau modèle de production dans le Val d'Agri

PROJET CASP (CENTRE AGRICOLE D'EXPÉRIMENTATION ET DE FORMATION)

Le projet consiste en la création d'un « Centre agricole d'expérimentation et de formation » qui deviendra un pôle d'attraction et de valorisation des talents, de promotion économique et d'innovation, de génération de développement dans le secteur agroalimentaire. Ce centre est proposé comme un levier pour le développement de la Basilicate. En fait, le projet se pose comme un carrefour entre les systèmes de production, de formation et de recherche, et vise à créer des synergies plus étroites entre les différents systèmes, en favorisant le transfert de technologie et l'innovation (processus, produit, gestion, organisation, chaîne d'approvisionnement) de manière efficace, dans des délais brefs et en générant un impact positif sur la compétitivité des entreprises.

Contenu du projet

Le projet, réalisé sur les terrains à proximité de Cova qui couvrent une superficie d'environ 25 hectares, comporte les principales macro activités suivantes : (i) l'expérimentation agricole, avec des processus innovants du point de vue technologique et expérimentaux sur différentes cultures ; (ii) la fourniture d'assistance technique aux entreprises de la région dans le secteur agroalimentaire ; (iii) la mise en place d'activités de formation et de professionnalisation des agriculteurs ; (iv) la mise en œuvre d'initiatives de diffusion au sein de la population ; (v) le développement de projets d'innovation agricole, en partenariat avec les acteurs locaux, grâce à l'utilisation de fonds spécifiques.

Le projet, entièrement financé par Eni avec un engagement économique d'environ 3,5 millions d'euros sur la période 2019-2023, devrait générer un impact cumulé sur l'emploi (direct et indirect) de plus de 100 personnes et un impact économique cumulé sur les recettes estimées de plus de 7 millions d'euros. L'absorption de CO₂ générée par le projet est calculée à environ 50 tonnes par an.

Réalisation d'un centre agricole d'expérimentation et de formation en Basilicate pour la promotion économique, l'innovation et la génération de développement dans le secteur agroalimentaire



2.4 Production alimentaire durable et pratiques agricoles résilientes



4.4 Augmenter le nombre de personnes possédant les compétences nécessaires à la réussite financière



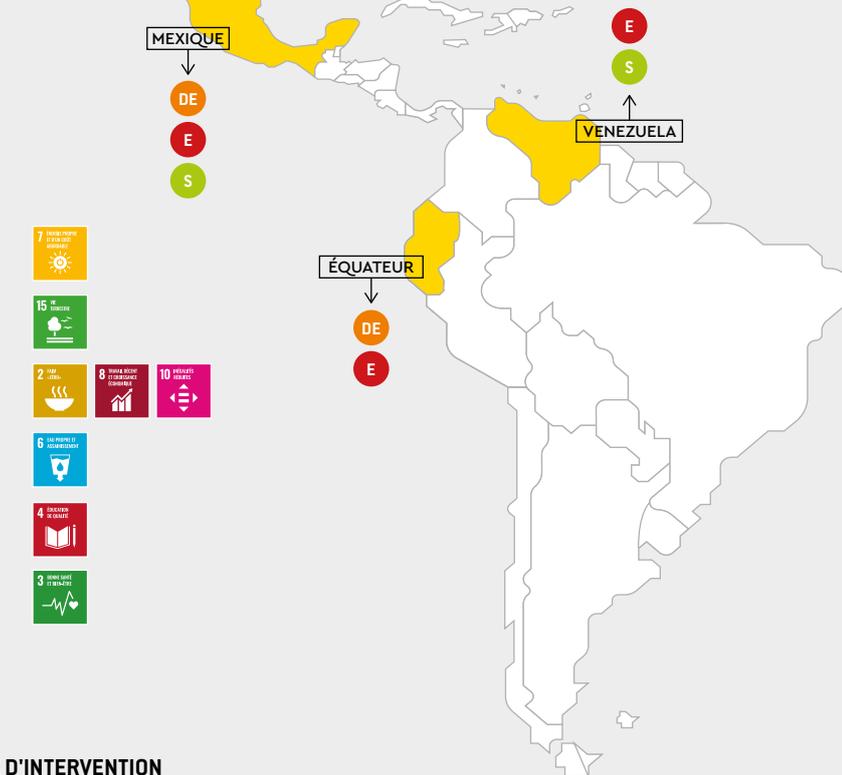
8.2 Diversification, innovation et mise à niveau technologique pour la productivité économique



POUR EN SAVOIR PLUS :

sur l'activité d'Eni en Basilicate voir eni.com

Projets de développement local dans le monde



UN EXEMPLE DE PROJET PAR DOMAINE D'INTERVENTION

ACCÈS À L'ÉNERGIE HORS-RÉSEAU



Mozambique
Promouvoir l'efficacité énergétique et la cuisine propre

Objectifs : Promotion de la production locale et de la commercialisation de systèmes de cuisson certifiés et de qualité, création d'opportunités d'emploi et de micro-entreprises locales et remplacement des systèmes de cuisson traditionnels par des systèmes de foyers améliorés dans la ville de Pemba, province de Cabo Delgado.

Bénéficiaires et résultats jusqu'en 2019 : 45 jeunes commerçants, 1 expert en production et 5 techniciens de production formés ; Création de 2 unités de vente ; Production de 3 500 foyers améliorés ; Mise en place d'études de marché et développement de stratégies pour la production locale.

PROTECTION DU TERRITOIRE



Indonésie
Recycler pour le cycle de vie

Objectifs : Sensibiliser la communauté locale de Samboja - dans la province du Kalimantan oriental - à un mode de vie propre et sain, en recyclant les déchets au niveau des ménages et en maximisant l'utilisation des terres non cultivées ou non productives comme espace vert pour les fruits, les légumes ou les fleurs.

Bénéficiaires et résultats jusqu'en 2019 : 23 villages (environ 2 300 familles) ont participé au concours « Samboja propre, verte et saine ». Activités de soutien et de formation par des experts environnementaux pour permettre une compréhension approfondie du cycle de vie complet de la gestion des déchets pour la communauté, mais aussi un modèle exemplaire de durabilité environnementale applicable à d'autres domaines.

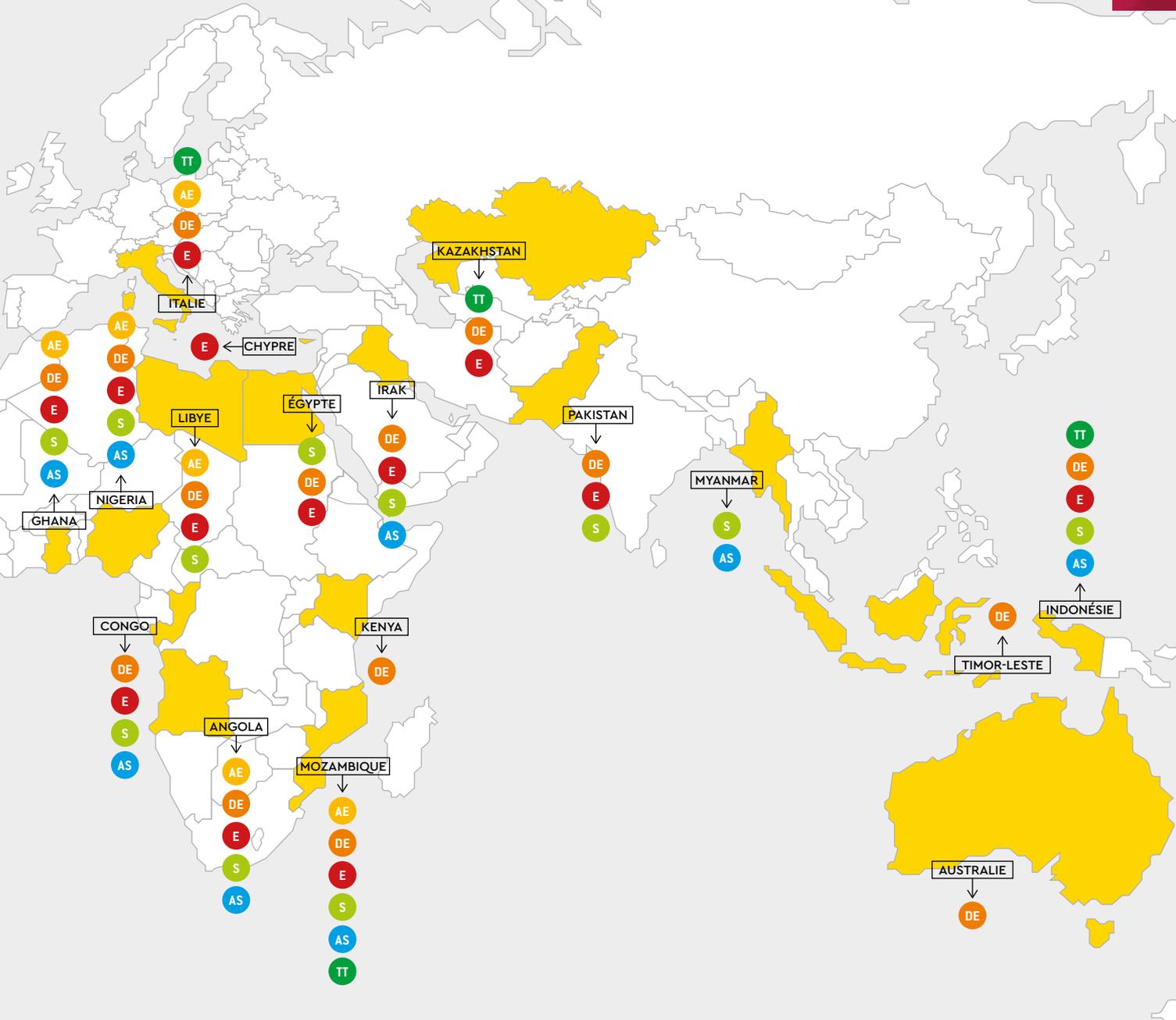
DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE



Angola
Projet social intégré

Objectifs : Contribuer à l'amélioration de la qualité de vie des communautés de Gambos (province de Huíla) et de Bibala (province de Namibe), par des interventions dans les domaines de l'accès à l'eau, de la santé, de l'agriculture et de l'accès à l'énergie. Grâce à la création des « Escolas de Campo Agro Pastoris » (ECAPS), le projet vise à augmenter durablement le niveau de vie des deux communautés en enseignant des techniques innovantes pour améliorer la production agricole, en introduisant une plus grande diversité de cultures et des méthodes modernes d'élevage.

Bénéficiaires et résultats jusqu'en 2019 : 9 villages, 11 162 familles, dont 1 225 petits agriculteurs soutenus et organisés dans des écoles pour agriculteurs ; 8 systèmes solaires et 8 puits d'eau construits.



ACCÈS À L'EAU



Congo
Accès à l'eau [projet intégré de Hinda]

Objectifs : Promouvoir un accès équitable et durable à l'eau potable et aux bonnes pratiques d'hygiène pour les habitants des centres urbains situés à proximité des réservoirs de M'Boundi, Kouakouala, Zingali et Loufika.

Bénéficiaires et résultats jusqu'en 2019 : 15 villages, environ 13 000 personnes/bénéficiaires directs accédant aux systèmes d'approvisionnement en eau potable (16 sur 22 fonctionnant avec des panneaux photovoltaïques) ; 22 comités locaux de gestion de l'eau et de l'environnement créés et renforcés.

ÉDUCATION



Irak
Accès à des services inclusifs et équitables
Une éducation de qualité

Objectifs : Aider à fournir des environnements d'apprentissage sûrs et inclusifs pour tous dans le gouvernorat de Bassorah et le district de Zubair, avec une attention particulière pour les jeunes étudiantes.

Bénéficiaires et résultats jusqu'en 2019 : Construction de l'école secondaire Al Burjesia (900 filles bénéficiaires) ; Rénovation de l'école secondaire Layla Al Akheeliya (1 430 filles bénéficiaires) et de l'école primaire Al Mawrid (770 filles bénéficiaires) ; Renforcement de la collaboration avec le ministère du pétrole, la compagnie pétrolière de Bassorah, le ministère de l'éducation de Bassorah, les autorités locales et Eni pour lancer des projets éducatifs dans toute la région.

SANTÉ



Mozambique
Projet sur la prévention du cancer du col de l'utérus pour les femmes mozambicaines

Objectifs : Garantir progressivement la possibilité d'un traitement efficace des lésions précancéreuses ou néoplasiques des femmes dans 21 centres de santé situés dans la ville de Maputo et sa province.

Bénéficiaires et résultats jusqu'en 2019 : Environ 630 000 femmes âgées de 25 à 50 ans se soumettant à un dépistage pour la prévention du cancer du col de l'utérus ; Fourniture d'équipements et de matériel pour assurer le fonctionnement complet du dépistage dans 7 centres de santé ; Formation de 30 techniciens de santé travaillant dans les centres de santé de la ville de Maputo.

Outils et méthodologies pour le développement local



L'utilisation d'outils et de méthodologies, en accord avec les principes/méthodologies standard reconnus au niveau international, est fondamentale tout au long des différentes phases des activités, afin de :

- comprendre le contexte de référence et définir les projets de développement local grâce à des outils d'analyse du contexte (page 53) et d'évaluation des impacts possibles sur les droits de l'Homme (par exemple, l'évaluation de l'impact sur les droits de l'Homme, page 64) ;
- cartographier la relation avec les parties prenantes par le biais du système de gestion des parties prenantes, Système de Gestion des Parties Prenantes (page 63) ;
- suivre l'avancement des projets et les résultats obtenus grâce à des outils de gestion spécifiques (par exemple l'approche du cadre logique et le suivi, l'évaluation et l'apprentissage) ;
- évaluer l'impact et quantifier les bénéfices générés par Eni dans le contexte des opérations commerciales et à travers le modèle de coopération (par exemple, Eni Local Content Evaluation et Eni Impact Tool).

De plus amples détails sont fournis ci-dessous sur certains instruments qui ne sont pas encore décrits dans le chapitre.

Modèle d'évaluation du contenu local d'Eni - ELCE

Le modèle ELCE, développé par Eni en 2016 et validé par l'école Politecnico de Milan, permet de mesurer la valeur générée par Eni à travers ses projets opérationnels, tant au niveau local que national. La valeur globale est obtenue à partir de la mesure des bénéfices apportés à l'économie, à la société et aux communautés pendant la durée de vie du projet à travers la mesure de trois dimensions :

- **IMPACT ÉCONOMIQUE** généré par les achats locaux, les salaires versés aux employés locaux et les impôts payés à l'administration locale ;
- **IMPACT SUR L'EMPLOI** en termes de postes générés par les projets d'Eni directement, tout au long de la chaîne d'approvisionnement et au sein du système économique concerné par le projet ;
- **DÉVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN** favorisé par les activités de formation tenues par Eni et destinées aux employés locaux directement impliqués dans les activités du projet.

Modèle ELCE : modèle qui contribue à la mesure de la valeur générée par Eni à travers ses projets d'entreprise tant au niveau local que national



ENTRETIEN AVEC GIOVANNI AZZONE



Giovanni Azzone

Professeur titulaire à l'école Politecnico de Milan, département d'ingénierie de gestion spécialisé dans l'évaluation de l'impact des investissements stratégiques et des politiques publiques

Quelle est l'importance d'adopter un modèle reproductible pour calculer la valeur générée localement ?

La légitimité d'une entreprise à opérer dans les pays développés et en développement dépend notamment de sa capacité à prouver sa contribution active au développement socio-économique du pays, en créant de la richesse, en offrant des opportunités d'emploi et en développant le capital humain. À cette fin, Eni a développé un modèle reproductible (ELCE) qui établit un cadre conceptuel pour suivre les impacts générés par l'entreprise et fournit des indicateurs utiles pour quantifier chacun d'entre eux. Le modèle adopte une approche conservatoire, car il se concentre sur les composantes du contenu local qui peuvent être mesurées de manière plus objective et fiable.

Reconnaissant la complexité de l'analyse du contenu local, quelle approche a été proposée pour le gérer de manière adéquate ?

Le processus qui a conduit à la définition du modèle ELCE a été complexe. D'un point de vue conceptuel, il n'existe pas de définition univoque du contenu local et les pays adoptent des politiques spécifiques. Cela a conduit à la nécessité de définir un cadre partagé, applicable dans tous les contextes, qui permette l'intégration et la prise en compte des spécificités locales. La décision de créer une équipe de projet interfonctionnelle entre Eni et l'école Politecnico de Milan a été particulièrement importante, aussi bien pour valider le modèle que pour disposer d'une comparaison continue avec les personnes d'Eni qui vivent et travaillent dans les pays où cette dernière est présente. Cela nous a permis de mieux comprendre le contexte, de formuler les bonnes hypothèses et d'interpréter les résultats de manière critique.

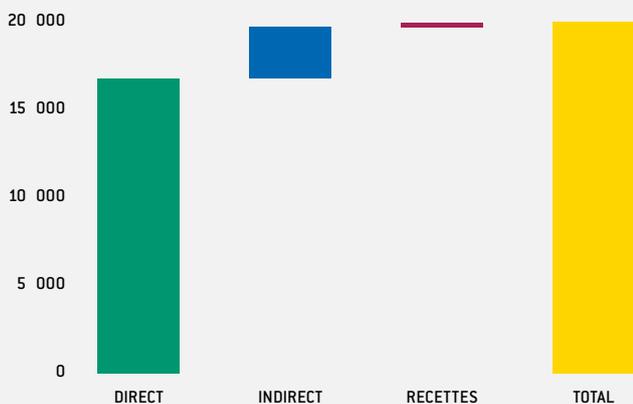
Ces trois dimensions sont mesurées selon trois périmètres d'analyse différents : les effets « directs » générés par les activités d'Eni, les effets « indirects » générés par le premier niveau de la chaîne d'approvisionnement, les effets « induits » se référant aux secteurs macroéconomiques du pays concerné par le projet.

Le modèle ELCE se caractérise par une adaptabilité marquée aux différents contextes, ce qui garantit que l'impact « local » est considéré de la manière la plus appropriée à la réalité économique du pays concerné. Les méthodes alternatives utilisées pour identifier les dépenses d'achat « locales », telles que les paiements en monnaie locale ou le pourcentage de participation des entreprises locales dans les consortiums, en sont des exemples.

Application du modèle ELCE au projet de la zone 1 au Mexique

Le projet offshore, situé dans la baie de Campeche, a une durée de 25 ans (2016-2040) et la production commencera en 2019.

IMPACT ÉCONOMIQUE (millions de dollars)



6,8 mld \$

investissements Eni (construction et exploitation)

54 mio \$

Dépenses de formation pour les employés locaux

16 940

postes créés au niveau local (2016-2040)

3 435

employés locaux formés pendant la durée du projet (100 %)

Principales classes de produits activées localement par Eni sur le nombre total de contrats :
Logistique (61 %)
Services généraux (89 %)

20,9 mld \$
impact économique total (2016-2040)

Pour la définition du terme « local » au Mexique, le critère du « pays d'enregistrement de l'entreprise » a été utilisé : une entreprise est définie comme locale lorsqu'elle est enregistrée au Mexique mais qu'elle ne fait pas partie d'une entreprise multinationale ou d'un méga-fournisseur



Eni Impact Tool : évaluation des impacts des projets de développement local

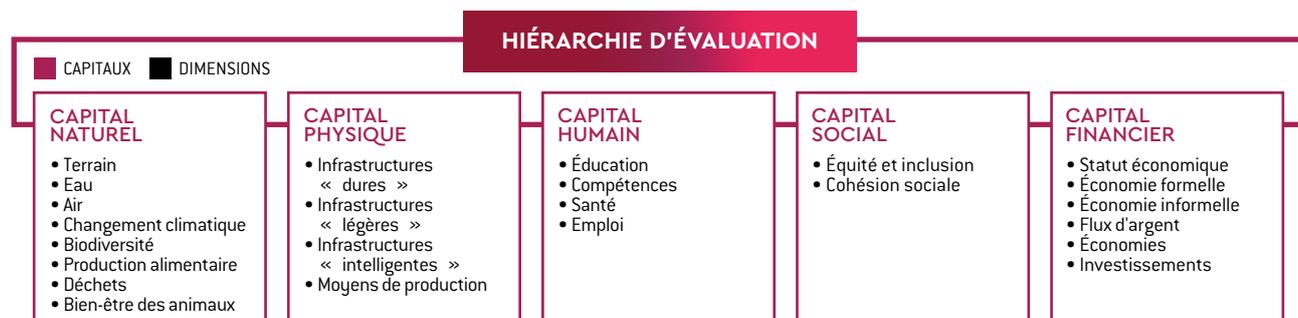
Eni a développé Eni Impact Tool, un modèle pour évaluer les changements générés par un projet de développement local sur les conditions de vie des communautés. La connaissance des impacts sociaux, économiques et environnementaux à long terme est essentielle pour planifier les investissements futurs et assurer leur adéquation dans le temps. En 2019, en collaboration avec le département d'agriculture de l'université de Milan et grâce à ce qui avait déjà été développé pour le secteur de l'énergie¹⁷, Eni Impact Tool a été étendu au secteur agricole. Cette analyse implique une pluralité d'interventions, telles que la formation sur les pratiques agronomiques, l'aide technique et financière à l'entrepreneuriat, la promotion de l'intégration horizontale et verticale de la chaîne d'approvisionnement. Dans le cadre du projet de développement local au **Ghana**, la collecte des données initiales est actuellement en cours et servira à une future évaluation de l'impact de la diversification des sources de revenus sur le mode de vie de la population. Le modèle évalue les ressources matérielles et immatérielles d'une communauté selon 5 « capitaux » (naturel, physique, humain, social et financier), décrits par des dimensions et des indicateurs cadres reconnus au niveau international. Le développement ultérieur du modèle fera directement référence aux ODD de l'Agenda 2030.

Eni Impact Tool : modèle d'évaluation des changements générés par un projet de développement local sur les conditions de vie des communautés



POUR EN SAVOIR PLUS :
voir le site eni.com

¹⁷ En 2018, Eni Impact Tool a été appliqué au secteur de l'accès à l'énergie, avec la principale étude de cas concernant la Centrale Électrique du Congo (CEC).



« Le cadre logique a le pouvoir de communiquer de manière claire et succincte les éléments essentiels d'un projet complexe tout au long du cycle du projet »
Banque mondiale, 2000

Approche du cadre logique et système de suivi, d'évaluation et d'apprentissage

Par analogie avec ce qui est fait dans les activités commerciales, Eni adopte dans les projets de développement local, dans la mesure du possible, des outils de gestion de projet conformes aux normes internationales. En 2019, pour renforcer l'efficacité et l'efficience des projets de développement local, Eni a développé son propre outil de suivi, testé au Congo, au Ghana et au Mozambique, basé sur le cadre logique (Logical Framework) des projets. Cette méthodologie, également connue sous le nom d'approche de gestion basée sur les résultats (Result Based Management Approach), est en mesure de renforcer toutes les phases du projet qui est orienté vers des objectifs et des impacts mesurables grâce à l'identification d'indicateurs spécifiques. Cette approche est synthétisée par une représentation schématique (matrice de cadre logique, Logical Frame Matrix) de la stratégie du projet qui montre la relation de cause à effet des actions à développer (activités et apports) et les effets produits par celle-ci (résultat, impact). Un système adéquat de suivi, d'évaluation et d'apprentissage (MEL) permet de gérer le projet dans une optique d'amélioration continue et permet de tirer des enseignements et/ou de formuler des recommandations pour les projets futurs.

Application de l'outil de suivi au projet Catrep au Congo

L'outil de suivi a été appliqué dans la phase de test au projet agricole Catrep 2 (Centre d'appui technique et de ressources professionnelles - phase 2) au Congo, dont l'objectif général est de promouvoir la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la croissance et la diversification économique de la région, en contribuant aux ODD 1, 2, 5, 8 et 17. Voici quelques uns des indicateurs se référant aux 3 objectifs spécifiques du projet pour 2019.

	OBJECTIF SPÉCIFIQUE	INDICATEUR	OBJECTIF FINAL (2020) ^(a)	RÉSULTAT EN 2019	TENDANCE
1	Création d'emplois durables pour les jeunes et les femmes dans l'agriculture moderne	Nombre de travailleurs et sexe	125 (72 hommes et 53 femmes)	122 (72 hommes et 50 femmes)	==
		n° de coopératives créées	10	22	+
2	Augmentation des revenus des petits producteurs et des coopératives agricoles à long terme	Taille de la surface cultivée	3 Ha	2,5 Ha	==
		Quantités de production des agriculteurs aidés	199 800 kg au total pour 30 ha	9307 kg au total en 2018	- ^(b)
3	Promouvoir la formation, la recherche et l'innovation	Nombre et type de cultures innovantes introduites et développées	3 (tomates cerises, roquette, haricots Borlotti et développement du produit sec)	3 (tomates cerises, roquette, haricots Borlotti)	==
		Nombre et type d'acteurs nationaux et internationaux impliqués	5 FAO, PAM, Université de Milan, École Nationale Supérieure d'Agronomie et de Foresterie (ENSAF), Institut de Recherche Agronomique (IRA)	3 FAO, PAM, Université de Milan	==

+ Évolution supérieure aux prévisions == Évolution conforme au calendrier - Évolution retardée par rapport au calendrier

(a) Le projet, dont la phase initiale était prévue de mai à décembre 2017, aurait dû se terminer en novembre 2019 avec la phase 2, mais il a été prolongé jusqu'en décembre 2020.

(b) Le résultat diffère de l'estimation prévue, car au cours du projet, les variétés de cultures ayant un meilleur rendement ont été préférées, bien que leur rendement en termes de kg produits soit inférieur, comme le basilic et la roquette, à la production estimée de racine de manioc.

Rapport de la société d'audit



Rapport des auditeurs indépendants sur l'examen limité du Rapport de durabilité - Eni for 2019

À l'attention du Conseil d'administration d'Eni SpA

Nous avons été mandatés pour effectuer un examen limité (« *limited assurance engagement* ») sur le Rapport de développement durable - Eni For du groupe Eni (ci-après également le « Groupe ») pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 (ci-après le « Rapport »).

Responsabilités des directeurs pour le rapport

Les administrateurs d'Eni SpA sont responsables de la préparation du Rapport conformément aux « *Normes sur les rapports de la Global Reporting Initiative* » définies en 2016 et leurs versions ultérieures par la GRI - *Global Reporting Initiative* (« Normes GRI »), comme décrit dans la section « Critères de rapport » du Rapport.

Les directeurs sont également responsables de la partie du contrôle interne qu'ils jugent nécessaire pour permettre l'élaboration d'un rapport qui ne contienne pas d'erreurs significatives dues à des fraudes ou à des comportements ou événements involontaires.

Les directeurs sont également chargés de définir les objectifs du groupe Eni en matière de performances de durabilité, ainsi que d'identifier les *parties prenantes* et les aspects importants à signaler.

Indépendance du cabinet d'audit et contrôle de la qualité

Nous sommes indépendants, conformément aux principes d'éthique et d'indépendance du *Code de déontologie des experts-comptables* publié par le *Conseil des normes d'éthique internationales des experts-comptables*, qui repose sur les principes fondamentaux d'intégrité, d'objectivité, de compétence et de diligence professionnelle, de confidentialité et de conduite professionnelle.

Notre société d'audit applique la *norme internationale sur le contrôle de la qualité 1 (ISQC Italia 1)* et, par conséquent, maintient un système de contrôle de la qualité qui comprend des directives et des procédures documentées sur le respect des principes éthiques, des principes professionnels et des lois et règlements applicables.

Responsabilités de la société d'audit

Il nous incombe d'exprimer, sur la base de nos procédures, une conclusion sur la conformité du rapport aux exigences des normes de la GRI. Notre travail a été effectué conformément aux critères énoncés dans la *norme internationale sur les missions d'assurance ISAE 3000 (révisée) - Missions d'assurance autres que les audits ou les examens d'informations financières historiques* (ci-après également « *ISAE 3000 révisée* »), publiée par l'*International Auditing and Assurance*

PricewaterhouseCoopers Advisory SpA

Sede legale: Milano 20149 Via Monte Rosa 91 Tel. 02667201 Fax 0266720501 Cap. Soc. Euro 7.700.000,00 i.v. - C.F. e P.IVA e Iscrizione al Reg. Imp. Milano n° 03230150967 - Altri Uffici: Bari 70122 Via Abate Gimma 72 Tel. 0805640311 Fax 0805640349 - Bologna 40126 Via Angelo Finelli 8 Tel. 0510186211 - Brescia 25121 Viale Duca d'Aosta 28 Tel. 0303697501 - Cagliari 09125 Viale Diaz 29 Tel. 0706848774 - Firenze 50121 Viale Gramsci 15 Tel. 0552482811 Fax 0552482899 - Genova 16121 Piazza Picapietra 9 Tel. 01029041 - Napoli 80121 Via dei Mille 16 Tel. 08136181 - Padova 35138 Via Vicenza 4 Tel. 049873431 Fax 0498734399 | Rubano 35030 Via Belle Putte 36 - Palermo 90141 Via Marchese Ugo 60 Tel. 0916256313 Fax 0917829221 | 90139 Via Roma 457 Tel. 0916752111 - Parma 43121 Viale Tanara 20/A Tel. 0521275911 Fax 0521 781844 - Roma 00151 Largo Fochetti 28 Tel. 06570831 Fax 06570830536 - Torino 10122 Corso Palestro 10 Tel. 0115773211 Fax 0115773999 - Trento 38121 Viale della Costituzione 33 Tel. 0461237004 Fax 0461239077 - Treviso 31100 Viale Felissent 90 Tel. 0422315711 Fax 0422315798 - Trieste 34125 Via Cesare Battisti 18 Tel. 0403480781 Fax 040364737 - Verona 37135 Via Francia 21/C Tel. 0458263001

Société soumise à la direction et à la coordination de PricewaterhouseCoopers Italia Srl
www.pwc.com/it



Standards Board (IAASB) pour les missions d'assurance limitée. Ce principe exige la planification et l'exécution de procédures afin d'atteindre un niveau de sécurité limité indiquant que le rapport ne contient pas d'erreurs significatives.

En conséquence, notre examen a donné lieu à un travail moins important que celui qui est nécessaire pour réaliser un examen complet conformément à la norme ISAE 3000 révisée (« mission d'assurance raisonnable ») et, par conséquent, ne nous permet pas d'avoir l'assurance que nous avons connaissance de tous les faits et circonstances significatifs qui pourraient être identifiés en réalisant un tel examen.

Les procédures effectuées sur le Rapport ont été basées sur notre jugement professionnel et ont inclus des entretiens, principalement avec le personnel de la société chargé de préparer les informations présentées dans le Rapport, ainsi que l'analyse de documents, de nouveaux calculs et d'autres procédures visant à acquérir des preuves jugées utiles.

En particulier, nous avons effectué les procédures suivantes :

- 1) analyse des raisons de la coexistence de la DNF (Déclaration non financière prévue aux articles 3, 4 et 7 du décret législatif 254/2016) et du rapport et des profils qui différencient les deux documents ;
- 2) analyse du processus de définition des questions pertinentes signalées dans le rapport, avec référence aux méthodes d'identification en termes de leurs priorités pour les différentes catégories de parties prenantes et la validation interne des résultats du processus ;
- 3) comparaison entre les données et les informations économiques et financières présentées dans le rapport et les données et informations figurant dans les états financiers consolidés du groupe ;
- 4) compréhension des processus qui sous-tendent la production, la collecte et la gestion des informations qualitatives et quantitatives importantes contenues dans le rapport.

En particulier, nous avons mené des entretiens et des discussions avec la direction d'Eni SpA et le personnel d'Eni Pakistan Ltd, Versalis SpA, Eni Muara Bakau BV, Agiba Petroleum Co., Eni Angola SpA et Société de Service du Gazoduc Transtunisien SA et avons effectué des contrôles documentaires limités afin de recueillir des informations sur les processus et les procédures qui étayent la collecte, l'association, le traitement et la transmission des données et des informations non financières au département responsable de la préparation du rapport.

En outre, pour les informations importantes, compte tenu des activités et des caractéristiques du groupe :

- au niveau des chefs de groupe
 - a) en ce qui concerne les informations qualitatives contenues dans le rapport, nous avons mené des entretiens et obtenu des documents justificatifs pour vérifier leur cohérence avec les éléments de preuve disponibles ;
 - b) en ce qui concerne les informations quantitatives, nous avons effectué des procédures analytiques et des contrôles limités pour vérifier l'association correcte des données sur la base d'un échantillon.
- pour Eni Pakistan Ltd (gisement pétrolier et gazier de Bhit Bhadra), Eni SpA (Centro Oli Val D'Agri - district sud et raffinerie de Sannazzaro), Versalis SpA (usine de Ravenne), Eni Muara Bakau BV (FPSO Jangkrik), Agiba Petroleum Co. (gisement pétrolier et gazier de Meleiha), Eni Angola SpA (FPSO Ngoma et FPSO Olombendo) et Société de Service du Gazoduc Transtunisien SA (stations de Feriana, Sbeitla, Sbikha, Korba, El Haouria), que nous avons sélectionnées sur la base de leurs activités, de leur contribution aux indicateurs de performances consolidés et de leur localisation, nous avons effectué des visites sur place au cours desquelles nous avons rencontré les responsables et obtenu des preuves documentaires par sondage sur la bonne application des procédures et des méthodes de calcul utilisées pour les indicateurs.



Conclusions

Sur la base des travaux effectués, nous n'avons reçu aucune information qui nous porterait à croire que le Rapport de développement durable - Eni For du groupe Eni pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 - n'a pas été préparé, dans tous ses aspects significatifs, en conformité avec les exigences des normes GRI telles que décrites dans le paragraphe « Critères de rapport » du Rapport.

Autres aspects

Le rapport de durabilité - Eni For pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, dont les données sont présentées à des fins de comparaison, a fait l'objet d'un examen limité par un autre auditeur qui, le 7 mai 2019, a exprimé une conclusion sans réserve sur ce rapport.

Milan, le 13 mai 2020 PricewaterhouseCoopers

Advisory SpA

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Paolo Bersani'.

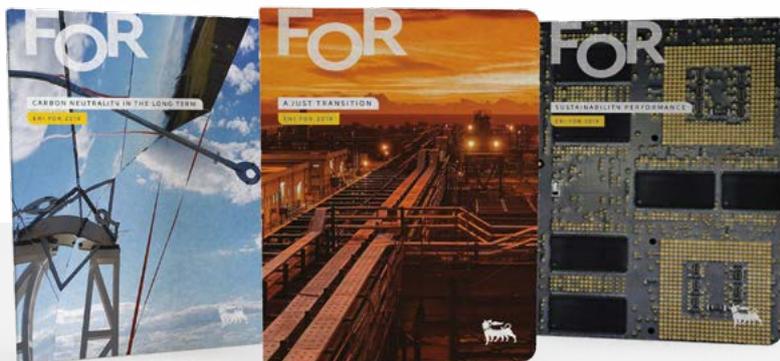
Paolo Bersani
(Membre)

Le rapport non financier d'Eni

Par le biais de ses rapports non financiers, Eni veut raconter de manière proactive son rôle dans la transition énergétique, en partageant ses valeurs, ses stratégies d'entreprise, ses objectifs et les résultats obtenus à ce jour. Pour cette raison, consciente de la centralité croissante de l'information non financière, Eni a développé au fil des ans un système de rapports articulé afin de répondre pleinement et rapidement aux besoins d'information de ses parties prenantes, tant en termes de variété que de niveau de détail.

ENI FOR 2019 - UNE TRANSITION JUSTE

Rapport qui décrit comment Eni crée de la valeur à long terme à travers le modèle économique intégré, à travers son modèle d'excellence opérationnelle, les partenariats pour la promotion du développement local et la décarbonisation à long terme.



ENI FOR 2019 NEUTRALITÉ CARBONE À LONG TERME

Analyse approfondie de la gouvernance, activités de gestion des risques, stratégie et des principaux indicateurs et objectifs d'Eni en matière de changement climatique, conformément aux recommandations de la Task Force on Climate-related Financial Disclosures (TCFD) du Conseil de stabilité financière.

ENI FOR 2019 PERFORMANCES EN MATIÈRE DE DURABILITÉ

Rapport disponible uniquement en ligne donnant un aperçu des indicateurs de performances non financières à long terme le long des trois leviers du modèle d'entreprise d'Eni.

PRINCIPES ET CRITÈRES D'ÉTABLISSEMENT DES RAPPORTS Eni for 2019 est préparé conformément aux « Sustainability Reporting Standards » de la Global Reporting Initiative (standards GRI) selon un niveau d'adhésion « in accordance Core » et en tenant compte des 10 principes du Pacte mondial. Pour plus d'informations, voir le paragraphe « Critères de rapport » d'« Eni for 2019 - Performances en matière de durabilité », page 31.

ASSURANCE EXTERNE Eni for 2019 a de nouveau été soumise cette année à une **assurance limitée** par un cabinet d'audit externe (pages 73-75). En outre, pour la première fois, les émissions de GES des domaines d'application 1 et 2 font également l'objet d'une **assurance raisonnable** par le même cabinet d'audit externe (PwC), dans le but de garantir une plus grande robustesse encore de ces données d'importance stratégique pour Eni (voir « Déclaration des émissions de GES d'Eni - 2019 »).

DÉCLARATION NON FINANCIÈRE CONSOLIDÉE 2019

Document établi conformément aux exigences du décret législatif n° 254/2016 (qui transpose la Directive européenne 95/2014) et publiée dans le rapport financier actuel 2019 qui fournit des informations intégrées sur le modèle de gestion, les politiques appliquées les principaux risques et résultats liés à l'environnement, au social, au personnel, au respect des droits de l'Homme et à la lutte contre la corruption.

RAPPORT SUR LE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME

Un prochain rapport décrivant la stratégie d'Eni en matière de promotion et de respect des droits de l'Homme et rendant compte des principales activités et indicateurs de performances.

RETOUR

Vos commentaires sont importants pour nous. Si vous avez des commentaires, des suggestions ou des questions, vous pouvez écrire à l'équipe de durabilité par courrier électronique à l'adresse sostenibilita@eni.com



En plus de ces documents, Eni publie chaque année des **rapports sur la durabilité locale** et des **rapports de durabilité des filiales** afin de pouvoir offrir aux parties prenantes des informations plus détaillées quant aux engagements et aux performances de nature non financière, aussi bien pour des régions géographiques données qu'en rapport aux activités spécifiques. Ces rapports, ainsi que les dernières informations sur la Durabilité chez Eni, sont disponibles en ligne sur le site Internet eni.com.



Eni SpA

Siège social

Piazzale Enrico Mattei, 1 – Rome – Italie
Capital social : 4 005 358 876,00 € entièrement libéré
Registre du Commerce de Rome,
Code fiscal 0048496060588

Autres Sièges

Via Emilia, 1
San Donato Milanese (MI) - Italie

Piazza Ezio Vanoni, 1
San Donato Milanese (MI) – Italie

Mise en page, pagination et supervision

K-Change – Rome

Impression

Varigrafica Alto Lazio - Viterbo

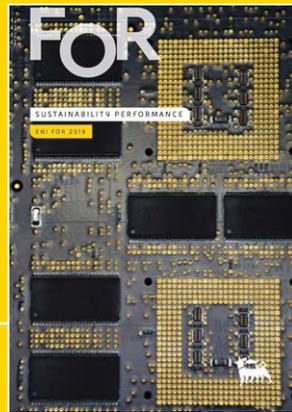
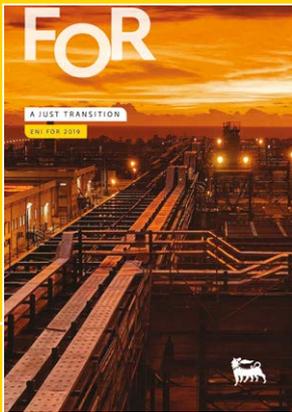


Imprimé sur papier XPer Fedrigoni

ELEMENTAL
CHLORINE
FREE
GUARANTEED



Eni est disponible pour l'acquittement des droits d'auteur à l'intention de tous les ayants droit dans le cas des sources pour lesquelles les auteurs n'ont pas pu être retrouvés.



ENI FOR 2019 - RAPPORT DE DURABILITÉ

